

Simone Weil (1909-1943)

# Écrits historiques et politiques

## *2. Deuxième partie : politique*

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole  
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: [http://www.geocities.com/areqchicoutimi\\_valin](http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"  
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,  
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>  
site web: [http://www.geocities.com/areqchicoutimi\\_valin](http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin)  
à partir de :

Simone Weil (1909-1943)

## Écrits historiques et politiques. 2. Deuxième partie : politique

Une édition électronique réalisée du livre **Écrits historiques et politiques**. Deuxième partie : Politique Paris :Éditions Gallimard, 1960, 413 pages. Collection Espoir, nrf. (pp. 225 à 413)

(Recueil d'articles)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes  
Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 9 août 2003 à Chicoutimi, Québec.



# Table des matières

## [Écrits historiques et politiques](#)

[Note de l'éditeur](#)

[Deuxième note de l'éditeur](#)

## Première partie : Histoire

- 1- Quelques réflexions sur les origines de l'hitlérisme (1939-1940)
  - I. Permanence et changements des caractères nationaux
    - « la France éternelle »
    - L'éternelle Allemagne
    - L'hitlérisme et les germains
  - II. - Hitler et la politique extérieure de la Rome antique
  - III. - Hitler et le régime intérieur de l'empire romain
  - Conclusion
- 2- Rome et l'Albanie (1939)
- 3- Réflexions sur la barbarie (fragments) (1939 ?)
- 4- L'agonie d'une civilisation vue à travers un poème épique (1941 ? 1942 ?)
- 5- En quoi consiste l'inspiration occitanienne ? (1941 ? 1942 ?)
- 6- Un soulèvement prolétarien à Florence au XIV<sup>e</sup> siècle (1934)
- 7- Ébauches de lettres (1938 ? 1939 ?)
  - I
  - II Variante de la lettre précédente
  - III
  - IV
- 8- Conditions d'une révolution allemande (1932)
- 9- Premières impressions d'Allemagne (1932)
- 10- L'Allemagne en attente (1932)
- 11- La grève des transports à Berlin (1932)
- 12- La situation en Allemagne (1932-1933)
  - I
  - II Le mouvement hitlérien
  - III Le réformisme allemand
  - IV
  - V Le mouvement communiste
  - VI
  - VII

VIII

IX

X

- 13- Sur la situation en Allemagne (9 avril 1933)
- 14- Quelques remarques sur la réponse de la M.O.R. (7 mai 1933)
- 15- Le rôle de l'U.R.S.S. dans la politique mondiale (23 juillet 1933)
- 16- Journal d'Espagne (août 1936)
- 17- Fragment (1936 ?)
- 18- Réflexions pour déplaire (1936 ?)
- 19- Lettre à Georges Bernanos (1938 ?)

## Deuxième partie : Politique

### I. - Guerre et paix.

- 1- [Réflexions sur la guerre](#) (novembre 1933).
- 2- [Fragment sur la guerre révolutionnaire](#) (fin 1933).
- 3- [Encore quelques mots sur le boycottage](#) (fragment) (fin 1933 ? début 1934 ?).
- 4- [Réponse à une question d'Alain](#) (1936 ?).
- 5- [Faut-il graisser les godillots ?](#) (27 octobre 1936).
- 6- [La politique de neutralité et l'Assistance mutuelle](#) (1936).
- 7- [Non-intervention généralisée](#) (1936 ? 1937 ?).
- 8- [Ne recommençons pas la guerre de Troie](#) (1<sup>er</sup> au 15 avril 1937).
- 9- [L'Europe en guerre pour la Tchécoslovaquie](#) (25 mai 1938)
- 10- [Réflexions sur la conférence de Bouché](#) (1938).
- 11- [Lettre à G. Bergery](#) (1938).
- 12- [Désarroi de notre temps](#) (1939?)
- 13- [Fragment](#) (1939 ?).
- 14- [Réflexions en vue d'un bilan](#) (1939 ?).
- 15- [Fragment](#) (1939 ?).
- 16- [Fragment](#) (après juin 1940).

### II. - Front populaire

- 1- [Quelques méditations concernant l'économie](#) (1937 ?).
- 2- [Méditations sur un cadavre](#) (1937).

### III. - Colonies

- 1- [Le Maroc, au la prescription en matière de vol](#) (10 février 1937).
- 2- [Le sang coule en Tunisie](#) (mars 1937).
- 3- [Qui est coupable des menées anti-françaises ?](#) (1938 ?).
- 4- [« Ces membres palpitants de la patrie... »](#) (10 mars 1938).
- 5- [Les nouvelles données du problème colonial dans l'empire français](#) (décembre 1938)
- 6- [Fragment](#) (1938-1939 ?).
- 7- [Fragment](#) (1938-1939 ?)

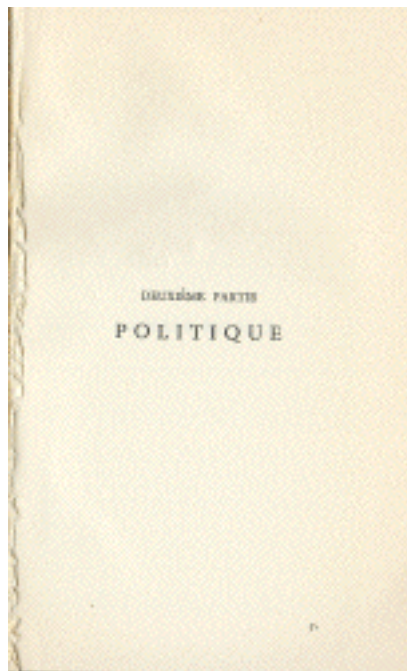
- 8- [Lettre à Jean Giraudoux](#) (fin 1939 ? 1940 ?).
- 9- [À propos de la question coloniale, dans ses rapports avec le destin du peuple français](#) (1943).

### **Appendice (Ébauches et variantes).**

- 1- [Un petit point d'histoire](#) (Lettre au Temps) (1939).
- 2- [Note sur les récents événements d'Allemagne](#) (25 novembre 1932).
- 3- [La situation en Allemagne](#) (note) (25 février 1933)
- 4- [Quelques remarques sur la réponse de la M.O.R.](#) (1933).
- 5- [Réflexions pour déplaire](#) (1936 ?).
- 6- [Quelques réflexions concernant l'honneur et la dignité nationale](#) (1936 ?).
- 7- [Réponse au questionnaire d'Alain](#) (1936 ?).
- 8- [Progrès et production](#) (fragment) (1937 ?).
- 9- [Esquisse d'une apologie de la banqueroute](#) (1937 ?).
- 10 [Méditation sur un cadavre](#) (1937).
- 11- [Les nouvelles données du problème colonial dans l'empire français](#) (1938)

Simone Weil (1909-1943)

**Écrits historiques et politiques**  
**2. *Deuxième partie : Politique***  
(recueil d'articles)



Paris : Éditions Gallimard  
Collection : Espoir, nrf.

1960, 413 pages  
(pp. 225 à 412)

[Retour à la table des matières](#)

Simone Weil, Écrits historiques et politiques.

## Note de l'éditeur

[Retour à la table des matières](#)

Bien qu'on ne puisse pas faire de distinction nette entre les écrits historiques et les écrits politiques contenus dans ce volume (car même dans les écrits politiques il y a des considérations historiques, et dans les écrits historiques, une intention politique), on a cherché à réunir dans la première partie les écrits de caractère plutôt historique et dans la seconde, au contraire, les écrits de caractère plutôt politique.

La première partie contient, entre autres, le grand article sur les origines de l'hitlérisme, article qui concerne bien moins Hitler que Rome et l'Empire Romain. Elle se termine par des textes concernant l'histoire contemporaine de l'Allemagne et de l'Espagne. Ces textes ont pour origine deux expériences personnelles de Simone Weil : le voyage qu'elle fit en Allemagne en août et septembre 1932, et sa participation à la guerre d'Espagne en 1936.

Les textes contenus dans la seconde partie ont pour objet la politique française et expriment plus directement le désir de voir cette politique infléchie dans un sens déterminé. Ils ont été groupés en trois sections. La première concerne la politique extérieure et la menace de guerre ; la seconde, les difficultés intérieures auxquelles se heurta le gouvernement de Front Populaire ; la troisième, la politique à l'égard des colonies. Dans chaque section, on a cherché à classer les différents écrits selon l'ordre chronologique.

Pour les fragments qui n'étaient pas datés, on a proposé, entre parenthèses, une date approximative.

\*

On doit à la vérité de noter que Simone Weil n'approuvait plus dans les dernières années de sa vie le pacifisme extrême qu'elle avait soutenu, comme on le verra dans ce livre, jusqu'au printemps de 1939 (invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne hitlérienne).



Simone Weil, Écrits historiques et politiques.

## Deuxième note de l'éditeur

[Retour à la table des matières](#)

Les citations de Théophile qui se trouvent dans cette lettre sont tirées : la 1<sup>re</sup>, de *Au prince d'Orange*, ode (édition Alleaume, Paris, 1856-1855, tome I, PP 150-156)

la 2<sup>e</sup>, de *La Maison de Sylvie*, ode VIII (Alleaume, II, pp, 220-223) ;  
la 3<sup>e</sup>, de *Remerciements à Coridon* (Alleaume, II, pp. 190-193) ;  
la 4<sup>e</sup>, de *Sur la paix de l'année 1620* (Alleaume, I, pp. 142-145)  
la 5<sup>e</sup>, de *Lettre à son frère* (Alleaume, II, pp. 178-187) ;  
la 6<sup>e</sup>, de *À Monsieur de L.*, ode (Alleaume, II, pp. 230-233).

Le vers incomplet dans la 4<sup>e</sup> citation, est : « Et, de quelque si grand mérite »

(Note de l'éditeur).

Simone Weil (1909-1943), Écrits historiques et politiques

# Deuxième partie

# Politique

[Retour à la table des matières](#)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

# I

# Guerre et paix

[Retour à la table des matières](#)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 1

---

## Réflexion sur la guerre

*(novembre 1933)*

[Retour à la table des matières](#)

La situation actuelle et l'état d'esprit qu'elle suscite ramènent une fois de plus à l'ordre du jour le problème de la guerre. On vit présentement dans l'attente perpétuelle d'une guerre ; le danger est peut-être imaginaire, mais le sentiment du danger existe, et en constitue un facteur non négligeable. Or, on ne peut constater aucune réaction si ce n'est la panique, moins panique des courages devant la menace du massacre que panique des esprits devant les problèmes qu'elle pose. Nulle part le désarroi n'est plus sensible que dans le mouvement ouvrier. Nous risquons, si nous ne faisons pas un sérieux effort d'analyse, qu'un jour proche ou lointain la guerre nous trouve impuissants, non seulement à agir, mais même à juger. Et tout d'abord il faut faire le bilan des traditions sur lesquelles nous avons jusqu'ici vécu plus ou moins consciemment.

Jusqu'à la période qui a suivi la dernière guerre, le mouvement révolutionnaire, sous ses diverses formes, n'avait rien de commun avec le pacifisme. Les idées révolutionnaires sur la guerre et la paix se sont toujours inspirées des souvenirs de ces années 1792-93-94 qui furent le berceau de tout le mouvement révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle. La guerre de 1792 apparaissait, en contradiction absolue avec la vérité historique, comme un élan victorieux qui, tout en dressant le peuple français contre les tyrans étrangers, aurait du même coup brisé la domination de la Cour et de la grande bourgeoisie pour porter au pouvoir les représentants des masses laborieuses. De ce souvenir légendaire, perpétué par le chant de la *Marseillaise*, naquit la conception de la guerre révolutionnaire, défensive et offensive, comme étant non seulement une forme légitime, mais une des formes les plus glorieuses de la lutte des masses travailleuses dressées contre les oppresseurs. Ce fut là une conception commune à tous les marxistes et à presque tous les révolutionnaires jusqu'à ces quinze dernières années. En revanche, sur l'appréciation des autres guerres, la tradition socialiste nous fournit non pas une conception, mais plusieurs, contradictoires, et qui n'ont pourtant jamais été opposées clairement les unes aux autres.

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la guerre semble avoir eu par elle-même un certain prestige aux yeux des révolutionnaires qui, en France par exemple, reprochaient vivement à Louis-Philippe sa politique de paix ; Proudhon écrivait alors un éloge éloquent de la guerre ; et l'on rêvait de guerres libératrices pour les peuples opprimés tout autant que d'insurrections. La guerre, de 1870 força pour la première fois les organisations prolétariennes, c'est-à-dire, en l'occurrence, l'Internationale, à prendre position d'une manière concrète sur la question de la guerre ; et l'Internationale, par la plume de Marx, invita les ouvriers des deux pays en lutte à s'opposer à toute tentative de conquête, mais à prendre part résolument à la défense de leur pays contre l'attaque de l'adversaire.

C'est au nom d'une autre conception qu'Engels, en 1892, évoquant avec éloquence les souvenirs de la guerre qui avait éclaté cent ans auparavant, invitait les social-démocrates allemands à prendre part de toutes leurs forces, le cas échéant, à une guerre qui eût dressé contre l'Allemagne la France alliée à la Russie. Il ne s'agissait plus de défense ou d'attaque, mais de préserver, par l'offensive ou la défensive, le pays où le mouvement ouvrier se trouve être le plus puissant et d'écraser le pays le plus réactionnaire. Autrement dit, selon cette conception qui fut également celle de Plekhanov, de Mehring et d'autres, il faut, pour juger un conflit, chercher quelle issue serait la plus favorable au prolétariat international et prendre parti en conséquence.

À cette conception s'en oppose directement une autre, qui fut celle des bolcheviks et de Spartacus, et selon laquelle, dans toute guerre, à l'exception des guerres nationales ou révolutionnaires selon Lénine, à l'exception des guerres révolutionnaires seulement selon Rosa Luxembourg, le prolétariat doit souhaiter que son propre pays soit vaincu et en saboter la lutte. Cette conception, fondée sur la notion du caractère impérialiste par lequel toute guerre, sauf les exceptions rappelées ci-dessus, peut être comparée à une querelle de brigands se disputent un butin, ne va pas sans de sérieuses difficultés ; car elle semble briser l'unité d'action du prolétariat international en engageant les ouvriers de chaque pays, qui doivent travailler à la défaite de leur propre pays,

à favoriser par là même la victoire de l'impérialisme ennemi, victoire que d'autres ouvriers doivent s'efforcer d'empêcher. La célèbre formule de Liebknecht : « Notre principal ennemi est dans notre propre pays » fait clairement apparaître cette difficulté en assignant aux diverses fractions nationales du prolétariat un ennemi différent, et en les opposant ainsi, du moins en apparence, les unes aux autres.

On voit que la tradition marxiste ne présente, en ce qui concerne la guerre, ni unité ni clarté. Un point du moins était commun à toutes les théories, à savoir le refus catégorique de condamner la guerre comme telle. Les marxistes, et notamment Kautsky et Lénine, paraphrasaient volontiers la formule de Clausewitz selon laquelle la guerre ne fait que continuer la politique du temps de paix, mais par d'autres moyens, la conclusion étant qu'il faut juger une guerre non par le caractère violent des procédés employés, mais par les objectifs poursuivis au travers de ces procédés.

L'après-guerre a introduit dans le mouvement ouvrier non pas une autre conception, car on ne saurait accuser les organisations ouvrières ou soi-disant telles de notre époque d'avoir des conceptions sur quelque sujet que ce soit, mais une autre atmosphère morale. Déjà en 1918, le parti bolchevik, qui désirait ardemment la guerre révolutionnaire, dut se résigner à la paix, non pour des raisons de doctrine ; mais sous la pression directe des soldats russes à qui l'exemple de 1793 n'inspirait pas plus d'émulation évoquée par les bolcheviks que par Kérénski. De même dans les autres pays, sur le plan de la simple propagande, les masses meurtries par la guerre contraignirent les partis qui se réclamaient du prolétariat à adopter un langage purement pacifiste, langage qui n'empêchait pas d'ailleurs les uns de célébrer l'armée rouge, les autres de voter les crédits de guerre de leur propre pays. Jamais, bien entendu, ce langage nouveau ne fut justifié par des analyses théoriques, jamais même on ne sembla remarquer qu'il était nouveau. Mais le fait est qu'au lieu de flétrir la guerre en tant qu'impérialiste, on se met à flétrir l'impérialisme en tant que fauteur de guerres. Le soi-disant mouvement d'Amsterdam, théoriquement dirigé contre la guerre impérialiste, dut, pour se faire écouter, se présenter comme dirigé contre la guerre en général. Les dispositions pacifiques de l'U.R.S.S. furent mises en relief, dans la propagande, plus encore que son caractère prolétarien ou soi-disant tel. Quant aux formules des grands théoriciens du socialisme sur l'impossibilité de condamner la guerre comme telle, elles étaient complètement oubliées.

Le triomphe de Hitler en Allemagne a pour ainsi dire fait remonter à la surface toutes les anciennes conceptions, inextricablement mélangées. La paix apparaît comme moins précieuse du moment qu'elle peut comporter les horreurs indicibles sous le poids desquelles gémissent des milliers de travailleurs dans les camps de concentration d'Allemagne. La conception exprimée par Engels dans son article de 1892 reparaît. L'ennemi principal du prolétariat international n'est-il pas le fascisme allemand, comme il était alors le tsarisme russe ? Ce fascisme, qui fait tache d'huile, ne peut être écrasé que par la force ; et, puisque le prolétariat allemand est désarmé, seules les nations restées démocratiques peuvent s'acquitter, semble-t-il, de cette tâche.

Peu importe au reste qu'il s'agisse d'une guerre de défense ou d'une « guerre préventive » mieux vaudrait même une guerre préventive ; Marx et

Engels n'ont-ils pas essayé, à un moment donné, de pousser l'Angleterre à attaquer la Russie ? Une semblable guerre n'apparaîtrait plus, pense-t-on, comme une lutte entre deux impérialismes concurrents, mais entre deux régimes politiques. Et, tout comme faisait le vieil Engels en 1892, en se souvenant de ce qui s'était passé cent ans plus tôt, on se dit qu'une guerre forcerait l'État à faire des concessions sérieuses au prolétariat ; et cela d'autant plus que, dans la guerre qui menace, il y aurait nécessairement conflit entre l'État et la classe capitaliste, et sans doute des mesures de socialisation poussées assez loin. Qui sait si la guerre ne porterait pas ainsi automatiquement les représentants du prolétariat au pouvoir ? Toutes ces considérations créent dès maintenant, dans les milieux politiques qui se réclament du prolétariat, un courant d'opinion plus ou moins explicite en faveur d'une participation active du prolétariat à une guerre contre l'Allemagne ; courant encore assez faible, mais qui peut aisément s'étendre. D'autres s'en tiennent à la distinction entre agression et défense nationale ; d'autres à la conception de Lénine ; d'autres enfin, encore nombreux, restent pacifistes, mais, pour la plupart, plutôt par la force de l'habitude que pour toute autre raison. On ne saurait imaginer confusion pire.

Tant d'incertitude et d'obscurité peut surprendre et doit faire honte, si l'on songe qu'il s'agit d'un phénomène qui, avec son cortège de préparatifs, de réparations, de nouveaux préparatifs, semble, eu égard à toutes les conséquences morales et matérielles qu'il entraîne, dominer notre époque et en constituer le fait caractéristique. Le surprenant serait pourtant qu'on fût arrivé à mieux en partant d'une tradition absolument légendaire et illusoire, celle de 1793, et en employant la méthode la plus défectueuse possible, celle qui prétend apprécier chaque guerre par les fins poursuivies et non par le caractère des moyens employés. Ce n'est pas qu'il vaille mieux blâmer en général l'usage de la violence, comme font les purs pacifistes ; la guerre constitue, à chaque époque, une espèce bien déterminée de violence, et dont il faut étudier le mécanisme avant de porter un jugement quelconque. La méthode matérialiste consiste avant tout à examiner n'importe quel fait humain en tenant compte bien moins des fins poursuivies que des conséquences nécessairement impliquées par le jeu même des moyens mis en usage. On ne peut résoudre ni même poser un problème relatif à la guerre sans avoir démonté au préalable le mécanisme de la lutte militaire, c'est-à-dire analysé les rapports sociaux qu'elle implique dans des conditions techniques, économiques et sociales données.

On ne peut parler de guerre en général que par abstraction ; la guerre moderne diffère absolument de tout ce que l'on désignait par ce nom sous les régimes antérieurs. D'une part la guerre ne fait que prolonger cette autre guerre qui a nom concurrence, et qui fait de la production elle-même une simple forme de la lutte pour la domination ; d'autre part toute la vie économique est présentement orientée vers une guerre à venir. Dans ce mélange inextricable du militaire et de l'économique, où les armes sont mises au service de la concurrence et la production au service de la guerre, la guerre ne fait que reproduire les rapports sociaux qui constituent la structure même du régime, mais à un degré beaucoup plus aigu. Marx a montré avec force que le mode moderne de la production se définit par la subordination des travailleurs aux instruments du travail, instruments dont disposent ceux qui ne travaillent pas ; et comment la concurrence, ne connaissant d'autre arme que l'exploitation des ouvriers, se transforme en une lutte de chaque patron contre ses propres

ouvriers, et, en dernière analyse, de l'ensemble des patrons contre l'ensemble des ouvriers. De même la guerre, de nos jours, se définit par la subordination des combattants aux instruments de combat ; et les armements, véritables héros des guerres modernes, sont, ainsi que les hommes voués à leur service, dirigés par ceux qui ne combattent pas. Comme cet appareil de direction n'a pas d'autre moyen de battre l'ennemi que d'envoyer par contrainte ses propres soldats à la mort, la guerre d'un État contre un autre État se transforme aussitôt en guerre de l'appareil étatique et militaire contre sa propre armée ; et la guerre apparaît finalement comme une guerre menée par l'ensemble des appareils d'État et des états-majors contre l'ensemble des hommes valides en âge de porter les armes. Seulement, alors que les machines n'arrachent aux travailleurs que leur force de travail, alors que les patrons n'ont d'autre moyen de contrainte que le renvoi, moyen émoussé par la possibilité, pour le travailleur, de choisir entre les différents patrons, chaque soldat est contraint de sacrifier sa vie elle-même aux exigences de l'outillage militaire, et il y est contraint par la menace d'exécution sans jugement que le pouvoir d'État suspend sans cesse sur sa tête. Dès lors il importe bien peu que la guerre soit défensive ou offensive, impérialiste ou nationale ; tout État en guerre est contraint d'employer cette méthode, du moment que l'ennemi l'emploie. La grande erreur de presque toutes les études concernant la guerre, erreur dans laquelle sont tombés notamment tous les socialistes, est de considérer la guerre comme un épisode de la politique extérieure, alors qu'elle constitue avant tout un fait de politique intérieure, et le plus atroce de tous. Il ne s'agit pas ici de considérations sentimentales, ou d'un respect superstitieux de la vie humaine ; il s'agit d'une remarque bien simple, à savoir que le massacre est la forme la plus radicale de l'oppression ; et les soldats ne s'exposent pas à la mort, ils sont envoyés au massacre. Comme un appareil oppressif, une fois constitué, demeure jusqu'à ce qu'on le brise, toute guerre qui fait peser un appareil chargé de diriger les manœuvres stratégiques sur les masses que l'on contraint à servir de masses de manœuvres doit être considérée, même si elle est menée par des révolutionnaires, comme un facteur de réaction. Quant à la portée extérieure d'une telle guerre, elle est déterminée par les rapports politiques établis à l'intérieur ; des armes maniées par un appareil d'État souverain ne peuvent apporter la liberté à personne.

C'est ce qu'avait compris Robespierre et ce qu'a vérifié avec éclat cette guerre même de 1792 qui a donné naissance à la nation de guerre révolutionnaire. La technique militaire était loin encore à ce moment d'avoir atteint le même degré de centralisation que de nos jours ; cependant, depuis Frédéric II, la subordination des soldats chargés d'exécuter les opérations au haut commandement chargé de les coordonner était fort stricte. Au moment de la Révolution, une guerre devait transformer toute la France, comme le dira Barère, en un vaste camp, et donner par suite à l'appareil l'État ce pouvoir sans appel qui est le propre de l'autorité militaire. C'est le calcul que firent en 1792 la Cour et les Girondins ; car cette guerre, qu'une légende trop facilement acceptée par les socialistes a fait apparaître comme un élan spontané du peuple dressé à la fois contre ses propres oppresseurs et contre les tyrans étrangers qui le menaçaient, constitua en fait une provocation de la part de la Cour et de la haute bourgeoisie complotant de concert contre la liberté du peuple. En apparence elles se trompèrent, puisque la guerre, au lieu d'amener l'union sacrée qu'elles espéraient, exaspéra tous les conflits, mena le roi, puis les Girondins à l'échafaud et mit aux mains de la Montagne un pouvoir



dictatorial. Mais cela n'empêche pas que le 20 avril 1792, jour de la déclaration de guerre, tout espoir de démocratie sombra sans retour ; et le 2 juin ne fut suivi que de trop près par le 9 thermidor, dont les conséquences, à leur tour, devaient bientôt amener le 18 brumaire. À quoi servit d'ailleurs à Robespierre et à ses amis le pouvoir qu'ils exercèrent avant le 9 thermidor ? Le but de leur existence n'était pas de s'emparer du pouvoir, mais d'établir une démocratie effective, à la fois démocratique et sociale ; c'est par une sanglante ironie de l'histoire que la guerre les contraignit à laisser sur le papier la Constitution de 1793, à forger un appareil centralisé, à exercer une terreur sanglante qu'ils ne purent même pas tourner contre les riches, à anéantir toute liberté, et à se faire en somme les fourriers du despotisme militaire, bureaucratique et bourgeois de Napoléon. Du moins restèrent-ils toujours lucides. L'avant-veille de sa mort, Saint-Just écrivait cette formule profonde : « Il n'y a que ceux qui sont dans les batailles qui les gagnent, et il n'y a que ceux qui sont puissants qui en profitent. » Quant à Robespierre, dès que la question se posa, il comprit qu'une guerre, sans pouvoir délivrer aucun peuple étranger (« on n'apporte pas la liberté à la pointe des baïonnettes »), livrerait le peuple français aux drains du pouvoir d'État, pouvoir qu'on ne pouvait plus chercher à affaiblir du moment qu'il fallait lutter contre l'ennemi extérieur. « La guerre est bonne pour les officiers militaires, pour les ambitieux, pour les agioteurs, ... pour le pouvoir exécutif... Ce parti dispense de tout autre soin, on est quitte envers le peuple quand on lui donne la guerre. » Il prévoyait dès lors le despotisme militaire, et ne cessa de le prédire par la suite, malgré les succès apparents de la Révolution ; il le prédisait encore l'avant-veille de sa mort, dans son dernier discours, et laissa cette prédiction après lui comme un testament dont ceux qui depuis se sont réclamés de lui n'ont malheureusement pas tenu compte.

L'histoire de la Révolution russe fournit exactement les mêmes enseignements, et avec une analogie frappante. La Constitution soviétique a eu identiquement le même sort que la Constitution de 1793 : Lénine a abandonné ses doctrines démocratiques pour établir le despotisme d'un appareil d'État centralisé, tout comme Robespierre, et a été en fait le précurseur de Staline, comme Robespierre celui de Bonaparte. La différence est que Lénine, qui avait d'ailleurs depuis longtemps préparé cette domination de l'appareil d'État en se forgeant un parti fortement centralisé, déforma par la suite ses propres doctrines pour les adapter aux nécessités de l'heure ; aussi ne fut-il pas guillotiné, et sert-il d'idole à une nouvelle religion d'État. L'histoire de la Révolution russe est d'autant plus frappante que la guerre y constitue constamment le problème central. La révolution fut faite contre la guerre, par des soldats qui, sentant l'appareil gouvernemental et militaire se décomposer au-dessus d'eux, se hâtèrent de secouer un joug intolérable. Kérénski, invoquant avec une sincérité involontaire, due à son ignorance, les souvenirs de 1792, appela à la guerre exactement pour les mêmes motifs qu'autrefois les Girondins ; Trotsky a admirablement montré comment la bourgeoisie, comptant sur la guerre pour ajourner les problèmes de politique intérieure et ramener le peuple sous le joug du pouvoir d'État, voulait transformer « la guerre jusqu'à épuisement de l'ennemi en une guerre pour l'épuisement de la Révolution ». Les bolcheviks appelaient alors à lutter contre l'impérialisme ; mais c'était la guerre elle-même, non l'impérialisme, qui était en question, et ils le virent bien quand, une fois au pouvoir, ils se virent contraints de signer la paix de Brest-Litovsk. L'ancienne armée était alors décomposée et Lénine avait répété après Marx

que la dictature du prolétariat ne peut comporter ni armée, ni police, ni bureaucratie permanentes. Mais les armées blanches et la crainte d'interventions étrangères ne tardèrent pas à mettre la Russie tout entière en état de siège. L'armée fut alors reconstituée, l'élection des officiers supprimée, trente mille officiers de l'ancien régime réintégrés dans les cadres, la peine de mort, l'ancienne discipline, la centralisation rétablies ; parallèlement se reconstituaient la bureaucratie et la police. On sait assez ce que cet appareil militaire, bureaucratique et policier a fait du peuple russe par la suite.

La guerre révolutionnaire est le tombeau de la révolution et le restera tant qu'on n'aura pas donné aux soldats eux-mêmes, ou plutôt aux citoyens armés, le moyen de faire la guerre sans appareil dirigeant, sans pression policière, sans juridiction d'exception, sans peines pour les déserteurs. Une fois dans l'histoire moderne la guerre s'est faite ainsi, à savoir sous la Commune ; et l'on n'ignore pas comment cela s'est terminé. Il semble qu'une révolution engagée dans une guerre n'ait le choix qu'entre succomber sous les coups meurtriers de la contre-révolution, ou se transformer elle-même en contre-révolution par le mécanisme même de la lutte militaire. Les perspectives de révolution semblent dès lors bien restreintes ; car une révolution peut-elle éviter la guerre ? C'est pourtant sur cette faible chance qu'il faut miser, ou abandonner tout espoir. L'exemple russe est là pour nous instruire. Un pays avancé ne rencontrerait pas, en cas de révolution, les difficultés qui, dans la Russie arriérée, servent de base au régime barbare de Staline ; mais une guerre de quelque envergure lui en susciterait d'autres pour le moins équivalentes.

À plus forte raison une guerre entreprise par un État bourgeois ne peut-elle que transformer le pouvoir en despotisme, et l'asservissement en assassinat. Si la guerre apparaît parfois comme un facteur révolutionnaire, c'est seulement en ce sens qu'elle constitue une épreuve incomparable pour le fonctionnement de l'appareil d'État. À son contact, un appareil mal organisé se décompose ; mais si la guerre ne se termine pas aussitôt et sans retour, ou si la décomposition n'est pas allée assez loin, il s'ensuit seulement une de ces révolutions qui, selon la formule de Marx, perfectionnent l'appareil d'État au lieu de le briser. C'est ce qui s'est toujours produit jusqu'ici. De nos jours la difficulté que la guerre porte à un degré aigu est celle qui résulte d'une opposition toujours croissante entre l'appareil d'État et le système capitaliste ; l'affaire de Briey pendant la dernière guerre <sup>1</sup> en constitue un exemple frappant. La dernière guerre a apporté aux divers appareils d'État une certaine autorité sur l'économie, ce qui a donné lieu au terme tout à fait erroné de « socialisme de guerre » ; par la suite le système capitaliste s'est remis à fonctionner d'une manière à peu près normale, en dépit des barrières douanières, du contingentement et des monnaies nationales. Dans une prochaine guerre les choses iraient sans doute beaucoup plus loin, et l'on sait que la quantité est susceptible de se transformer en qualité. En ce sens, la guerre peut constituer de nos jours un facteur révolutionnaire, mais seulement si l'on veut comprendre le terme de révolution dans l'acception dans laquelle l'emploient les national-socialistes ; comme la crise, la guerre provoquerait une vive hostilité contre les capitalistes, et cette hostilité, à la faveur de l'union sacrée, tournerait au profit de l'appareil d'État et non des travailleurs. Au reste, pour reconnaître la parenté profonde qui lie le phénomène de la guerre et celui du fascisme, il

---

<sup>1</sup> Cet article a paru en 1933.

suffit de se reporter aux textes fascistes qui évoquent « l'esprit guerrier » et le « socialisme du front ». Dans les deux cas, il s'agit essentiellement d'un effacement total de l'individu devant la bureaucratie d'État à la faveur d'un fanatisme exaspéré. Si le système capitaliste se trouve plus ou moins endommagé dans l'affaire, ce ne peut être qu'aux dépens et non au profit des valeurs humaines et du prolétariat, si loin que puisse peut-être aller en certains cas la démagogie.

L'absurdité d'une lutte antifasciste qui prendrait la guerre comme moyen d'action apparaît ainsi assez clairement. Non seulement ce serait combattre une oppression barbare en écrasant les peuples sous le poids d'un massacre plus barbare encore, mais encore ce serait étendre sous une autre forme le régime qu'on veut supprimer. Il est puénil de supposer qu'un appareil d'État rendu puissant par une guerre victorieuse viendrait alléger l'oppression qu'exerce sur son propre peuple l'appareil d'État ennemi, plus puénil encore de croire qu'il laisserait une révolution prolétarienne éclater chez ce peuple à la faveur de la défaite sans la noyer aussitôt dans le sang. Quant à la démocratie bourgeoise anéantie par le fascisme, une guerre n'abolirait pas, mais renforcerait et étendrait les causes qui la rendent présentement impossible. Il semble, d'une manière générale, que l'histoire contraigne de plus en plus toute action politique à choisir entre l'aggravation de l'oppression intolérable qu'exercent les appareils d'État et une lutte sans merci dirigée directement contre eux pour les briser. Certes les difficultés peut-être insolubles qui apparaissent de nos jours peuvent justifier l'abandon pur et simple de la lutte. Mais si l'on ne veut pas renoncer à agir, il faut comprendre qu'on ne peut lutter contre un appareil d'État que de l'intérieur. Et en cas de guerre notamment il faut choisir entre entraver le fonctionnement de la machine militaire dont on constitue soi-même un rouage, ou bien aider cette machine à broyer aveuglément les vies humaines. La parole célèbre de Liebknecht : « L'ennemi principal est dans notre propre pays » prend ainsi tout son sens, et se révèle applicable à toute guerre où les soldats sont réduits à l'état de matière passive entre les mains d'un appareil militaire et bureaucratique ; c'est-à-dire, tant que la technique actuelle persistera, à toute guerre, absolument parlant. Et l'on ne peut entrevoir de nos jours l'avènement d'une autre technique. Dans la production comme dans la guerre, la manière de plus en plus collective dont s'opère la dépense des forces n'a pas modifié le caractère essentiellement individuel des fonctions de décision et de direction ; elle n'a fait que mettre de plus en plus les bras ou les vies des masses à la disposition des appareils de commandement.

Tant que nous n'apercevons pas comment il est possible d'éviter, dans l'acte même de produire ou de combattre, cette emprise des appareils sur les masses, toute tentative révolutionnaire aura quelque chose de désespéré ; car si nous savons quel système de production et de combat nous aspirons de toute notre âme à détruire, on ignore quel système acceptable pourrait le remplacer. Et d'autre part toute tentative de réforme apparaît comme puénil au regard des nécessités aveugles impliquées par le jeu de ce monstrueux engrenage. La société actuelle ressemble à une immense machine qui happerait sans cesse des hommes, et dont personne ne connaîtrait les commandes ; et ceux qui se sacrifient pour le progrès social ressemblent à des gens qui s'agripperaient aux rouages et aux courroies de transmission pour essayer d'arrêter la machine, et se feraient broyer à leur tour. Mais l'impuissance où l'on se trouve à un moment donné, impuissance qui ne doit jamais être

regardée comme définitive, ne peut dispenser de rester fidèle à soi-même, ni excuser la capitulation devant l'ennemi, quelque masque qu'il prenne. Et, sous tous les noms dont il peut se parer, fascisme, démocratie ou dictature du prolétariat, l'ennemi capital reste l'appareil administratif, policier et militaire ; non pas celui d'en face, qui n'est notre ennemi qu'autant qu'il est celui de nos frères, mais celui qui se dit notre défenseur et fait de nous ses esclaves. Dans n'importe quelle circonstance, la pire trahison possible consiste toujours à accepter de se subordonner à cet appareil et de fouler aux pieds pour le servir, en soi-même et chez autrui, toutes les valeurs humaines.

(*La Critique sociale*, n° 10, novembre 1933.)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 2

---

## Fragment sur la guerre révolutionnaire *(fin 1933)*

[Retour à la table des matières](#)

[Ces questions] se ramènent toutes à la question de la valeur révolutionnaire de la guerre. La légende de 1793 a créé sur ce point, dans tout le mouvement ouvrier, une équivoque dangereuse et qui dure encore.

La guerre de 1792 n'a pas été une guerre révolutionnaire. Elle n'a pas été une défense à main armée de la république française contre les rois, mais, du moins, à l'origine, une manœuvre de la cour et des Girondins pour briser la révolution, manœuvre à laquelle Robespierre, dans son magnifique discours contre la déclaration de la guerre, tenta en vain de s'opposer. Il est vrai que la guerre elle-même, par ses exigences propres, chassa ensuite les Girondins du gouvernement et y porta les Montagnards ; néanmoins la manœuvre des Girondins, dans ce qu'elle avait d'essentiel, fut un succès. Car Robespierre et ses amis, bien que placés aux postes responsables de l'État, ne purent rien réaliser, ni de la démocratie politique ni des transformations sociales qu'ils

avaient à leurs propres yeux pour unique raison d'être de donner au peuple français. Ils ne purent même pas s'opposer à la corruption qui finit par les faire périr. Ils ne firent en fait, par la centralisation brutale et la terreur insensée que la guerre rendait indispensables, qu'ouvrir la voie à la dictature militaire. Robespierre s'en rendait compte avec cette étonnante lucidité qui faisait sa grandeur, et il l'a dit, non sans amertume, dans le fameux discours qui a immédiatement précédé sa mort. Quant aux conséquences de cette guerre à l'étranger, elle contribua évidemment à détruire la vieille structure féodale de quelques pays, mais par contre, dès que, par un développement inéluctable, elle s'orienta vers la conquête, elle affaiblit singulièrement la force de propagande des idées révolutionnaires françaises, conformément à la célèbre parole de Robespierre : « On n'aime pas les missionnaires armés. » Ce n'est pas sans cause que Robespierre a été accusé de voir sans plaisir les victoires des armées françaises. C'est la guerre qui, pour reprendre l'expression de Marx, à Liberté, Égalité, Fraternité, a substitué Infanterie, Cavalerie, Artillerie.

Au reste, même la guerre d'intervention, en Russie, guerre véritablement défensive, et dont les combattants méritent notre admiration, a été un obstacle infranchissable pour le développement de la révolution russe. C'est cette guerre qui a imposé à une révolution dont le programme était l'abolition de l'armée, de la police et de la bureaucratie permanentes une armée rouge dont les cadres furent constitués par les officiers tsaristes, une police qui ne devait pas tarder à frapper les communistes plus durement que les contre-révolutionnaires, un appareil bureaucratique sans équivalent dans le reste du monde. Tous ces appareils devaient répondre à des nécessités passagères ; mais ils survécurent fatalement à ces nécessités. D'une manière générale la guerre renforce toujours le pouvoir central aux dépens du peuple ; comme l'a écrit Saint-Just : « Il n'y a que ceux qui sont dans les batailles qui les gagnent, et il n'y a que ceux qui sont puissants qui en profitent. » La Commune de Paris a fait exception ; mais aussi a-t-elle été vaincue. La guerre est inconcevable sans une organisation oppressive, sans un pouvoir absolu de ceux qui dirigent, constitués en un appareil distinct, sur ceux qui exécutent. En ce sens, si l'on admet, avec Marx et Lénine, que la révolution, de nos jours, consiste avant tout à briser immédiatement et définitivement l'appareil d'État, la guerre, même faite par des révolutionnaires pour défendre la révolution qu'ils ont faite, constitue un facteur contre-révolutionnaire. À plus forte raison, quand la guerre est dirigée par une classe oppressive, l'adhésion des opprimés à la guerre constitue-t-elle une abdication complète entre les mains de l'appareil d'État qui les écrase. C'est ce qui s'est produit en 1914 ; et dans cette honteuse trahison il faut bien reconnaître qu'Engels porte sa part de responsabilité.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 3

---

## Encore quelques mots sur le boycottage (fragment)

*(Fin 1933 ? Début 1934 ?)*

[Retour à la table des matières](#)

La question du boycottage économique de l'Allemagne hitlérienne a soulevé et soulève bien des discussions entre camarades qui sont tous d'égale bonne foi. Les uns sont poussés par le désir de lutter contre l'odieuse terreur hitlérienne ; les autres retenus par la crainte d'éveiller les passions nationales. Les deux Internationales réformistes, politique et syndicale, ont pris pour le boycottage des résolutions non appliquées encore ; des secrétaires d'organisations confédérées se sont élevés contre ces décisions. Le plus clair de l'affaire est que voici bientôt un an écoulé sans qu'il y ait eu le moindre geste de solidarité internationale contre les immondes tortures que l'on inflige à la fleur du mouvement ouvrier d'Allemagne. Cette constatation serre le cœur. Il me semble que, de part et d'autre, le problème de l'action antifasciste a été mal posé.

Il faut faire, en faveur de nos camarades allemands, une action dont les masses populaires d'Allemagne aient connaissance. Car une des bases psychologiques du national-socialisme est l'amer sentiment d'isolement où se sont trouvées les masses laborieuses d'Allemagne accablées par le double poids de la crise et du « diktat » de Versailles. De cet isolement nous sommes pleinement responsables, nous tous qui en France nous disons internationalistes et ne savons l'être que du bout des lèvres. Le seul moyen efficace pour nous de lutter contre Hitler est de montrer aux ouvriers allemands que leurs camarades français sont prêts à faire des efforts et des sacrifices pour eux. D'autre part il ne faut à aucun prix attiser les passions nationalistes, et cela parce que de ce fait l'action antifasciste deviendrait non seulement dangereuse par rapport à la France, mais encore vaine par rapport à l'Allemagne ; le peuple allemand croirait les ouvriers français dressés non pas contre le despotisme, mais contre la nation allemande, et cela de concert avec leur propre bourgeoisie et l'impérialisme de leur propre pays. Peut-être pourrions-nous négliger ce risque si nous avions, nous tous qui prenons part au mouvement ouvrier français, su montrer avant l'avènement de Hitler que nous n'étions solidaires ni de l'impérialisme français ni du « système de Versailles ». Ce n'est, hélas ! point le cas, et nous ne pourrons jamais nous le pardonner. Mais toujours est-il que nous devons à présent tenir compte des difficultés suscitées par notre propre lâcheté de naguère.

La solution se trouve dans une action purement ouvrière. Il y a des actions pour lesquelles le prolétariat a avantage à se joindre à la petite bourgeoisie libérale ; ce fut le cas par exemple lors de l'Affaire Dreyfus. Mais ce n'est jamais le cas lorsque le nationalisme peut entrer en jeu ; car les petits bourgeois sont toujours prompts à se révéler comme des chauvins enragés, et rien ne peut jamais être plus dangereux pour le prolétariat que les passions nationales, qui toujours aboutissent à une sorte d'union sacrée, et font le jeu de l'État bourgeois. Les ouvriers allemands doivent être secourus par les ouvriers français, et par eux seuls. Ils ne peuvent rien avoir de commun avec la petite bourgeoisie française, qui a toujours été le pilier le plus solide du système de Versailles, et porte par suite une lourde part de responsabilité dans la victoire du national-socialisme. On dira que c'est là une question de pur sentiment ; mais précisément la répercussion d'une action anti-hitlérienne venue de France sur la classe ouvrière allemande serait d'ordre principalement sentimental, et n'en serait pas moins importante pour cela.

À vrai dire une union des classes dans une action menée contre Hitler serait beaucoup moins à craindre aujourd'hui qu'il y a quelques mois...



Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 4

---

## Réponse à une question d'Alain <sup>1</sup> (1936 ?)

[Retour à la table des matières](#)

Je ne répondrai qu'à la dernière des questions d'Alain. Elle me paraît d'une grande importance. Mais je crois qu'il faut la poser plus largement. Les mots de dignité et d'honneur sont peut-être aujourd'hui les plus meurtriers du vocabulaire. Il est bien difficile de savoir au juste comment le peuple français a réellement réagi aux derniers événements. Mais j'ai trop souvent remarqué que dans toutes sortes de milieux l'appel à la dignité et à l'honneur en matière internationale continue à émouvoir. La formule « la paix dans la dignité » ou « la paix dans l'honneur », formule de sinistre mémoire qui, sous la plume de Poincaré, a immédiatement préludé au massacre, est encore employée couramment. Il n'est pas sûr que les orateurs qui préconiseraient la paix même sans honneur rencontreraient où que ce soit un accueil favorable. Cela est très grave.

---

<sup>1</sup> Il s'agit du *Questionnaire d'Alain*, publié dans le n° 34 de *Vigilance*, le 20 mars 1936, pp. 10-11. (Note de l'éditeur.)

Le mot de dignité est ambigu. Il peut signifier l'estime de soi-même ; nul n'osera alors nier que la dignité ne soit préférable à la vie, car préférer la vie serait « pour vivre, perdre les raisons de vivre » . Mais l'estime de soi dépend exclusivement des actions que l'on exécute soi-même après les avoir librement décidées. Un homme outragé peut avoir besoin de se battre pour retrouver sa propre estime ; ce sera le cas seulement s'il lui est impossible de subir passivement l'outrage sans se trouver convaincu de lâcheté à ses propres yeux. Il est clair qu'en pareille matière chacun est juge et seul juge. On ne peut imaginer qu'aucun homme puisse déléguer à un autre le soin de juger si oui ou non la conservation de sa propre estime exige qu'il mette sa vie en jeu. Il est plus clair encore que la défense de la dignité ainsi comprise ne peut être imposée par contrainte ; dès que la contrainte entre en jeu, l'estime de soi cesse d'être en cause. D'autre part ce qui délivre de la honte, ce n'est pas la vengeance, mais le péril. Par exemple, tuer un offenseur par ruse et sans risque n'est jamais un moyen de préserver sa propre estime.

Il faut en conclure que jamais la guerre n'est une ressource pour éviter d'avoir à se mépriser soi-même. Elle ne peut être une ressource pour les non-combattants, parce qu'ils n'ont pas part au péril, ou relativement peu ; la guerre ne peut rien changer à l'opinion qu'ils se font de leur propre courage. Elle ne peut pas non plus être une ressource pour les combattants, parce qu'ils sont forcés. La plupart partent par contrainte, et ceux-mêmes qui partent volontairement restent par contrainte. La puissance d'ouvrir et de fermer les hostilités est exclusivement entre les mains de ceux qui ne se battent pas. La libre résolution de mettre sa vie en jeu est l'âme même de l'honneur ; l'honneur n'est pas en cause là où les uns décident sans risques, et les autres meurent pour exécuter. Et si la guerre ne peut constituer pour personne une sauvegarde de l'honneur, il faut en conclure aussi qu'aucune paix n'est honteuse, quelles qu'en soient les clauses.

En réalité, le terme de dignité, appliqué aux rapports internationaux, ne désigne pas l'estime de soi-même, laquelle ne peut être en cause ; il ne s'oppose pas au mépris de soi, mais à l'humiliation. Ce sont choses distinctes ; il y a bien de la différence entre perdre le respect de soi-même et être traité sans respect par autrui. Épictète manié comme un jouet par son maître, Jésus souffleté et couronné d'épines n'étaient en rien amoindris à leurs propres yeux. Préférer la mort au mépris de soi, c'est le fondement de n'importe quelle morale ; préférer la mort à l'humiliation, c'est bien autre chose, c'est simplement le point d'honneur féodal. On peut admirer le point d'honneur féodal ; on peut aussi, et non sans de bonnes raisons, refuser d'en faire une règle de vie. Mais la question n'est pas là. Il faut voir qui l'on envoie mourir pour défendre ce point d'honneur dans les conflits internationaux.

On envoie les masses populaires, ceux-mêmes qui, n'ayant aucune richesse, n'ont en règle générale droit à aucun égard, ou peu s'en faut. Nous sommes en République, il est vrai ; mais cela n'empêche pas que l'humiliation ne soit en fait le pain quotidien de tous les faibles. Ils vivent néanmoins et laissent vivre. Qu'un subordonné subisse une réprimande méprisante sans pouvoir discuter ; qu'un ouvrier soit mis à la porte sans explications, et, s'il en demande à son chef, s'entende répondre « je n'ai pas de comptes à vous rendre » ; que des chômeurs convoqués devant un bureau d'embauche

apprennent au bout d'une heure d'attente qu'il n'y a rien pour eux ; qu'une châtelaine de village donne des ordres à un paysan pauvre et lui octroie cinq sous pour un dérangement de deux heures ; qu'un gardien de prison frappe et injurie un prisonnier ; qu'un magistrat fasse de l'esprit en plein tribunal aux dépens d'un prévenu ou même d'une victime ; néanmoins le sang ne coulera pas. Mais cet ouvrier, ces chômeurs et les autres sont perpétuellement exposés à devoir un jour tuer et mourir parce qu'un pays étranger n'aura pas traité leur pays ou ses représentants avec tous les égards désirables. S'ils voulaient se mettre à laver l'humiliation dans le sang pour leur propre compte comme on les invite à le faire pour le compte de leur pays, que d'hécatombes quotidiennes en pleine paix ! Parmi tous ceux qui possèdent une puissance grande ou petite, bien peu peut-être survivraient ; il périrait à coup sûr beaucoup de chefs militaires.

Car le plus fort paradoxe de la vie moderne, c'est que non seulement on foule aux pieds dans la vie civile la dignité personnelle de ceux que l'on enverra un jour mourir pour la dignité nationale ; mais au moment même où leur vie se trouve ainsi sacrifiée pour sauvegarder l'honneur commun, ils se trouvent exposés à des humiliations bien plus dures encore qu'auparavant. Que sont les outrages considérés de pays à pays comme des motifs de guerre auprès de ceux qu'un officier peut impunément infliger à un soldat ? Il peut l'insulter, et sans qu'aucune réponse soit permise ; il peut lui donner des coups de pied - un auteur de souvenirs de guerre ne s'est-il pas vanté de l'avoir fait ? Il peut lui donner n'importe quel ordre sous la menace du revolver, y compris celui de tirer sur un camarade. Il peut lui infliger à titre de punition les brimades les plus mesquines. Il peut à peu près tout, et toute désobéissance est punie de mort ou peut l'être. Ceux qu'à l'arrière on célèbre hypocritement comme des héros, on les traite effectivement comme des esclaves. Et ceux des soldats survivants qui sont pauvres, délivrés de l'esclavage militaire retombent à l'esclavage civil, où plus d'un est contraint de subir les insolences de ceux qui se sont enrichis sans risques.

L'humiliation perpétuelle et presque méthodique est un facteur essentiel de notre organisation sociale, en paix comme en guerre, mais en guerre à un degré plus élevé. Le principe selon lequel il faudrait repousser l'humiliation au prix même de la vie, s'il était appliqué à l'intérieur du pays, serait subversif de tout ordre social, et notamment de la discipline indispensable à la conduite de la guerre. Qu'on ose, dans ces conditions, faire de ce principe une règle de politique internationale, c'est véritablement le comble de l'inconscience. Une formule célèbre dit qu'on peut à la rigueur avoir des esclaves, mais qu'il n'est pas tolérable qu'on les traite de citoyens. Il est moins tolérable encore qu'on en fasse des soldats. Certes il y a toujours eu des guerres ; mais que les guerres soient faites par les esclaves, c'est le propre de notre époque. Et qui plus est, ces guerres où les esclaves sont invités à mourir au nom d'une dignité qu'on ne leur a jamais accordée, ces guerres constituent le rouage essentiel dans le mécanisme de l'oppression. Toutes les fois qu'on examine de près et d'une manière concrète les moyens de diminuer effectivement l'oppression et l'inégalité, c'est toujours à la guerre qu'on se heurte, aux suites de la guerre, aux nécessités imposées par la préparation à la guerre. On ne dénouera pas ce nœud, il faut le couper, si toutefois on le peut.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 5

---

## Faut-il graisser les godillots ?

*(27 octobre 1936)*

[Retour à la table des matières](#)

On commençait à s'accoutumer à entendre certains de nos camarades chanter la Marseillaise ; mais depuis la guerre d'Espagne, c'est de tous côtés qu'on entend des paroles qui nous rajeunissent, hélas ! de vingt-deux ans. Il paraîtrait que cette fois-ci, on mettrait sac au dos pour le droit, la liberté et la civilisation, sans compter que ce serait, bien entendu, la dernière des guerres. Il est question aussi de détruire le militarisme allemand, et de défendre la démocratie aux côtés d'une Russie dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas un État démocratique. À croire qu'on a inventé la machine à parcourir le temps...

Seulement cette fois-ci il y a l'Espagne, il y a une guerre civile. Il ne s'agit plus pour certains camarades de transformer la guerre internationale en guerre civile, mais la guerre civile en guerre internationale. On entend même parler de « guerre civile internationale ». Il paraît qu'en s'efforçant d'éviter cet élargissement de la guerre, on fait preuve d'une honteuse lâcheté. Une revue qui se réclame de Marx a pu parler de la « politique de la fesse tendue ».

De quoi s'agit-il ? De prouver à soi-même qu'on n'est pas un lâche ? Camarades, on engage pour l'Espagne. La place est libre. On vous trouvera bien quelques fusils là-bas... Ou de défendre un idéal ? Alors, camarades, posez-vous cette question : est-ce qu'aucune guerre peut amener dans le monde plus de justice, plus de liberté, plus de bien-être ? l'expérience a-t-elle été faite, ou non ? Chaque génération va-t-elle la recommencer ? Combien de fois ?

Mais, dira-t-on, il n'est pas question de faire la guerre. Qu'on parle ferme, et les puissances fascistes reculeront. Singulier manque de logique ! Le fascisme, dit-on, c'est la guerre. Qu'est-ce à dire, sinon que les États fascistes ne reculeront pas devant les désastres indicibles que provoquerait une guerre ? Au lieu que nous, nous reculons. Oui, nous reculons et nous reculerons devant la guerre. Non pas parce que nous sommes des lâches. Encore une fois, libre à tous ceux qui craignent de passer pour lâches à leurs propres yeux d'aller se faire tuer en Espagne. S'ils allaient sur le front d'Aragon, par exemple, ils y rencontreraient peut-être, le fusil à la main, quelques Français pacifistes et qui sont restés pacifistes. Il ne s'agit pas de courage ou de lâcheté, il s'agit de peser ses responsabilités et de ne pas prendre celle d'un désastre auquel rien ne saurait se comparer.

Il faut en prendre son parti. Entre un gouvernement qui ne recule pas devant la guerre et un gouvernement qui recule devant elle, le second sera ordinairement désavantagé dans les négociations internationales. Il faut choisir entre le prestige et la paix. Et qu'on se réclame de la patrie, de la démocratie ou de la révolution, la politique de prestige, c'est la guerre. Alors ? Alors il serait temps de se décider : ou fleurir la tombe de Poincaré, ou cesser de nous exhorter à faire les matamores. Et si le malheur des temps veut que la guerre civile devienne aujourd'hui une guerre comme une autre, et presque inévitablement liée à la guerre internationale, on n'en peut tirer qu'une conclusion : éviter aussi la guerre civile.

Nous sommes quelques-uns qui jamais, en aucun cas, n'iront fleurir la tombe de Poincaré.

(*Vigilance*, n° 44/45, 27 octobre 1936.)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 6

---

## La politique de neutralité et l'assistance mutuelle *(1936)*

[Retour à la table des matières](#)

La politique de neutralité à l'égard de l'Espagne suscite des polémiques si passionnées qu'on néglige de remarquer quel précédent formidable elle constitue en matière de politique internationale.

Dans l'ensemble, la classe ouvrière française semble avoir approuvé les efforts accomplis par Léon Blum pour sauvegarder la paix. Mais le moins qu'on puisse lui demander, c'est de ne les approuver que conditionnellement. Il faut savoir si ces efforts auront la suite logique qu'ils comportent. Et, à parler franc, cette suite logique serait en contradiction directe avec le programme du Front Populaire. Pour poser nettement la question, neutralité ou assistance mutuelle, il faut choisir.

Assistance mutuelle, c'est le mot d'ordre que le Front Populaire a fait résonner à nos oreilles jusqu'à l'obsession, avant, pendant et après la période électorale. Ce mot d'ordre nous était familier ; les politiciens de droite nous y avaient accoutumés. Il constitue à présent toute la doctrine des partis de gauche. Le grand discours de Blum à Genève n'a fait que le développer,

l'exposer sous tous ses aspects. Et voici qu'à présent Blum lui-même, non par ses paroles, mais par ses actes, en proclame l'absurdité.

Qu'est-ce qui s'est produit de l'autre côté des Pyrénées, au mois de juillet ? Une agression caractérisée, qui ne peut faire de doute pour personne. Bien sûr, ce n'est pas une nation qui a attaqué une nation. C'est une caste militaire qui a attaqué un grand peuple. Mais nous n'en sommes que plus directement intéressés à l'issue du conflit. Les libertés du peuple français sont étroitement liées aux libertés du peuple espagnol. Si la doctrine de l'assistance mutuelle était raisonnable, ce serait là l'occasion ou jamais d'intervenir par la force armée, de courir au secours des victimes de l'agression.

On ne l'a pas fait, de peur de mettre en feu l'Europe entière. On a proclamé la neutralité. On a mis l'embargo sur les armes. Nous laissons des camarades bien chers exposer seuls leur vie pour une cause qui est la nôtre aussi bien que la leur. Nous les laissons tomber, le fusil ou la grenade à la main, parce qu'ils doivent remplacer avec leur chair vivante les canons qui leur manquent. Tout cela pour éviter la guerre européenne.

Mais si, le cœur serré, nous avons accepté une pareille situation, qu'on ne s'avise pas par la suite de nous envoyer aux armes quand il s'agira d'un conflit entre nations. Ce que nous n'avons pas fait pour nos chers camarades d'Espagne, nous ne le ferons ni pour la Tchécoslovaquie, ni pour la Russie, ni pour aucun État. En présence du conflit le plus poignant pour nous, nous avons laissé le gouvernement proclamer la neutralité. Qu'il ne s'avise plus par la suite de nous parler d'assistance mutuelle. Devant tous les conflits, quels qu'ils soient, qui pourront éclater sur la surface du globe, nous crierons à notre tour, de toutes nos forces : Neutralité ! Neutralité ! Nous ne pourrions nous pardonner d'avoir accepté la neutralité à l'égard de la tuerie espagnole que si nous faisons tout pour transformer cette attitude en un précédent qui règle à l'avenir toute la politique extérieure française.

Pourrait-il en être autrement ? Nous regardons presque passivement couler le plus beau sang du peuple espagnol, et nous partirions en guerre pour un quelconque État de l'Europe centrale ! Nous exposons à la défaite, à l'extermination une révolution toute jeune, toute neuve, débordante de vie, riche d'un avenir illimité, et nous partirions en guerre pour ce cadavre de révolution qui a nom U.R.S.S.

La politique actuelle de neutralité constituerait la pire trahison de la part des organisations ouvrières françaises si elle n'était pas dirigée contre la guerre. Et elle ne peut être efficacement dirigée contre la guerre que si elle est élargie, si le principe de la neutralité se substitue entièrement au principe meurtrier de l'assistance mutuelle. Nous n'avons le droit d'approuver Léon Blum que sous cette condition.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 7

---

## Non-intervention généralisée (1936 ? 1937 ?)

[Retour à la table des matières](#)

Depuis le début de la politique de non-intervention, une préoccupation me pèse sur le cœur. Beaucoup d'autres, certainement, la partagent.

Mon intention n'est pas de me joindre aux violentes attaques, quelques-unes sincères, la plupart perfides, qui se sont abattues sur notre camarade Léon Blum. Je reconnais les nécessités qui déterminent son action. Si dures, si amères qu'elles soient, j'admire le courage moral qui lui a permis de s'y soumettre malgré toutes les déclamations. Même quand j'étais en Aragon, en Catalogne, au milieu d'une atmosphère de combat, parmi des militants qui n'avaient pas de terme assez sévère pour qualifier la politique de Blum, j'approuvais cette politique. C'est que je me refuse pour mon compte personnel à sacrifier délibérément la paix, même lorsqu'il s'agit de sauver un peuple révolutionnaire menacé d'extermination.

Mais dans presque tous les discours que notre camarade Léon Blum a prononcés depuis le début de la guerre espagnole, je trouve, à côté de formules profondément émouvantes sur la guerre et la paix, d'autres formules qui rendent un son inquiétant. J'ai attendu avec anxiété que des militants responsables réagissent, discutent, posent certaines questions. Je constate que



l'atmosphère trouble qui existe à l'intérieur du Front Populaire réduit bien des camarades au silence ou à une expression enveloppée de leur pensée.

Léon Blum ne manque pas une occasion, au milieu des phrases les plus émouvantes, d'exposer en substance ceci : nous voulons la paix, nous la maintiendrons à tout prix, sauf si une agression contre notre territoire ou les territoires garantis par nous nous contraint à la guerre.

Autrement dit, nous ne ferons pas la guerre pour empêcher les ouvriers, les paysans espagnols d'être exterminés par une clique de sauvages plus ou moins galonnés. Mais, le cas échéant, nous ferions la guerre pour l'Alsace-Lorraine, pour le Maroc, pour la Russie, pour la Tchécoslovaquie, et, si un Tardieu quelconque avait signé un pacte d'alliance avec Honolulu, nous ferions la guerre pour Honolulu.

En raison de la sympathie que j'éprouve pour Léon Blum, et surtout à cause des menaces qui pèsent sur tout notre avenir, je donnerais beaucoup pour pouvoir interpréter autrement les formules auxquelles je pense. Mais il n'y a pas d'autre interprétation possible. Les paroles de Blum ne sont que trop claires.

Est-ce que les militants des organisations de gauche et de la C.G.T., est-ce que les ouvriers et les paysans de notre pays acceptent cette position ? Je n'en sais rien. Chacun doit prendre ses responsabilités. En ce qui me concerne, je ne l'accepte pas.

Les ouvriers, les paysans qui, de l'autre côté des Pyrénées, se battent pour défendre leur vie, leur liberté, pour soulever le poids de l'oppression sociale qui les a écrasés si longtemps, pour arriver à prendre en main leur destinée, ne sont liés à la France par aucun traité écrit. Mais tous, C.G.T., parti socialiste, classe ouvrière, nous nous sentons liés à eux par un pacte de fraternité non écrit, par des liens de chair et de sang plus forts que tous les traités. Que pèsent, au regard de cette fraternité unanimement ressentie, les signatures apposées par des Poincaré, des Tardieu, des Laval quelconques sur des papiers qui n'ont jamais été soumis à notre approbation ? Si jamais la somme de souffrances, de sang et de larmes que représente une guerre pouvait se justifier, ce serait lorsqu'un peuple lutte et meurt pour une cause qu'il a le désir de défendre, non pour un morceau de papier dont il n'a jamais eu à connaître.

Léon Blum partage sans doute, sur la question espagnole, les sentiments des masses populaires. On dit que lorsqu'il a parlé de l'Espagne devant les secrétaires de fédérations socialistes, il a pleuré. Très probablement, s'il était dans l'opposition, il prendrait à son compte le mot d'ordre : « des canons pour l'Espagne ». Ce qui a retenu son élan de solidarité, c'est un sentiment lié à la possession du pouvoir : le sentiment de responsabilité d'un homme qui tient entre ses mains le sort d'un peuple, et qui se voit sur le point de le précipiter dans une guerre. Mais si au lieu des ouvriers et des paysans espagnols une quelconque Tchécoslovaquie était en jeu, serait-il saisi du même sentiment de responsabilité ? Ou bien un certain esprit juridique lui ferait-il croire qu'en pareil cas toute la responsabilité appartient à un morceau de papier ? Cette question est pour chacun de nous une question de vie ou de mort.

La sécurité collective est au programme du Front Populaire. À mon avis, quand les communistes accusent Léon Blum d'abandonner, dans l'affaire espagnole, le programme du Front Populaire, ils ont raison. Il est vrai que les pactes et autres textes se rapportant à la sécurité collective ne prévoient rien de semblable au conflit espagnol ; c'est qu'on ne s'est jamais attendu à rien de semblable. Mais enfin les faits sont assez clairs. Il y a eu agression, agression militaire caractérisée, quoique sous forme de guerre civile. Des pays étrangers ont soutenu cette agression. Il semblerait normal d'étendre à un cas pareil le principe de la sécurité collective, d'intervenir militairement pour écraser l'armée coupable d'agression. Au lieu de s'orienter dans cette voie, Léon Blum a essayé de limiter le conflit. Pourquoi ? Parce que l'intervention, au lieu de rétablir l'ordre en Espagne, aurait mis le feu à toute l'Europe. Mais il en a toujours été, il en sera toujours de même toutes les fois qu'une guerre locale pose la question de la sécurité collective. Je défie n'importe qui, y compris Léon Blum, d'expliquer pourquoi les raisons qui détournent d'intervenir en Espagne auraient moins de force s'il s'agissait de la Tchécoslovaquie envahie par les Allemands.

Beaucoup de gens ont demandé à Léon Blum de « reconsidérer » sa politique à l'égard de l'Espagne. C'est une position qui se défend. Mais si on ne l'adopte pas, alors, pour être conséquent envers soi-même, il faut demander à Léon Blum d'une part, aux masses populaires de l'autre, de « reconsidérer » le principe de la sécurité collective. Si la non-intervention en Espagne est raisonnable, la sécurité collective est une absurdité, et réciproquement.

Le jour où Léon Blum a décidé de ne pas intervenir en Espagne, il a assumé une lourde responsabilité. Il a décidé alors d'aller, le cas échéant, jusqu'à abandonner nos camarades d'Espagne à une extermination massive. Nous tous qui l'avons soutenu, nous partageons cette responsabilité. Eh bien ! si nous avons accepté de sacrifier les mineurs des Asturies, les paysans affamés d'Aragon et de Castille, les ouvriers libertaires de Barcelone, plutôt que d'allumer une guerre mondiale, rien d'autre au monde ne doit nous amener à allumer la guerre. Rien, ni l'Alsace-Lorraine, ni les colonies, ni les pactes. Il ne sera pas dit que rien au monde nous est plus cher que la vie du peuple espagnol. Ou bien si nous les abandonnons, si nous les laissons massacrer, et si ensuite nous faisons quand même la guerre pour un autre motif, qu'est-ce qui pourra nous justifier à nos propres yeux ?

Est-ce qu'on va se décider, oui ou non, à regarder ces questions en face, à poser dans son ensemble le problème de la guerre et de la paix ? Si nous continuons à éluder le problème, à fermer volontairement les yeux, à répéter des mots d'ordre qui ne résolvent rien, que vienne donc alors la catastrophe mondiale. Tous nous l'aurons méritée par notre lâcheté d'esprit.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 8

---

## Ne recommençons pas la guerre de Troie

*(Pouvoir des mots)  
(1<sup>er</sup> au 15 avril 1937)*

[Retour à la table des matières](#)

Nous vivons à une époque où la sécurité relative qu'apporte aux hommes une certaine domination technique sur la nature est largement compensée par les dangers de ruines et de massacres que suscitent les conflits entre groupements humains. Si le péril est si grave, c'est sans doute en partie à cause de la puissance des instruments de destruction que la technique a mis entre nos mains ; mais ces instruments ne partent pas tout seuls, et il n'est pas honnête de vouloir faire retomber sur la matière inerte une situation dont nous portons la pleine responsabilité. Les conflits les plus menaçants ont un caractère commun qui pourrait rassurer des esprits superficiels, mais qui, malgré l'apparence, en constitue le véritable danger ; *c'est qu'ils n'ont pas d'objectif définissable*. Tout au long de l'histoire humaine, on peut vérifier que les conflits sans comparaison les plus acharnés, sont ceux qui n'ont pas d'objectif. Ce paradoxe, une fois qu'on l'a aperçu clairement, est peut-être une des clefs de l'histoire ; il est sans doute la clef de notre époque.

Quand il y a lutte autour d'un enjeu bien défini, chacun peut peser ensemble la valeur de cet enjeu et les frais probables de la lutte, décider jusqu'où cela vaudra la peine de pousser l'effort ; il n'est même pas difficile en général de trouver un compromis qui vaille mieux, pour chacune des parties adverses, qu'une bataille même victorieuse. Mais quand une lutte n'a pas d'objectif, il n'y a plus de commune mesure, il n'y a plus de balance, plus de proportion, plus de comparaison possible ; un compromis n'est même pas concevable ; l'importance de la bataille se mesure alors uniquement aux sacrifices qu'elle exige, et comme, de ce fait même, les sacrifices déjà accomplis appellent perpétuellement des sacrifices nouveaux, il n'y aurait aucune raison de s'arrêter de tuer et de mourir, si par bonheur les forces humaines ne finissaient par trouver leur limite. Ce paradoxe est si violent qu'il échappe à l'analyse. Pourtant, tous les hommes dits cultivés en connaissent l'exemple le plus parfait ; mais une sorte de fatalité nous fait lire sans comprendre.

Les Grecs et les Troyens s'entre-massacrèrent autrefois pendant dix ans à cause d'Hélène. Aucun d'entre eux, sauf le guerrier amateur Pâris, ne tenait si peu que ce fût à Hélène ; tous s'accordaient pour déplorer qu'elle fût jamais née. Sa personne était si évidemment hors de proportion avec cette gigantesque bataille qu'aux yeux de tous elle constituait simplement le symbole du véritable enjeu ; mais le véritable enjeu, personne ne le définissait et il ne pouvait être défini, car il n'existait pas. Aussi ne pouvait-on pas le mesurer. On en imaginait simplement l'importance par les morts accomplies et les massacres attendus. Dès lors cette importance dépassait toute limite assignable. Hector pressentait que sa ville allait être détruite, son père et ses frères massacrés, sa femme dégradée par un esclavage pire que la mort ; Achille savait qu'il livrait son père aux misères et aux humiliations d'une vieillesse sans défense ; la masse des gens savait que leurs foyers seraient détruits par une absence si longue ; aucun n'estimait que c'était payer trop cher, parce que tous poursuivaient un néant dont la valeur se mesurait uniquement au prix qu'il fallait payer. Pour faire honte aux Grecs qui proposaient de retourner chacun chez soi, Minerve et Ulysse croyaient trouver un argument suffisant dans l'évocation des souffrances de leurs camarades morts. À trois mille ans de distance, on retrouve dans leur bouche et dans la bouche de Poincaré exactement la même argumentation pour flétrir les propositions de paix blanche. De nos jours, pour expliquer ce sombre acharnement à accumuler les ruines inutiles, l'imagination populaire a parfois recours aux intrigues supposées des congrégations économiques. Mais il n'y a pas lieu de chercher si loin. Les Grecs du temps d'Homère n'avaient pas de marchands d'airain organisés, ni de Comité de Forgerons. À vrai dire, dans l'esprit des contemporains d'Homère, le rôle que nous attribuons aux mystérieuses oligarchies économiques était tenu par les dieux de la mythologie grecque. Mais pour acculer les hommes aux catastrophes les plus absurdes, il n'est besoin ni de dieux ni de conjurations secrètes. La nature humaine suffit.

Pour qui sait voir, il n'y a pas aujourd'hui de symptôme plus angoissant que le caractère irréel de la plupart des conflits qui se font jour. Ils ont encore moins de réalité que le conflit entre les Grecs et les Troyens. Au centre de la guerre de Troie, il y avait du moins une femme, et qui plus est une femme parfaitement belle. Pour nos contemporains, ce sont des mots ornés de majuscules qui jouent le rôle d'Hélène. Si nous saisissons, pour essayer de le serrer, un de ces mots tout gonflés de sang et de larmes, nous le trouvons sans

contenu. Les mots qui ont un contenu et un sens ne sont pas meurtriers. Si parfois l'un d'eux est mêlé à une effusion de sang, c'est plutôt par accident que par fatalité, et il s'agit alors en général d'une action limitée et efficace. Mais qu'on donne des majuscules à des mots vides de signification, pour peu que les circonstances y poussent, les hommes verseront des flots de sang, amoncelleront ruines sur ruines en répétant ces mots, sans pouvoir jamais obtenir effectivement quelque chose qui leur corresponde ; rien de réel ne peut jamais leur correspondre, puisqu'ils ne veulent rien dire. Le succès se définit alors exclusivement par l'écrasement des groupes d'hommes qui se réclament de mots ennemis ; car c'est encore là un caractère de ces mots, qu'ils vivent par couples antagonistes. Bien entendu, ce n'est pas toujours par eux-mêmes que de tels mots sont vides de sens ; certains d'entre eux en auraient un, si on prenait la peine de les définir convenablement. Mais un mot ainsi défini perd sa majuscule, il ne peut plus servir de drapeau ni tenir sa place dans les cliquetis des mots d'ordre ennemis ; il n'est plus qu'une référence pour aider à saisir une réalité concrète, au un objectif concret, ou une méthode d'action. Éclaircir les notions, discréditer les mots congénitalement vides, définir l'usage des autres par des analyses précises, c'est là, si étrange que cela puisse paraître, un travail qui pourrait préserver des existences humaines.

Ce travail, notre époque y semble à peu près inapte. Notre civilisation couvre de son éclat une véritable décadence intellectuelle. Nous n'accordons à la superstition, dans notre esprit, aucune place réservée, analogue à la mythologie grecque, et la superstition se venge en envahissant sous le couvert d'un vocabulaire abstrait tout le domaine de la pensée. Notre science contient comme dans un magasin les mécanismes intellectuels les plus raffinés pour résoudre les problèmes les plus complexes, mais nous sommes presque incapables d'appliquer les méthodes élémentaires de la pensée raisonnable. En tout domaine nous semblons avoir perdu les notions essentielles de l'intelligence, les notions de limite, de mesure, de degré, de proportion, de relation, de rapport, de condition, de liaison nécessaire, de connexion entre moyens et résultats. Pour s'en tenir aux affaires humaines, notre univers politique est exclusivement peuplé de mythes et de monstres ; nous n'y connaissons que des entités, que des absolus. Tous les mots du vocabulaire politique et social pourraient servir d'exemple. Nation, sécurité, capitalisme, communisme, fascisme, ordre, autorité, propriété, démocratie, on pourrait les prendre tous les uns après les autres. Jamais nous ne les plaçons dans des formules telles que : Il y a démocratie dans la mesure où..., ou encore : Il y a capitalisme pour autant que... L'usage d'expressions du type « dans la mesure où » dépasse notre puissance intellectuelle. Chacun de ces mots semble représenter une réalité absolue, indépendante de toutes les conditions, ou un but absolu, indépendant de tous les modes d'action, ou encore un mal absolu ; et en même temps, sous chacun de ces mots nous mettons tour à tour ou même simultanément n'importe quoi. Nous vivons au milieu de réalités changeantes, diverses, déterminées par le jeu mouvant des nécessités extérieures, se transformant en fonction de certaines conditions et dans certaines limites ; mais nous agissons, nous luttons, nous sacrifions nous-mêmes et autrui en vertu d'abstractions cristallisées, isolées, impossibles à mettre en rapport entre elles ou avec les choses concrètes. Notre époque soi-disant technicienne ne sait que se battre contre les moulins à vent.

Aussi n'y a-t-il qu'à regarder autour de soi pour trouver des exemples d'absurdités meurtrières. L'exemple de choix, ce sont les antagonismes entre nations. On croit souvent les expliquer en disant qu'ils dissimulent simplement des antagonismes capitalistes ; mais on oublie un fait qui pourtant crève les yeux, c'est que le réseau de rivalités et de complexités, de luttes et d'alliances capitalistes qui s'étend sur le monde, ne correspond nullement à la division du monde en nations. Le jeu des intérêts peut opposer entre eux deux groupements français, et unir chacun d'eux à un groupement allemand. L'industrie allemande de transformation peut être considérée avec hostilité par les entreprises françaises de mécanique ; mais il est à peu près indifférent aux compagnies minières que le fer de Lorraine soit transformé en France ou en Allemagne, et les vigneron, les fabricants d'articles de Paris et autres sont intéressés à la prospérité de l'industrie allemande. Ces vérités élémentaires rendent inintelligible l'explication courante des rivalités entre nations. Si l'on dit que le nationalisme recouvre toujours des appétits capitalistes, on devrait dire les appétits de qui. Des Houillères ? De la grosse métallurgie ? De la construction mécanique ? De l'Électricité ? Du Textile ? Des Banques ? Ce ne peut être tout cela ensemble, car les intérêts ne concordent pas ; et si on a en vue une fraction du capitalisme, encore faudrait-il expliquer pourquoi cette fraction s'est emparée de l'État. Il est vrai que la politique d'un État coïncide toujours à un moment donné avec les intérêts d'un secteur capitaliste quelconque ; on a ainsi une explication passe-partout qui du fait même de son insuffisance s'applique à n'importe quoi. Étant donné la circulation internationale du capital, on ne voit pas non plus pourquoi un capitaliste rechercherait plutôt la protection de son propre État que d'un État étranger, ou exercerait plus difficilement les moyens de pression et de séduction dont il dispose sur les hommes d'État étrangers que sur ses compatriotes. La structure de l'Économie mondiale ne correspond à la structure politique du monde que pour autant que les États exercent leur autorité en matière économique ; mais aussi le sens dans lequel s'exerce cette autorité ne peut pas s'expliquer par le simple jeu des intérêts économiques. Quand on examine le contenu du mot : intérêt national, on n'y trouve même pas l'intérêt des entreprises capitalistes. « On croit mourir pour la patrie, disait Anatole France ; on meurt pour des industriels. » Ce serait encore trop beau. On ne meurt même pas pour quelque chose d'aussi substantiel, d'aussi tangible qu'un industriel.

L'intérêt national ne peut se définir ni par un intérêt commun des grandes entreprises industrielles, commerciales ou bancaires d'un pays, car cet intérêt commun n'existe pas, ni par la vie, la liberté et le bien-être des citoyens, car on les adjure continuellement de sacrifier leur bien-être, leur liberté et leur vie à l'intérêt national. En fin de compte, si on examine l'histoire moderne, on arrive à la conclusion que l'intérêt national, c'est pour chaque État la capacité de faire la guerre. En 1911 la France a failli faire la guerre pour le Maroc ; mais pourquoi le Maroc était-il si important ? À cause de la réserve de chair à canon que devait constituer l'Afrique du Nord, à cause de l'intérêt qu'il y a pour un pays, du point de vue de la guerre, à rendre son économie aussi indépendante que possible par la possession de matières premières et de débouchés. Ce qu'un pays appelle intérêt économique vital, ce n'est pas ce qui permet à ses citoyens de vivre, c'est ce qui lui permet de faire la guerre ; le pétrole est bien plus propre à susciter les conflits internationaux que le blé. Ainsi, quand on fait la guerre, c'est pour conserver ou pour accroître les moyens de la faire. Toute la politique internationale roule autour de ce cercle

vicieux. Ce qu'on nomme prestige national consiste à agir de manière à toujours donner l'impression aux autres pays qu'éventuellement on est sûr de les vaincre, afin de les démoraliser. Ce qu'on nomme sécurité nationale, c'est un état de choses chimérique où l'on conserverait la possibilité de faire la guerre en en privant tous les autres pays. Somme toute, une nation qui se respecte est prête à tout, y compris la guerre, plutôt que de renoncer à faire éventuellement la guerre. Mais pourquoi faut-il pouvoir faire la guerre ? On ne le sait pas plus que les Troyens ne savaient pourquoi ils devaient garder Hélène. C'est pour cela que la bonne volonté des hommes d'État amis de la paix est si peu efficace. Si les pays étaient divisés par des oppositions réelles d'intérêts, on pourrait trouver des compromis satisfaisants. Mais quand les intérêts économiques et politiques n'ont de sens qu'en vue de la guerre, comment les concilier d'une manière pacifique ? C'est la notion même de nation qu'il faudrait supprimer. Ou plutôt c'est l'usage de ce mot : car le mot national et les expressions dont il fait partie sont vides de toute signification, ils n'ont pour contenu que les millions de cadavres, les orphelins, les mutilés, le désespoir, les larmes.

Un autre exemple admirable d'absurdité sanglante, c'est l'opposition entre fascisme et communisme. Le fait que cette opposition détermine aujourd'hui pour nous une double menace de guerre civile et de guerre mondiale est peut-être le symptôme de carence intellectuelle le plus grave parmi tous ceux que nous pouvons constater autour de nous. Car si on examine le sens qu'ont aujourd'hui ces deux termes, on trouve deux conceptions politiques et sociales presque identiques. De part et d'autre, c'est la même mainmise de l'État sur presque toutes les formes de vie individuelle et sociale ; la même militarisation forcée ; la même unanimité artificielle, obtenue par la contrainte, au profit d'un parti unique qui se confond avec l'État et se définit par cette confusion ; le même régime de servage imposé par l'État aux masses laborieuses à la place du salariat classique. Il n'y a pas deux nations dont la structure soit plus semblable que l'Allemagne et la Russie, qui se menacent mutuellement d'une croisade internationale et feignent chacune de prendre l'autre pour la Bête de l'Apocalypse. C'est pourquoi on peut affirmer sans crainte que l'opposition entre fascisme et communisme n'a rigoureusement aucun sens. Aussi la victoire du fascisme ne peut-elle se définir que par l'extermination des communistes, et la victoire du communisme que par l'extermination des fascistes. Il va de soi que dans ces conditions, l'antifascisme et l'anticommunisme sont eux aussi dépourvus de sens. La position des antifascistes, c'est : Tout plutôt que le fascisme ; tout, y compris le fascisme sous le nom de communisme. La position des anticommunistes, c'est : Tout plutôt que le communisme ; tout, y compris le communisme sous le nom de fascisme. Pour cette belle cause, chacun, dans les deux camps, est résigné d'avance à mourir, et surtout à tuer. Pendant l'été de 1932, à Berlin, il se formait fréquemment dans la rue un petit attroupement autour de deux ouvriers ou petits bourgeois, l'un communiste, l'autre nazi, qui discutaient ensemble ; ils constataient toujours au bout d'un temps donné qu'ils défendaient rigoureusement le même programme, et cette constatation leur donnait le vertige, mais augmentait encore chez chacun d'eux la haine contre un adversaire si essentiellement ennemi qu'il restait ennemi en exposant les mêmes idées. Depuis, quatre années et demie se sont écoulées ; les communistes allemands sont encore torturés par les nazis dans les camps de concentration, et il n'est pas sûr que la France ne soit pas menacée d'une

guerre d'extermination entre antifascistes et anticommunistes. Si une telle guerre avait lieu, la guerre de Troie serait un modèle de bon sens en comparaison ; car même si on admet avec un poète grec qu'il y avait seulement à Troie le fantôme d'Hélène, le fantôme d'Hélène est encore une réalité substantielle à côté de l'opposition entre fascisme et communisme.

L'opposition entre dictature et démocratie, qui s'apparente à celle entre ordre et liberté, est, elle au moins, une opposition véritable. Cependant elle perd son sens si on en considère chaque terme comme une entité, ce qu'on fait le plus souvent de nos jours, au lieu de le prendre comme une référence permettant de mesurer les caractéristiques d'une structure sociale. Il est clair qu'il n'y a nulle part ni dictature absolue, ni démocratie absolue, mais que l'organisme social est toujours et partout un composé de démocratie et de dictature, avec des degrés différents ; il est clair aussi que le degré de la démocratie se définit par les rapports qui lient les différents rouages de la machine sociale, et dépend des conditions qui déterminent le fonctionnement de cette machine ; c'est donc sur ces rapports et sur ces conditions, qu'il faut essayer d'agir. Au lieu de quoi on considère en général qu'il y a des groupements humains, nations ou partis, qui incarnent intrinsèquement la dictature ou la démocratie, de sorte que selon qu'on est porté par tempérament à tenir surtout à l'ordre ou surtout à la liberté, on est obsédé du désir d'écraser les uns ou les autres de ces groupements. Beaucoup de Français croient de bonne foi par exemple qu'une victoire militaire de la France sur l'Allemagne serait une victoire de la démocratie. À leurs yeux, la liberté réside dans la nation française et la tyrannie dans la nation allemande, à peu près comme pour les contemporains de Molière une vertu dormitive résidait dans l'opium. Si un jour les nécessités dites « de la défense nationale » font de la France un camp retranché où toute la nation soit entièrement soumise à l'autorité militaire, et si la France ainsi transformée entre en guerre avec l'Allemagne, ces Français se feront tuer, non sans avoir tué le plus possible d'Allemands, avec l'illusion touchante de verser leur sang pour la démocratie. Il ne leur vient pas à l'esprit que la dictature a pu s'installer en Allemagne à la faveur d'une situation déterminée ; et que susciter pour l'Allemagne une autre situation qui rende possible un certain relâchement de l'autorité étatique serait peut-être plus efficace que de tuer les petits gars de Berlin et de Hambourg.

Pour prendre un autre exemple, si on ose exposer devant un homme de parti l'idée d'un armistice en Espagne, il répondra avec indignation, si c'est un homme de droite, qu'il faut lutter jusqu'au bout pour la victoire de l'ordre et l'écrasement des fauteurs d'anarchie ; il répondra avec non moins d'indignation, si c'est un homme de gauche, qu'il faut lutter jusqu'au bout pour la liberté du peuple, pour le bien-être des masses laborieuses, pour l'écrasement des oppresseurs et des exploités. Le premier oublie qu'aucun régime politique, quel qu'il soit, ne comporte de désordres qui puissent égaler de loin ceux de la guerre civile, avec les destructions systématiques, les massacres en série sur la ligne de feu, le relâchement de la production, les centaines de crimes individuels commis quotidiennement dans les deux camps du fait que n'importe quel voyou a un fusil en main. L'homme de gauche oublie de son côté que, même dans le camp des siens, les nécessités de la guerre civile, l'état de siège, la militarisation du front et de l'arrière, la terreur policière, la suppression de toute limitation à l'arbitraire, de toute garantie individuelle, suppriment la liberté bien plus radicalement que ne ferait l'accession au



pouvoir d'un parti d'extrême droite ; il oublie que les dépenses de guerre, les ruines, le ralentissement de la production condamnent le peuple, et pour longtemps, à des privations bien plus cruelles que ne feraient ses exploiters. L'homme de droite et l'homme de gauche oublient tous deux que de longs mois de guerre civile ont peu à peu amené dans les deux camps un régime presque identique. Chacun des deux a perdu son idéal sans s'en apercevoir, en lui substituant une entité vide ; pour chacun des deux, la victoire de ce qu'il nomme encore son idée ne peut plus se définir que par l'extermination de l'adversaire ; et chacun des deux, si on lui parle de paix, répondra avec mépris par l'argument massue, l'argument de Minerve dans Homère, l'argument de Poincaré en 1917 : « Les morts ne le veulent pas. »

\*

Ce qu'on nomme de nos jours, d'un terme qui demanderait des précisions, la *lutte des classes*, c'est de tous les conflits qui opposent des groupements humains le mieux fondé, le plus sérieux, on pourrait peut-être dire le seul sérieux ; mais seulement dans la mesure où n'interviennent pas là des entités imaginaires qui empêchent toute action dirigée, font porter les efforts dans le vide, et entraînent le danger de haines inexpiables, de folles destructions, de tueries insensées. Ce qui est légitime, vital, essentiel, c'est la lutte éternelle de ceux qui obéissent contre ceux qui commandent, lorsque le mécanisme du pouvoir social entraîne l'écrasement de la dignité humaine chez ceux d'en bas. Cette lutte est éternelle parce que ceux qui commandent tendent toujours, qu'ils le sachent ou non, à fouler aux pieds la dignité humaine au-dessous d'eux. La fonction de commandement, pour autant qu'elle s'exerce, ne peut pas, sauf cas particuliers, respecter l'humanité dans la personne des agents d'exécution. Si elle s'exerce comme si les hommes étaient des choses, et encore sans aucune résistance, elle s'exerce inévitablement sur des choses exceptionnellement ductiles ; car l'homme soumis à la menace de mort, qui est en dernière analyse la sanction suprême de toute autorité, peut devenir plus maniable que la matière inerte. Aussi longtemps qu'il y aura une hiérarchie sociale stable, quelle qu'en puisse être la forme, ceux d'en bas devront lutter pour ne pas perdre tous les droits d'un être humain. D'autre part la résistance de ceux d'en haut, si elle apparaît d'ordinaire comme contraire à la justice, repose elle aussi sur des motifs concrets. D'abord des motifs personnels ; sauf le cas d'une générosité assez rare, les privilégiés répugnent à perdre une part de leurs privilèges matériels ou moraux. Mais aussi des motifs plus élevés. Ceux qui sont investis des fonctions de commandement se sentent la mission de défendre l'ordre indispensable à toute vie sociale, et ils ne conçoivent pas d'autre ordre passible que celui qui existe. Ils n'ont pas entièrement tort, car jusqu'à ce qu'un autre ordre ait été en fait établi, on ne peut affirmer avec certitude qu'il sera possible ; c'est justement pourquoi il ne peut y avoir progrès social que si la pression d'en bas est suffisante pour changer effectivement les rapports de force, et contraindre ainsi à établir en fait des relations sociales nouvelles. La rencontre entre la pression d'en bas et la résistance d'en haut suscite ainsi continuellement un équilibre instable, qui définit à chaque instant la structure d'une société. Cette rencontre est une lutte, mais elle n'est pas une guerre ; elle peut se transformer en guerre dans certaines circonstances, mais il n'y a là aucune fatalité. L'Antiquité ne nous a

pas seulement légué l'histoire des massacres interminables et inutiles autour de Troie, elle nous a laissé également l'histoire de l'action énergique et unanime par laquelle les plébéiens de Rome, sans verser une goutte de sang, sont sortis d'une condition qui touchait à l'esclavage et ont obtenu comme garantie de leurs droits nouveaux l'institution des tribuns. C'est exactement de la même manière que les ouvriers français, par l'occupation des usines, mais sans violences, ont imposé la reconnaissance de quelques droits élémentaires, et comme garantie de ces droits l'institution de délégués élus.

\*

La Rome primitive avait pourtant sur la France moderne un sérieux avantage. Elle ne connaissait en matière sociale ni abstractions, ni entités, ni mots à majuscule, ni mots en isme ; rien de ce qui risque chez nous d'annuler les efforts les plus soutenus, ou de faire dégénérer la lutte sociale en une guerre aussi ruineuse, aussi sanglante, aussi absurde de n'importe quel point de vue que la guerre entre nations. On peut prendre presque tous les termes, toutes les expressions de notre vocabulaire politique, et les ouvrir ; au centre on trouvera le vide. Que peut bien vouloir dire par exemple le mot d'ordre, si populaire pendant les élections, de « lutte contre les trusts » ? Un trust, c'est un monopole économique placé aux mains de puissances d'argent, et dont elles usent non pas au mieux de l'intérêt public, mais de manière à accroître leur pouvoir. Qu'est-ce qu'il y a de mauvais là-dedans ? C'est le fait qu'un monopole sert d'instrument à une volonté de puissance étrangère au bien public. Or, ce n'est pas ce fait qu'on cherche à supprimer, mais le fait, indifférent en lui-même, que cette volonté de puissance est celle d'une oligarchie économique. On propose de substituer à ces oligarchies l'État, qui a lui aussi sa volonté de puissance tout aussi étrangère au bien public ; encore s'agit-il pour l'État de puissance non plus économique mais militaire, et par suite bien plus dangereuse pour les braves gens qui aiment à vivre. Réciproquement, du côté bourgeois, que peut-on bien entendre par l'hostilité à l'étatisme économique, alors qu'on admet les monopoles privés, qui comportent tous les inconvénients économiques et techniques des monopoles d'État, et peut-être d'autres encore ? On pourrait faire une longue liste de mots d'ordre ainsi groupés deux par deux, et également illusoire. Ceux-là sont relativement inoffensifs, mais ce n'est pas le cas pour tous.

\*

Ainsi que peuvent bien avoir dans l'esprit ceux pour qui le mot « capitalisme » représente le mal absolu ? Nous vivons dans une société qui comporte des formes de contrainte et d'oppression trop souvent écrasantes pour les masses d'êtres humains qui les subissent, des inégalités très douloureuses, quantité de tortures inutiles. D'autre part, cette société se caractérise, du point de vue économique, par certains modes de production, de consommation, d'échange, qui sont d'ailleurs en transformation perpétuelle et qui dépendent de quelques rapports fondamentaux entre la production et la circulation des marchandises, entre la circulation des marchandises et la

monnaie, entre la monnaie et la production, entre la monnaie et la consommation. Cet ensemble de phénomènes économiques divers et changeants, on le cristallise arbitrairement en une abstraction impossible à définir, et on rapporte à cette abstraction, sous le nom de capitalisme, toutes les souffrances qu'on subit ou qu'on constate autour de soi. À partir de là, il suffit qu'un homme ait du caractère pour qu'il dévoue sa vie à la destruction du capitalisme, ou, ce qui revient au même, à la révolution ; car ce mot de révolution n'a aujourd'hui que cette signification purement négative.

Comme la destruction du capitalisme n'a aucun sens, du fait que le capitalisme est une abstraction, comme elle n'implique pas un certain nombre de modifications précises apportées au régime - de telles modifications sont traitées dédaigneusement de « réformes » - elle peut seulement signifier l'écrasement des capitalistes et plus généralement de tous ceux qui ne se déclarent pas contre le capitalisme. Il est apparemment plus facile de tuer, et même de mourir, que de se poser quelques questions bien simples, telles que celles-ci : les lois, les conventions, qui régissent actuellement la vie économique, forment-elles un système ? Dans quelle mesure y a-t-il connexion nécessaire entre tel ou tel phénomène économique et les autres ? Jusqu'à quel point la modification de telle ou telle de ces lois économiques se répercuterait-elle sur les autres ? Dans quelle mesure les souffrances imposées par les rapports sociaux de notre époque dépendent-elles de telle ou telle convention de notre vie économique ; dans quelle mesure de l'ensemble de toutes ces conventions ? Dans quelle mesure ont-elles pour causes d'autres facteurs, soit des facteurs durables qui persisteraient après la transformation de notre organisation économique, soit au contraire des facteurs qu'on pourrait supprimer sans mettre fin à ce qu'on nomme le régime ? Quelles souffrances nouvelles, soit passagères, soit permanentes, impliquerait nécessairement la méthode à mettre en œuvre pour une telle transformation ? Quelles souffrances nouvelles risquerait d'apporter la nouvelle organisation sociale que l'on instituerait ? Si l'on étudiait sérieusement ces problèmes, on pourrait peut-être arriver à avoir quelque chose dans l'esprit quand on dit que le capitalisme est un mal ; mais il ne s'agirait que d'un mal relatif, et une transformation du régime social ne pourrait être proposée qu'en vue de parvenir à un moindre mal. Encore ne devrait-il s'agir que d'une transformation déterminée.

\*

Toute cette critique pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'autre camp, en remplaçant la préoccupation des souffrances infligées aux couches sociales d'en bas par le souci de l'ordre à sauvegarder, et le désir de transformation par le désir de conservation. Les bourgeois assimilent volontiers à des facteurs de désordre tous ceux qui envisagent la fin du capitalisme, et même parfois ceux qui désirent le réformer, parce qu'ils ignorent dans quelle mesure et en fonction de quelles circonstances les divers rapports économiques dont l'ensemble forme ce qu'on appelle actuellement capitalisme peuvent être considérés comme des conditions de l'ordre. Beaucoup d'entre eux, ne sachant pas quelle modification peut être ou non dangereuse, préfèrent tout conserver, sans se rendre compte que la conservation parmi des circonstances changeantes constitue elle-même une modification dont les conséquences peuvent être

des désordres. La plupart invoquent les lois économiques aussi religieusement que s'il s'agissait des lois non écrites d'Antigone, alors qu'ils les voient quotidiennement changer sous leurs yeux. Pour eux aussi, la conservation du régime capitaliste est une expression vide de sens, puisqu'ils ignorent ce qu'il faut conserver, sous quelles conditions, dans quelle mesure ; elle ne peut signifier pratiquement que l'écrasement de tous ceux qui parlent de la fin du régime. La lutte entre adversaires et défenseurs du capitalisme, cette lutte entre novateurs qui ne savent pas quoi innover et conservateurs qui ne savent pas quoi conserver, est une lutte aveugle d'aveugles, une lutte dans le vide, et qui pour cette raison même risque de tourner en extermination. On peut faire les mêmes remarques pour la lutte qui se déroule dans le cadre plus restreint des entreprises industrielles. Un ouvrier, en général rapporte instinctivement au patron toutes les souffrances qu'il subit dans l'usine ; il ne se demande pas si dans tout autre système de propriété la direction de l'entreprise ne lui infligerait pas encore une partie des mêmes souffrances, ou bien peut-être des souffrances identiques, ou peut-être même des souffrances accrues ; il ne se demande pas non plus quelle part de ces souffrances on pourrait supprimer, en en faisant disparaître les causes, sans toucher au système de propriété actuel. Pour lui, la lutte « contre le patron » se confond avec la protestation irrépressible de l'être humain écrasé par une vie trop dure. Le patron, de son côté, se préoccupe avec raison de son autorité. Seulement le rôle de l'autorité patronale consiste exclusivement à indiquer les fabrications, coordonner au mieux les travaux partiels, contrôler, en recourant à une certaine contrainte, la bonne exécution du travail ; tout régime de l'entreprise, quel qu'il soit, ou cette coordination et ce contrôle peuvent être convenablement assurés, accorde une part suffisante à l'autorité patronale. Pour le patron, cependant, le sentiment qu'il a de son autorité dépend avant tout d'une certaine atmosphère de soumission et de respect qui n'a pas nécessairement de rapport avec la bonne exécution du travail ; et surtout, quand il s'aperçoit d'une révolte latente ou ouverte parmi son personnel, il l'attribue toujours à quelques individus, alors qu'en réalité la révolte, soit bruyante, soit silencieuse, agressive ou refoulée par le désespoir, est inséparable de toute existence physiquement ou moralement accablante. Si, pour l'ouvrier, la lutte « contre le patron » se confond avec le sentiment de la dignité, pour le patron la lutte contre les « meneurs » se confond avec le souci de sa fonction et la conscience professionnelle ; dans les deux cas il s'agit d'efforts à vide, et qui par suite ne sont pas susceptibles d'être renfermés dans une limite raisonnable. Alors qu'on constate que les grèves qui se déroulent autour de revendications déterminées aboutissent sans trop de mal à un arrangement, on a pu voir des grèves qui ressemblaient à des guerres en ce sens que ni d'un côté ni de l'autre la lutte n'avait d'objectif ; des grèves où l'on ne pouvait apercevoir rien de réel ni de tangible, rien, excepté l'arrêt de la production, la détérioration des machines, la misère, la faim, les larmes des femmes, la sous-alimentation des enfants ; et l'acharnement de part et d'autre était tel qu'elles donnaient l'impression de ne jamais devoir finir. Dans de pareils événements, la guerre civile existe déjà en germe.

\*

Si l'on analysait de cette manière tous les mots, toutes les formules qui ont ainsi suscité, au long de l'histoire humaine, l'esprit de sacrifice et la cruauté tout ensemble, on les trouverait tous sans doute pareillement vides. Pourtant, toutes ces entités avides de sang humain doivent bien avoir un rapport

quelconque avec la vie réelle. Elles en ont un en effet. Il n'y avait peut-être à Troie que le fantôme d'Hélène, mais l'armée grecque et l'armée troyenne n'étaient pas des fantômes ; de même, si le mot de nation et les expressions dont il fait partie sont vides de sens, les différents États, avec leurs bureaux, leurs prisons, leurs arsenaux, leurs casernes, leurs douanes, sont bien réels. La distinction théorique entre les deux formes de régime totalitaire, fascisme et communisme, est imaginaire, mais en Allemagne, en 1932, il existait bien effectivement deux organisations politiques dont chacune aspirait au pouvoir total et par suite à l'élimination de l'autre. Un parti démocratique peut devenir peu à peu un parti de dictature, mais il n'en reste pas moins distinct du parti dictatorial qu'il s'efforce d'écraser ; la France peut, en vue de se défendre contre l'Allemagne, se soumettre à son tour à un régime totalitaire, l'État français et l'État allemand resteront néanmoins deux États distincts. Destruction et conservation du capitalisme sont des mots d'ordre sans contenu, mais des organisations sont groupées derrière ces mots d'ordre. À chaque abstraction vide correspond un groupement humain. Les abstractions dont ce n'est pas le cas restent inoffensives ; réciproquement les groupements qui n'ont pas secrété d'entités ont des chances de n'être pas dangereux. Jules Romains a magnifiquement représenté cette espèce particulière de sécrétion quand il a mis dans la bouche de Knock la formule : « Au-dessus de l'intérêt du malade et de l'intérêt du médecin, il y a l'intérêt de la médecine. » C'est là un mot de comédie, simplement parce qu'il n'est pas sorti encore des syndicats des médecins une entité de ce genre ; de pareilles entités procèdent toujours d'organismes qui ont pour caractère commun de détenir un pouvoir ou de viser au pouvoir. Toutes les absurdités qui font ressembler l'histoire à un long délire ont leur racine dans une absurdité essentielle, la nature du pouvoir. La nécessité qu'il y ait un pouvoir est tangible, palpable, parce que l'ordre est indispensable à l'existence ; mais l'attribution du pouvoir est arbitraire, parce que les hommes sont semblables ou peu s'en faut ; or elle ne doit pas apparaître comme arbitraire, sans quoi il n'y a plus de pouvoir. Le prestige, c'est-à-dire l'illusion, est ainsi au cœur même du pouvoir. Tout pouvoir repose sur des rapports entre les activités humaines ; mais un pouvoir, pour être stable, doit apparaître comme quelque chose d'absolu, d'intangible, à ceux qui le détiennent, à ceux qui le subissent, aux pouvoirs extérieurs. Les conditions de l'ordre sont essentiellement contradictoires, et les hommes semblent avoir le choix entre l'anarchie qui accompagne les pouvoirs faibles et les guerres de toutes sortes suscitées par le souci du prestige.

Traduites dans le langage du pouvoir, les absurdités énumérées ici cessent d'apparaître comme telles. N'est-il pas naturel que chaque État définisse l'intérêt national par la capacité de faire la guerre, puisqu'il est entouré d'autres États capables, s'ils le voient faible, de le subjuguier par les armes ? On ne voit pas de milieu entre tenir sa place dans la course à la préparation de la guerre, ou être prêts à subir n'importe quoi de la part d'autres États armés. Le désarmement général ne supprimerait cette difficulté que s'il était complet, ce qui est à peine concevable. D'autre part un État ne peut pas paraître faible devant l'étranger sans risquer de donner aussi à ceux qui lui obéissent la tentation de secouer un peu son autorité. Si Priam et Hector avaient rendu Hélène aux Grecs, ils auraient risqué de leur inspirer d'autant plus le désir de saccager une ville apparemment si mal préparée à se défendre ; ils auraient risqué aussi un soulèvement général à Troie ; non pas parce que la restitution d'Hélène aurait indigné les Troyens, mais parce qu'elle leur aurait donné à

penser que les hommes auxquels ils obéissaient n'étaient pas tellement puissants. Si en Espagne l'un des deux camps donnait l'impression de désirer la paix, d'abord il encouragerait les ennemis, il en augmenterait la valeur offensive ; et puis il risquerait des soulèvements parmi les siens. De même, pour un homme qui n'est engagé ni dans le bloc anticommuniste ni dans le bloc antifasciste, le heurt de deux idéologies presque identiques peut paraître ridicule ; mais dès lors que ces blocs existent, ceux qui se trouvent dans l'un des deux considèrent nécessairement l'autre comme le mal absolu, parce qu'il les écrasera s'ils ne sont pas les plus forts ; les chefs doivent de part et d'autre paraître prêts à écraser l'ennemi pour conserver leur autorité sur leurs troupes ; et quand ces blocs ont atteint une certaine puissance, la neutralité devient une position pratiquement presque intenable. De même encore lorsque dans une hiérarchie sociale quelconque ceux d'en bas craignent d'être totalement écrasés s'ils ne dépossèdent pas leurs supérieurs, et si les uns ou les autres deviennent alors assez forts pour n'avoir plus à craindre, ils ne résistent pas à l'ivresse de la puissance stimulée par la rancune. D'une manière générale, tout pouvoir est essentiellement fragile ; il doit donc se défendre, sans quoi comment y aurait-il dans la vie sociale un minimum de stabilité ? Mais l'offensive apparaît presque toujours, à tort ou à raison, comme l'unique tactique défensive, et cela de tous côtés. Il est naturel d'ailleurs que ce soient surtout les différends imaginaires qui suscitent des conflits inexpiables, parce qu'ils se posent uniquement sur le plan du pouvoir et du prestige. Il est peut-être plus facile à la France d'accorder à l'Allemagne des matières premières que quelques arpents de terre baptisés colonie, plus facile à l'Allemagne de se passer de matières premières que du mot de colonie. La contradiction essentielle à la société humaine, c'est que toute situation sociale repose sur un équilibre de forces, un équilibre de pressions analogue à l'équilibre des fluides ; mais les prestiges, eux, ne s'équilibrent pas, le prestige ne comporte pas de limites, toute satisfaction de prestige est une atteinte au prestige ou à la dignité d'autrui. Or le prestige est inséparable du pouvoir. Il semble qu'il y ait là une impasse dont l'humanité ne puisse sortir que par miracle. Mais la vie humaine est faite de miracles. Qui croirait qu'une cathédrale gothique pût tenir debout, si on ne le constatait tous les jours ? Puisque en fait il n'y a pas toujours guerre, il n'y a pas impossibilité à ce qu'il y ait indéfiniment la paix. Un problème posé avec toutes ses données réelles est bien près d'être résolu. On n'a encore jamais posé ainsi le problème de la paix internationale et civile.

\*

C'est le nuage des entités vides qui empêche non seulement d'apercevoir les données du problème, mais même de sentir qu'il y a un problème à résoudre et non une fatalité à subir. Elles stupéfient les esprits ; non seulement elles font mourir, mais, ce qui est infiniment plus grave, elles font oublier la valeur de la vie. La chasse aux entités dans tous les domaines de la vie politique et sociale est une œuvre urgente de salubrité publique. Ce n'est pas une chasse facile ; toute l'atmosphère intellectuelle de notre époque favorise la floraison et la multiplication des entités. On peut se demander si en réformant les méthodes d'enseignement et de vulgarisation scientifique, et en chassant la superstition grossière qui s'y est installée à la faveur d'un vocabulaire artificiel, en rendant aux esprits le bon usage des locutions du type *dans la mesure*

*où, pour autant que, à condition que, par rapport à*, en discréditant tous les raisonnements vicieux qui reviennent à faire admettre qu'il y a dans l'opium une vertu dormitive, on ne rendrait pas à nos contemporains un service pratique de premier ordre. Une élévation générale du niveau intellectuel favoriserait singulièrement tout effort d'éclaircissement pour dégonfler les causes imaginaires de conflit. Certes nous ne manquons pas de gens pour prêcher l'apaisement dans tous les domaines ; mais en général ces sermons ont pour objet non d'éveiller les intelligences et d'éliminer les faux conflits, mais d'endormir et d'étouffer les conflits réels. Les beaux parleurs qui, en déclamant sur la paix internationale, comprennent par cette expression le maintien indéfini du *statu quo* au profit exclusif de l'État français, ceux qui, en recommandant la paix sociale, entendent conserver les privilèges intacts ou du moins subordonner toute modification au bon vouloir des privilégiés, ceux-là sont les ennemis les plus dangereux de la paix internationale et civile. Il ne s'agit pas d'immobiliser artificiellement des rapports de force essentiellement variables, et que ceux qui souffrent chercheront toujours à faire varier ; il s'agit de discriminer l'imaginaire et le réel pour diminuer les risques de guerre sans renoncer à la lutte, dont Héraclite disait qu'elle est la condition de la vie.

(*Nouveaux Cahiers*, 1<sup>re</sup> année, n° 2-3, 1<sup>er</sup>-15 avril 1937)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 9

---

## L'Europe en guerre pour la Tchécoslovaquie ? (25 mai 1938)

[Retour à la table des matières](#)

À l'égard du problème tchécoslovaque, beaucoup commettent la faute de ne pas regarder en face comment il se posera s'il prend la forme la plus aiguë. Pour ne céder à aucun affolement, il est nécessaire d'élaborer aussi lucidement que possible un mode d'action pour le pire comme pour le meilleur des cas. Ce qui suit se rapporte au pire des cas, c'est-à-dire au cas où Hitler, pour des raisons intérieures et extérieures, serait résolu à obtenir un succès frappant et décisif en Europe Centrale.

Toute question internationale peut être considérée sous quatre aspects, d'ailleurs souvent liés ; le droit pris comme tel ; le rapport des forces et leur équilibre ; les engagements pris par la France ; les chances de guerre et de paix. À aucun de ces points de vue, le maintien de l'État Tchécoslovaque tel qu'il existe actuellement, ne paraît avoir l'importance qu'on lui attribue.

\*



Au point de vue du droit, la Tchécoslovaquie a bien reçu des morceaux de territoire allemand, et il ne semble pas contestable que la population allemande y soit brimée à quelque degré. On peut discuter à quel degré. Il est difficile de faire de ces territoires disséminés une province séparée jouissant d'une pleine autonomie dans le cadre de l'État Tchécoslovaque ; en revanche, comme ils forment une frange aux confins de la frontière allemande et de l'ancienne frontière autrichienne, il semble facile à l'Allemagne nouvellement agrandie de les annexer purement et simplement pas une rectification de frontières.

On peut se demander si l'Allemagne veut s'emparer aussi de territoires tchèques. Il est vraisemblable que la rectification de frontières lui suffirait, surtout si une démarche simultanée de la France et de l'Angleterre se faisait à Berlin et à Prague, acceptant une telle rectification et interdisant toute entreprise plus ambitieuse. Car, tout d'abord, Hitler a toujours proclamé qu'il veut, en Europe, les territoires allemands et rien d'autre. De plus, les territoires de population allemande contiennent, d'une part, une bonne partie des ressources industrielles de la Tchécoslovaquie, d'autre part les massifs montagneux qui la défendent. L'annexion de ces territoires par l'Allemagne mettrait la Tchécoslovaquie à sa merci ; de sorte que l'Allemagne n'aurait nul besoin d'attenter à son indépendance pour réaliser, en ce qui la concerne, tous ses objectifs diplomatiques, économiques et militaires. Une espèce de protectorat répondrait bien mieux à la politique générale d'Hitler que l'annexion du territoire tchèque. Bien plus, il est probable qu'un simple changement d'orientation diplomatique, de la part de la Tchécoslovaquie, suffirait à éliminer tout problème de minorité. L'essentiel, pour Hitler, c'est que la Tchécoslovaquie devienne, démembrée ou non, un État satellite de l'Allemagne.

Quels seraient les inconvénients de cette situation ? On peut considérer que cette dépendance où serait jetée la Tchécoslovaquie à l'égard de l'Allemagne est quelque chose d'injuste. Sans doute ; mais le *statu quo*, d'autre part, est une injustice infligée aux Sudètes ; cela prouve simplement que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes rencontre un obstacle dans la nature des choses, du fait que les trois cartes physique, économique et ethnographique de l'Europe ne coïncident pas.

La Tchécoslovaquie peut fort bien, soit parce qu'affaiblie par l'ablation de ses territoires allemands, soit pour éviter une telle ablation, devenir un satellite de l'Allemagne sans devoir sacrifier sa culture, sa langue ou ses caractéristiques nationales ; ce qui limite l'injustice. L'idéologie national-socialiste est purement raciste ; elle n'a d'universel que l'anticommunisme et l'antisémitisme. Les Tchèques peuvent interdire le parti communiste et exclure les juifs des fonctions quelque peu importantes, sans perdre quoi que ce soit de leur vie nationale. Bref, injustice pour injustice, puisqu'il doit y en avoir une de toutes manières, choisissons celle qui risque le moins d'amener une guerre.

Au reste, l'injustice devrait-elle être plus grande, n'y a-t-il pas une amère ironie à ce que la France revête son armure comme redresseur de torts ? En empêchant l'*Anschluss* pendant vingt ans, elle a attenté elle-même, de la manière la plus flagrante, au fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et Dieu sait qu'elle ne manque pas, en Afrique et en Asie, de peuples à émanciper sans risques de guerre, si les droits des peuples l'intéressent.

Il est vrai que la satisfaction des revendications de l'Allemagne en Tchécoslovaquie ferait tomber toute l'Europe centrale sous son influence. Ceci nous amène à un autre point de vue, celui du rapport des forces. Il n'est plus question de droit.

\*

Il est possible que la volonté d'Hitler soit tendue vers un but : établir une hégémonie allemande en Europe, par la guerre s'il le faut, sans guerre si possible. La France, par tradition, n'admet pas d'hégémonie en Europe, sinon la sienne propre quand elle peut l'établir. Aujourd'hui, entre la France victorieuse il y a vingt ans et l'Allemagne en pleine convalescence, si l'on peut dire, il existe un espèce d'équilibre instable. Faut-il tendre à maintenir cet équilibre ? À rétablir l'hégémonie française ?

Il est évident, si l'on y réfléchit, que le grand principe de « l'équilibre européen » est un principe de guerre. En vertu de ce principe, un pays se sent privé de sécurité, placé dans une situation intolérable, dès qu'il est le plus faible par rapport à un adversaire possible. Or, comme il n'existe pas de balance pour mesurer la force des États, un pays ou un bloc de pays n'a qu'un moyen de ne pas être le plus faible : c'est d'être le plus fort. Quand deux pays ou deux blocs ressentent chacun le besoin impérieux d'être le plus fort, on peut prédire la guerre sans risquer de se tromper.

S'il doit y avoir une hégémonie au centre de l'Europe, il est dans la nature des choses que ce soit une hégémonie allemande. La force est du côté de l'Allemagne. En 1918, elle n'a été vaincue que tout juste, et par une coalition formidable. Au reste, pourquoi une hégémonie allemande est-elle une éventualité pire qu'une hégémonie française ? L'Allemagne est « totalitaire », il est vrai. Mais les régimes politiques sont instables ; dans trente ans, de la France et de l'Allemagne, qui peut dire laquelle sera une dictature, laquelle une démocratie ? En ce moment, une hégémonie allemande serait étouffante. Mais pourrait-elle l'être plus, je ne dis même pas qu'une guerre, mais que la paix, avec la tension nerveuse, affolante, l'esprit d'état de siège, l'appauvrissement matériel et moral que nous y subissons de plus en plus ? En admettant que la France possède encore une culture, des traditions, un esprit qui lui soit propre, un idéal généreux, son rayonnement spirituel pourra être bien plus grand si elle abandonne l'Europe centrale à l'influence allemande que si elle s'obstine à lutter contre une évolution difficilement évitable. D'ailleurs, il est sans exemple que l'hégémonie n'affaiblisse pas en fin de compte le pays qui l'a obtenue. Seulement, jusqu'ici, l'acquisition de l'hégémonie, puis l'affaiblissement qui en résulte se sont toujours accomplis, sauf erreur, au moyen de guerres. Si le même processus pouvait, cette fois, avoir lieu sans guerre, ne serait-ce pas le vrai progrès ?

\*

On discute beaucoup des engagements de la France à l'égard de la Tchécoslovaquie. Mais un engagement même formel ne constitue pourtant

pas, en matière internationale, une raison suffisante d'agir. Les hommes d'État de tous les pays le savent, bien qu'ils le taisent. Quand ils ne le sauraient pas, peut-on admettre que toute une jeunesse meure pour un pacte qu'elle n'a pas ratifié ? Le pacte de la S.D.N. constitue un engagement formel ; il n'a pourtant jamais déterminé, autant dire, aucune action, et on l'a tacitement reconnu nul toutes les fois qu'on lui a ajouté des conventions particulières. Il y a un peu plus d'un quart de siècle, la France a violé sa signature quand elle s'est emparée du Maroc, risquant par là une guerre européenne ; elle pourrait bien, aujourd'hui, en faire autant pour éviter une guerre. Son prestige, il est vrai, serait alors ruiné auprès des petites nations ; et, depuis Talleyrand, la France a pour tradition de s'appuyer sur elles. Cette politique est une application de l'équilibre des forces en Europe ; la France essaie, au moyen des petits pays, de remédier à son infériorité propre ; en même temps, elle se donne une espèce d'auréole d'idéalisme, auréole bien imméritée, car quelles atroces misères n'a pas créés le morcellement de l'Europe centrale depuis vingt ans ! Quoi qu'il en soit, jamais politique n'a subi plus sanglant échec que celle-là, puisque c'est la « petite Serbie » qui a jeté l'Europe dans le massacre dont nous subissons les suites. Quand on y réfléchit, il ne semble pas qu'il y ait eu là accident, mais conséquence nécessaire. Les petits pays sont une tentation irrésistible pour la volonté de puissance, que celle-ci prenne pour forme la conquête ou, ce qui est préférable à tous les points de vue, la création de zones d'influence ; entre deux grandes nations, il est naturel qu'ils tombent sous la domination plus ou moins déguisée de la plus forte, et si l'autre tente de s'y opposer, le recours aux armes est presque inévitable.

\*

C'est là le centre même de la question. Les chances de paix seront-elles augmentées si la France et l'Angleterre - en les supposant d'accord - garantissent de nouveau solennellement l'intégrité de la Tchécoslovaquie, ou si elles se résignent, avec les formes convenables, à l'abandonner à son sort ? On dit que, dans le premier cas, Hitler reculerait. Peut-être. Mais c'est une chance terrible à courir. Il est emporté, dans son action, par un double dynamisme, le sien propre et celui qu'il a su communiquer à son peuple et qu'il doit maintenir à la température du fer incandescent pour garder son pouvoir. Il est vrai que jusqu'ici il ne s'est jamais exposé au risque d'une guerre ; mais jusqu'ici il n'en a jamais eu besoin. On ne peut nullement en conclure qu'il soit résolu à toujours éviter ce risque. Ce serait folie de sa part, dit-on, de risquer la guerre générale pour attaquer la Tchécoslovaquie ; oui, mais folie toute aussi grande de la part de l'Angleterre et de la France de courir le même risque pour la défendre. Si elles se résolvent à ce risque, pourquoi pas lui ? Il apparaît de plus en plus nettement qu'une attitude ferme sur la question tchécoslovaque, même jointe à des propositions de négociation générale, ne détendrait par l'Europe actuellement. Matériellement, des négociations, des compromis, des arrangements économiques seraient fort avantageux pour l'Allemagne, même nécessaires ; mais moralement - et les considérations morales priment de beaucoup, pour une pareille dictature - moralement, ce qu'il faut à Hitler, ce n'est rien de tout cela, ce sont des affirmations périodiques et brutales de l'existence et de la force de son pays. Il

n'est pas vraisemblable qu'on puisse l'arrêter sur cette voie autrement que par les armes.

S'il ne s'agissait que de le faire reculer par un bluff, qui ne le désirerait ? Mais s'il doit s'agir, comme il est au moins possible, d'une action effective par les armes, je me demande combien on trouverait de jeunes hommes mobilisables, de pères, de mères, de femmes de mobilisables, pour estimer raisonnable et juste que le sang français coule à propos de la Tchécoslovaquie. Il y en aurait peu, je crois, si toutefois il y en a. Une guerre provoquée par des événements d'Europe centrale serait une vérification nouvelle des paroles amères, mais fortes de Mussolini dans sa préface à Machiavel : « Même dans les pays où « les mécanismes (de la démocratie) datent d'une tradition séculaire, il vient des heures solennelles « où on ne demande plus rien au peuple parce qu'on sait que la réponse serait funeste. On lui enlève « la couronne de carton de la souveraineté, bonne pour les temps normaux, et on lui ordonne « purement et simplement d'accepter une révolution, ou une paix, ou de marcher vers l'inconnu « d'une guerre. Au peuple, il ne reste qu'un monosyllabe pour consentir et obéir. Nous voyons que « la souveraineté généreusement accordée au peuple lui est retirée dans les moments où il pourrait « en sentir le besoin... Imagine-t-on une guerre proclamée par référendum ? Le référendum est une « très bonne chose quand il s'agit de choisir l'endroit le plus convenable pour y placer la fontaine du village, mais quand les intérêts suprêmes d'un peuple sont en jeu, même les gouvernements ultra démocratiques se gardent bien de les remettre au jugement du peuple lui-même... »

Pour en revenir à la Tchécoslovaquie, il n'y a que deux partis clairs et défendables : ou la France et l'Angleterre se déclarent décidées à la guerre pour en maintenir l'intégrité, ou elles acceptent publiquement une transformation de l'État Tchécoslovaque propre à satisfaire les principales visées allemandes. En dehors de ces deux partis, il ne peut y avoir que des humiliations terribles, ou la guerre, ou probablement les deux. Que le second soit infiniment préférable, c'est ce qui est à mes yeux évident. Toute une partie de l'opinion anglaise est prête accueillir une telle solution et pas seulement à droite.

*(Feuilles libres, 4<sup>e</sup> année, n° 58, 25 mai 1938.)*

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 10

---

## Réflexions sur la conférence de Bouché (1938)

[Retour à la table des matières](#)

Je me place, pour commenter en moi-même la conférence de Bouché, sur le terrain qu'il a choisi, c'est-à-dire en prenant pour point de départ, par hypothèse, l'idée d'une défense nationale armée. À l'heure présente, la non-violence est tout à fait défendable comme attitude individuelle, mais n'est pas concevable comme politique d'un gouvernement.

Le système actuel de défense nationale comporte, comme Bouché l'a montré admirablement, des malheurs prochains effrayants, des risques presque illimités, à peu près aucun espoir. Donc tout système moins lourd, comportant moins de risque et plus d'espoir, doit être préféré. On ne peut pas demander que tout projet d'un système nouveau élimine, pour la France, la possibilité de perdre son indépendance nationale ; car le système actuel, si loin qu'on le pousse, ne l'élimine pas, puisqu'une défaite écrasante est toujours possible, sinon même probable.

La France, en Europe, n'est pas, et de loin, la plus forte. Elle doit donc renoncer à imprimer à l'Europe un avenir, même prochain, conforme à ses vues ou à ses traditions. Le problème de la défense nationale doit être pour elle celui d'une défense de son territoire contre une invasion, non celui d'une défense du système de traités et de pactes établi par elle au temps où elle pouvait se croire la plus forte.

La défense contre l'invasion apparaît, à la réflexion, comme plus diplomatique que militaire. À l'exception des expéditions coloniales, les guerres de ces derniers siècles n'ont jamais eu, sauf erreur, comme objet ou occasion immédiate, bien qu'elles aient eu parfois pour résultat l'annexion par un pays d'un territoire étranger. Elles ont toujours été provoquées par des conflits ayant pour objet la conservation ou la conquête d'une certaine position diplomatique. Une diplomatie raisonnable et modérée peut éviter à la France d'être prise en un pareil conflit.

Une telle diplomatie doit pourtant être couverte par un système militaire qui évite qu'une invasion de la France apparaisse, aux yeux des Français et aux yeux de l'étranger, comme assimilable à une expédition coloniale. Mais ce système n'étant plus que l'auxiliaire d'une diplomatie destinée à sauvegarder la paix pour la France, le problème à résoudre ne doit pas être : comment assurer en cas d'invasion la défaite de l'ennemi, mais doit être : comment rendre une invasion éventuelle assez difficile pour que l'idée d'une telle invasion ne constitue pas une tentation aux yeux des États voisins.

Si ce problème était résolu, la sécurité ne serait pas de ce fait absolue ; mais elle serait plus grande que dans notre système, quand même nous aurions deux fois plus d'avions et de tanks.

Cette formule nouvelle du problème de la sécurité impliquerait une transformation complète de la méthode militaire, qui devrait dès lors, au point de vue technique, constituer une sorte de compromis entre la méthode de la guerre et celle de l'insurrection. Bouché préconise, comme procédé de défense passive contre avions, la décentralisation ; il me semble qu'on pourrait élargir cette idée, l'étendre à toute la conception de la défense du territoire. Décentralisation de la vie politique, économique et sociale en France, dispersion des agglomérations, union de la vie urbaine et de la vie rurale ; mais aussi décentralisation d'une résistance armée éventuelle, dont on devra toujours considérer que dans le cours naturel des choses elle ne doit pas avoir à se produire. Une certaine décentralisation étant supposée, la technique moderne rend, il me semble, possible, notamment par la rapidité des communications, une certaine forme de résistance qui tiendrait plus de la guérilla que de la guerre. Ne pas constituer de fronts, ne pas assiéger de villes ; harceler l'ennemi, entraver ses communications, l'attaquer toujours là où il ne s'y attend pas, le démoraliser et stimuler la résistance par une série d'actions infimes, mais victorieuses. Si les républicains espagnols avaient appliqué pareille méthode, surtout au début - ils ne l'ont jamais tenté - ils ne seraient peut-être pas dans la situation déplorable où nous les voyons. Mais, encore une fois, le véritable but d'un pareil système ne devrait pas être de forcer l'ennemi, une fois entré sur notre territoire, à en sortir ; il devrait être de donner à réfléchir à ceux que l'idée d'entrer en armes chez nous pourrait tenter.

Une semblable conception de la défense suppose un véritable esprit public, une vive conscience, chez tous les Français, des bienfaits de la liberté. Nous n'en sommes pas là. Présentement les dictatures, russe, italienne ou allemande, exercent un grand prestige sur une partie non négligeable de la population, à commencer par les ouvriers et les intellectuels, soutiens traditionnels de la démocratie ; les paysans n'ont jamais encore trouvé le moyen de faire entendre leur voix dans le pays ; quant à la bourgeoisie urbaine grande et petite, absorbée par des intérêts mesquins ou livrée au fanatisme, on ne peut guère compter sur elle pour aucune forme d'enthousiasme civique. L'esprit idéaliste et généreux qu'on attribue par tradition à la France peut-il encore ressusciter ? Il est permis d'en douter. Mais dans le cas contraire, si la liberté doit périr lentement dans les âmes avant même d'être politiquement anéantie, la défense nationale perd tout objet réel ; car ce n'est pas un mot ou une tache sur la carte dont la défense peut valoir des sacrifices, mais un certain esprit lié à un milieu humain déterminé. Faute d'un tel esprit la France risque, et nous en voyons déjà des signes, d'être sans invasion la proie de l'étranger.

Tout cela ne concerne que la France. Dès qu'on considère l'Empire français, le problème se transforme totalement. Bouché n'a guère fait que toucher cet aspect de la question, sans doute faute de temps. Il semble évident que l'Empire français dans sa forme actuelle exige que la France conserve et développe un armement offensif, et que le système militaire actuel se maintienne ; les colons français sont de très loin trop peu nombreux pour la défensive, et les indigènes y seraient à juste titre peu disposés. Il semble non moins évident, étant donné le rapport des forces, que si la forme actuelle de l'Empire français est maintenue, la France est à peu près vouée à perdre un jour ou l'autre ses colonies, en partie ou en totalité, avec ou sans guerre mondiale. Il serait infiniment préférable que ce fût sans guerre ; mais même sans guerre une pareille éventualité n'est désirable à aucun point de vue.

L'application de la méthode défensive préconisée par Bouché exige, comme condition essentielle et première, que l'Empire français évolue très rapidement dans le sens où a évolué l'Empire anglais, c'est-à-dire que la plupart de nos colonies aient très vite une indépendance considérable, suffisante pour les satisfaire. Une pareille transformation doit être préparée d'assez longue main pour s'accomplir sans heurts ; la France, dans son aveuglement, ne l'ayant pas préparée, elle ne s'accomplira pas sans heurts. Mais il y a nécessité urgente. Les colonies françaises constitueront des proies tentantes et une cause perpétuelle de risques immédiats dans le monde aussi longtemps qu'il n'y aura pas pour les indigènes aussi une défense nationale, ce qui suppose une nation.

En somme, la conception de la défense nationale présentée par Bouché suppose la liberté ; elle ne convient qu'à des citoyens. Non seulement elle exige que les citoyens français aient l'esprit et possèdent les droits effectifs du citoyen ; mais surtout elle ne peut être qu'une chimère aussi longtemps que l'ensemble des territoires placés sous l'autorité de l'État français contiendra beaucoup moins de citoyens que d'esclaves. De sorte qu'on a présentement le choix : faire de ces esclaves des citoyens, ou devenir nous-mêmes des esclaves.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 11

---

## Lettre à G. Bergery (1938)

[Retour à la table des matières](#)

Cher camarade Bergery,

J'ai été heureuse de voir dans *La Flèche* la question tchécoslovaque nettement posée par vous. Excusez-moi d'y revenir encore : ce sujet est trop important et angoissant pour ne pas sans cesse occuper l'esprit. Je remarque d'abord que des deux conditions que vous posez pour le soutien de la Tchécoslovaquie, l'une au moins peut très probablement être considérée comme absente, à savoir la cohésion du pays à défendre. Mais quelle que soit l'importance pratique et immédiate de ce point, il laisse subsister un problème bien plus large, puisque votre article ramène la question de la Tchécoslovaquie à celle de l'emprise de l'Allemagne sur l'Europe centrale et son hégémonie en Europe. À mon avis, cette dernière question mériterait d'être traitée directement et dans toute son ampleur. Depuis trois quarts de siècle, et plus que jamais à l'instant présent, elle est essentielle ; elle commande toute la politique extérieure et intérieure.



Votre pensée est que l'hégémonie de l'Allemagne en Europe, avant comme corollaire la faiblesse de la France, donnerait à la première la tentation d'une entreprise armée sur la seconde. Personne ne peut effectivement écarter une telle crainte ; personne ne peut la prendre à la légère. Pourtant une attitude ferme de la France, si habile soit-elle, peut, elle aussi, aboutir à la guerre, et la guerre à la défaite, à l'invasion, et à leurs conséquences extrêmes. On peut donc considérer que l'une et l'autre position peuvent, dans la pire éventualité, amener un résultat final équivalent (avec pourtant, il me semble, un cortège de massacres et de désastres, dans l'Europe et le monde, moindre dans le premier cas). Il s'agit de savoir si la pire éventualité est plus probable avec la première position qu'avec la seconde. Il s'agit de savoir aussi laquelle des deux positions amènerait, dans la meilleure éventualité, un résultat préférable.

Examinons d'abord le second point. Que peut-on concevoir de plus heureux comme résultat d'une politique fondée sur la préservation de l'équilibre européen ? Que la France, unie à l'Angleterre, arrête l'Allemagne dans son élan vers l'hégémonie, sans que celle-ci ose recourir à la guerre. Le dynamisme étant l'essence même du système politique allemand - ce qu'il ne faut jamais oublier - la France, pour tenir en respect la volonté d'expansion de l'Allemagne, doit rester forte, vigilante, tendue tout entière vers l'extérieur, constamment chargée pour la guerre, comme disait Péguy, en alerte perpétuelle. L'union avec l'Angleterre doit être étroite et continuelle, ce qui, soit dit en passant, n'est pas propre à faciliter la lutte contre les trusts, tant que la City sera ce qu'elle est. Le budget de guerre doit être maintenu, accru, doublé. Inutile d'insister sur la misère matérielle et morale qui en résultera, la tension des nerfs, l'enrégimentement des esprits, l'extinction des libertés, l'angoisse individuelle et collective. Une telle situation devrait durer aussi longtemps que la menace allemande ; or il faudrait savoir si moralement, politiquement, économiquement, elle peut durer. Rien qu'économiquement, elle peut durer. Rien qu'économiquement et techniquement, la France peut-elle supporter longtemps - peut-elle supporter aussi longtemps que l'Allemagne - un effort d'armement qu'il faut sans cesse renouveler, quand même elle y sacrifierait tout ce qui lui reste de liberté et de démocratie ? Si elle ne le peut pas, pourquoi s'engager dans une politique susceptible seulement de retarder une échéance qui serait celle ou de la guerre, ou de l'abdication ?

Si même elle le peut, qu'est-il permis d'espérer ? Un changement de régime en Allemagne ? Certes, une sérieuse défaite de prestige suffirait à faire tomber le régime. Mais cela, sans aucun doute, Hitler aussi le sait, et il préférerait à une telle défaite la guerre engagée dans les pires conditions. Le simple usage de la menace pour ralentir, détourner, même arrêter son élan n'est pas propre à le faire tomber ; l'état d'alerte ainsi établi des deux côtés du Rhin amènerait plutôt la France à un national-socialisme français.

Nous tenons toujours, il est vrai, en réserve, le grand, le beau projet de pacification européenne par une négociation générale inspirée d'un esprit de justice. Certes ce projet contenait la seule voie de salut ; mais je crains qu'à force de le tenir en réserve il ne soit mort. Avant Hitler, la France aurait pu l'appliquer avec une facilité dérisoire ; elle s'en est bien gardée ; cela se paie, et nous le payons. En mai ou juin 1936, Blum, profitant d'un grand mouvement de masse, du vent d'aventure qui soufflait sur la France, du pouvoir très

étendu que lui laissaient les circonstances pendant quelques semaines, pouvait rompre solennellement avec la politique extérieure de la France depuis 1918, et faire le geste « spectaculaire » que vous avez toujours réclamé ; il n'en a rien fait, et c'est là le secret de sa faillite. À présent, je crois qu'il est trop tard, si dur, si amer qu'il puisse être de parler ainsi. Au point de vue intérieur, d'abord, parce qu'après le grand élan de 1936 et son enlèvement progressif, je ne crois pas qu'on ait d'ici assez longtemps un vaste mouvement populaire qui permette une coupure éclatante et solennelle dans la politique française. Et surtout Hitler a dit et répété à plusieurs reprises depuis un an ou deux que ce qu'il réclame, il veut le prendre ou l'obtenir sans contrepartie, sans conditions, sans marchandages, sans compromis. Ce qu'il dit ainsi, en général il le fait, et je crois qu'en l'occurrence il le peut, matériellement, politiquement et moralement. Matériellement, je pense qu'il a dès maintenant suffisamment modifié le rapport des forces en sa faveur pour pouvoir espérer obtenir ce qu'il veut au moment opportun sans contrepartie. Politiquement, au point de vue intérieur qui prime toujours pour les dictatures, il considère sans doute ce procédé comme plus dynamique, plus frappant pour l'imagination populaire, plus enivrant pour un peuple qui si longtemps a été humilié sans défense et a demandé sans obtenir. Moralement, si justes, si généreuses que puissent être les propositions de la France, la position d'Hitler sera encore la meilleure. Car il peut toujours dire : aussi longtemps que nous n'avons invoqué que la justice, on nous a maintenus écrasés sous le fardeau d'un traité oppressif ; à présent que nous sommes assez forts pour prendre ce à quoi nous avons droit, on nous offre des négociations qu'on nous avait toujours refusées ; mais nous n'en avons plus besoin et nous n'en voulons pas. Il me semble clair que la logique de son mouvement l'amène nécessairement à une telle attitude.

Dans une opposition de la France à l'hégémonie allemande, je ne vois pas d'autre avenir que le cercle vicieux inclus dans la notion même de l'équilibre européen. Si aucun des deux peuples ne peut, sans sacrifier sa sécurité, permettre l'hégémonie de l'autre en Europe, il n'a pas d'autre moyen sûr de l'en empêcher que d'exercer une certaine hégémonie lui-même, ce qui oblige l'autre à s'efforcer de la lui prendre, et ainsi de suite. Il y a une contradiction interne dans l'idée de sécurité ; car sur le plan de la force, qui est celui sur lequel la question de la sécurité se pose, il n'y a d'autre sécurité que d'être un peu plus fort que le peuple d'en face, qui, lui, en est alors privé ; ainsi subordonner l'organisation de la paix à une sécurité générale, comme la France l'a fait si longtemps, c'est proclamer la paix impossible. Si même le cercle vicieux enfermé dans la doctrine de l'équilibre européen n'entraîne pas nécessairement la guerre, il entraîne en tout cas la militarisation toujours croissante de la vie civile. La France sera-t-elle moins asservie à l'Allemagne si l'asservissement prend la forme de l'état de siège prolongé à perte de vue que s'il prend la forme de subordination politique ?

Si, à présent, nous supposons que la France laisse l'Allemagne établir son hégémonie en Europe centrale, et sans doute par suite en Europe, que peut-on espérer dans le meilleur des cas ? Rien, non plus, de bien séduisant. Tout ce qu'on peut espérer, c'est que la France une fois repliée derrière ses frontières, ayant réduit son système militaire à quelque chose de plus modeste et d'essentiellement défensif, n'opposant plus d'obstacle aux visées diplomatiques de l'Allemagne, forcée d'être pour le moins très conciliante sur le terrain économique, l'Allemagne ne se donnerait pas la peine de l'envahir. Une telle

possibilité n'est certainement pas à exclure. Il est possible aussi qu'en pareil cas la France accomplirait à l'intérieur de ses frontières, à condition qu'elle s'en donne la peine, un effort de culture, de civilisation, de rénovation sociale, sans que l'Allemagne y fasse obstacle. Sans doute la supériorité des forces allemandes amènerait-elle la France à adopter certaines exclusives, surtout contre les communistes, contre les juifs : cela est, à mes yeux et probablement aux yeux de la plupart des Français, à peu près indifférent en soi. On peut fort bien concevoir que rien d'essentiel ne serait touché, et que tout ce qui, dans notre pays, est encore soucieux de bien public, pourrait enfin s'occuper un peu d'une manière effective des logements, des écoles, de la conciliation nécessaire des entre les nécessités de la production et la dignité des travailleurs, de diffuser largement parmi le peuple les merveilles de l'art, de la science et de la pensée, et autres tâches paisibles.

Si on compare ces deux hypothèses, qui représentent, encore une fois, la meilleure éventualité par rapport à deux politiques, la seconde, quelque résignation qu'elle implique pour une nation jadis de premier plan, me paraît très clairement et de très loin préférable. Elle comporte un avenir précaire, mais un avenir ; la première n'en comporte aucun, elle ne comporte que la continuation indéfinie et sans doute l'aggravation d'un présent à peine tolérable.

Il faut se demander aussi quelles sont les probabilités respectives de la meilleure et de la pire éventualité pour l'une et l'autre politique. L'Allemagne résisterait-elle à la tentation d'englober une France relativement faible dans son système totalitaire, soit par occupation militaire, soit par une espèce de vassalité politique et économique très rigoureuse ? Peut-être oui, peut-être non. Cela dépendra non seulement du rapport des forces, mais de ce que la France possédera encore de vivant en fait de ressources morales et spirituelles ; cela dépendra aussi de la durée du dynamisme allemand. Des élans de cette espèce, s'ils sont brisés par la défaite, finissent aussi par s'affaiblir à force de succès. Un tel affaiblissement peut, même une fois la France réduite pour un temps à l'état de vassale, faire évoluer le régime politique allemand d'une manière qui changerait tout à fait le problème de l'hégémonie allemande en Europe. N'oublions pas que les régimes politiques sont instables ; il n'est pas sage d'en faire des données essentielles dans l'orientation de la politique extérieure qui détermine l'avenir à longue échéance.

Dois-je dire toute ma pensée ? Une guerre en Europe serait un malheur certain, dans tous les cas, pour tous, à tous les points de vue. Une hégémonie de l'Allemagne en Europe, si amère qu'en soit la perspective, peut en fin de compte n'être pas un malheur pour l'Europe. Si on tient compte que le national-socialisme, sous sa forme actuelle d'extrême tension, n'est peut-être pas durable, on peut concevoir à une semblable hégémonie, dans le cours prochain de l'histoire, plusieurs conséquences possibles qui ne sont pas toutes funestes.

Au reste, si la France veut arrêter l'accroissement continu de la puissance allemande, le peut-elle ? N'est-il pas dans la nature des choses que l'Europe centrale tombe sous la domination de l'Allemagne ? Le maintien du *statu quo* en Tchécoslovaquie est inconcevable ; il n'est défendable ni en fait ni en droit. Or comme le territoire peuplé par les Sudètes renferme les défenses naturelles en même temps qu'une partie importante des ressources industrielles de la

Tchécoslovaquie, je ne conçois aucune réforme même intérieure qui ne mette pas celle-ci, pratiquement, à genoux devant l'Allemagne. Une telle réforme pouvait à la rigueur être conçue en 1930, non pas maintenant, étant donné les rancœurs qui animent les Sudètes, la puissance de l'Allemagne, militaire et économique - puisque avec la complicité de la Hongrie et de la Pologne elle encerclerait complètement la Tchécoslovaquie - l'intelligence politique indéniabla de Hitler. Seule peut varier, je crois, selon les circonstances, la forme plus ou moins brutale, le rythme plus ou moins rapide qui sera imprimé à cette opération.

Si même la France et l'Angleterre pouvaient opposer un barrage efficace à la coulée de l'Allemagne vers l'Europe centrale, on ne peut pas affirmer qu'Hitler hésiterait à faire la guerre pour rompre le barrage. Le contraire me paraît probable. Peut-être Hitler préférerait-il ne faire la guerre en aucun cas, même s'il arrive à posséder les ressources nécessaires à une guerre longue ; mais il veut certainement posséder ces ressources, pour avoir la possibilité de parler à l'Europe sur le ton qu'il lui faut arriver à prendre afin de continuer à parler en maître aux Allemands. Pour autant qu'on puisse conjecturer en pareille matière, je pense qu'au besoin, pour acquérir ces ressources, et s'il n'avait pas d'autre possibilité, il risquerait la guerre. Les moyens de la guerre ne constituent-ils pas, aujourd'hui, le véritable but de guerre ?

Dans une pareille guerre, la France, appuyée par l'Angleterre seule - car quant à la Russie, mieux vaut ne pas en parler - aurait bien des chances d'être vaincue, et ne pourrait être victorieuse qu'en s'épuisant, en se détruisant plus que ne pourrait le faire un ennemi victorieux. Et quelle serait ensuite la situation de l'Europe devant les autres continents ?

Qu'est-ce qui constituerait pour l'Allemagne une tentation de guerre plus grande, la faiblesse relative de la France, ou le barrage opposé par une France encore assez forte à ses ambitions d'hégémonie ? Il est bien difficile de le dire. Peut-être peut-on considérer les chances comme à peu près égales, ou que, s'il y a une différence, elle est en faveur de la politique de repli derrière nos frontières. S'il est vrai que c'est aussi cette politique qui, en cas de succès relatif, présente l'issue la plus favorable, j'en conclus qu'elle est la meilleure, étant bien entendu que la France devrait profiter de la position qu'elle occupe encore pour tenter une fois sérieusement, même avec peu d'espoir, le grand règlement européen.

Le plus grand obstacle à cette politique de repli, c'est que la France est un empire. Mais c'est là un empêchement déshonorant, car il ne s'agit plus pour elle de conserver son indépendance, mais la dépendance où elle tient des millions d'hommes. Si la France veut adopter cette politique sans se voir purement et simplement ravir son empire colonial, cette politique devra s'accompagner d'une évolution rapide de ses colonies vers une autonomie assez large, avec des modalités diverses. Pour moi, ce serait là un motif suffisant, si je n'en avais pas d'autre, d'aspirer à un tel changement d'orientation ; car, je l'avoue, selon mon sentiment, il y aurait moins de honte pour la France même à perdre une partie de son indépendance qu'à continuer à fouler aux pieds les Arabes, les Indochinois et autres.

Je crois aussi que l'atmosphère morale se trouverait éclaircie par la disparition de tous les mensonges, de toute la démagogie, de toute l'hypocrisie liée à l'effort que fait la France depuis vingt ans pour jouer un rôle disproportionné à ses forces. Bref, cette politique, si précaire soit-elle et si pénible à certains égards, est la seule à mes yeux qui comporte des possibilités, même faibles, de progrès humain et de tentatives neuves. Et je crois urgent, si on doit l'adopter, qu'on s'y détermine au plus tôt.

C'est pourquoi je déplore qu'elle n'ait pas derrière elle un homme comme vous, sympathique à tous ceux qui aiment l'indépendance, l'intelligence et l'honnêteté, et qui, n'ayant pas été compromis dans les fautes ou les crimes du passé, peut un jour avoir une grande autorité auprès d'une large partie de la population, plutôt qu'un Flandin en qui personne ne peut avoir confiance à aucun point de vue.

J'ai sans doute retenu trop longtemps votre attention. Mais ayant commencé d'aborder un pareil problème, il m'a paru préférable de l'examiner tout de suite sous tous les aspects que je lui vois. J'espère qu'un numéro prochain de *la Flèche* apportera à vos lecteurs l'expression motivée de votre pensée sur ce sujet. Ils l'attendent certainement ; car, au milieu des politiciens et de tous ceux qui s'expriment simplement en tant que citoyens, il n'y a que vous, somme toute, qui, bien qu'actuellement sans responsabilités gouvernementales, parliez en homme d'État.

Bien cordialement

S. WEIL.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 12

---

## Désarroi de notre temps

(1938 ?)

[Retour à la table des matières](#)

Notre époque n'est pas la première dans l'histoire où le sentiment dominant soit le désarroi, l'anxiété, l'attente d'on ne sait quoi, et où les hommes se croient le douloureux privilège d'être une génération promise à un destin exceptionnel. Comme l'histoire est passée, qu'elle ne se trouve plus que sur le papier, on a facilement l'illusion que toutes les périodes antérieures ont été paisibles à côté de celle qu'on est en train de vivre ; tout comme les adolescents de vingt ans se croient toujours les premiers qui aient jamais éprouvé les inquiétudes de la jeunesse. Cependant on peut dire, sans crainte d'exagérer, que l'humanité dans notre petit coin d'Europe qui depuis si longtemps domine le monde, traverse une crise profonde et grave. Les grandes espérances héritées des trois siècles précédents, et surtout du dernier, espoir d'une diffusion progressive des lumières, espoir d'un bien-être général, espoir de démocratie, espoir de paix, sont en train de s'effriter à une cadence rapide. Ce ne serait pas là chose tellement grave s'il s'agissait simplement d'une désillusion atteignant certains cercles intellectuels, ou certains milieux particulièrement préoccupés de problèmes politiques et sociaux. Mais nous sommes placés dans des conditions de vie telles que le désarroi touche et corrompt tous les aspects de la vie des hommes, toutes les sources d'activité, d'espérance et de bonheur. La

vie privée, dans son cours quotidien, se détache de moins en moins de la vie publique, et cela dans tous les milieux. Il y a déjà eu des moments de l'histoire où de grands élans collectifs ont passagèrement réduit la vie privée à peu de chose ; mais aujourd'hui, ce sont les conditions durables de notre existence qui nous empêchent de trouver dans la vie quotidienne des ressources morales indépendantes de la situation politique et sociale.

Le sentiment de la sécurité est profondément atteint. Ce n'est pas absolument un mal, d'ailleurs ; il ne peut y avoir de sécurité pour l'homme sur cette terre, et le sentiment de la sécurité, au-delà d'un certain degré, est une illusion dangereuse qui fausse tout, qui rend les esprits étroits, bornés, superficiels, sottement satisfaits ; on l'a assez vu pendant la période dite de prospérité, et on le voit encore dans quelques catégories sociales, de plus en plus rares, qui se croient à l'abri. Mais l'absence totale de sécurité, surtout quand les catastrophes à craindre sont sans commune mesure avec les ressources que pourraient procurer l'intelligence, l'activité, le courage, n'est pas non plus favorable à la santé de l'âme. On a vu une crise économique ôter dans plusieurs grands pays à toute une jeune génération toute espérance de pouvoir jamais entrer dans les cadres de la société, gagner de quoi vivre, nourrir une famille. On a bien des chances de voir dans quelque temps une nouvelle jeunesse dans la même impasse. On a vu, on voit les conditions actuelles de la production faire commencer la vieillesse, et une vieillesse sans soutien, à l'âge de quarante ans pour certaines catégories sociales. La crainte de la guerre, d'une guerre qui ne laisserait plus rien intact, a cessé d'être un sujet de conférences ou de brochures pour se changer en une préoccupation générale, et qui devient de plus en plus quotidienne à mesure que la vie civile se subordonne partout à la préparation militaire. Les moyens modernes de diffusion, presse, radio, cinéma, sont assez puissants aujourd'hui pour secouer les nerfs de tout un peuple. Certes la vie se défend toujours, protégée par l'instinct, par une certaine couche d'inconscience ; pourtant la crainte des grandes catastrophes collectives, attendues aussi passivement que des raz de marée ou des tremblements de terre, imprègne de plus en plus le sentiment que chacun peut avoir de son avenir personnel.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 13

---

## Fragment (1939 ?)

[Retour à la table des matières](#)

Ces derniers mois ont vu s'esquisser en France une transformation profonde des pensées, dont on ne peut encore prévoir les conséquences, mais qui est par elle-même bien digne qu'on s'y arrête. Des hommes, il y a peu de temps encore démocrates, socialistes, syndicalistes, les uns connus et pourvus d'autorité, d'autres obscurs et sans pouvoir, témoignent plus ou moins clairement qu'ils ne sont pas loin de souhaiter pour la France une dictature totalitaire semblable à celle qui permet à l'Allemagne de triompher en Europe. Peut-être certains font-ils plus que souhaiter, peut-être pensent-ils déjà à préparer. Et si la Russie était une plus forte alliée, on verrait sans doute symétriquement tous ceux qu'on nomme bourgeois passer à son égard de l'horreur à l'amour, comme on sait qu'un certain nombre a fait. L'Italie, elle, a tout d'un coup perdu l'estime de ceux qui naguère en louaient le régime presque jusqu'à l'adoration. Croirait-on qu'il y a à peu près deux ans, on pouvait à peine imaginer une guerre où la France ne se séparât pas en deux camps qui auraient l'un et l'autre oublié leur pays pour leur doctrine ? Les passions qui portaient les uns vers la Russie et l'Espagne républicaine, les autres vers l'Italie et même l'Allemagne, étaient si vives qu'on pouvait croire qu'elles effaceraient, dans un pays mobilisé, le souci de défendre le territoire.



Que de changements en deux ans ! Aujourd'hui il n'y a presque plus, dans les esprits, que la Nation. Ceux qui s'attachent à d'autres pensées, c'est qu'ils se font violence ; et encore s'y attachent-ils moins fermement qu'ils ne le croient.

C'est ainsi que, chez ceux qui ne résistent pas à eux-mêmes, la pensée de maintenir et d'accroître les loisirs, le bien-être et la liberté du peuple aux dépens des privilèges, ou la pensée de conserver les privilèges et l'orgueil qu'y puisent les privilégiés, tout cela disparaît devant le désir d'agrandir la Nation. Non pas, certes, qu'il y ait le moindre élan civique. On continue, bien entendu, tout comme naguère, à puiser dans les affaires d'aviation, au préjudice de l'État, qui ses millions, qui, modestement, ses centaines ou dizaines de milliers de francs. Mais ce n'est pas là une pensée, c'est une pratique. De même les ouvriers de l'aviation, à leur niveau par force bien plus bas, ne souhaitent pas, quelque haine qu'ils aient pour la politique de Munich, travailler soixante heures par semaine ni pour de maigres salaires. Ce ne sont pas les intérêts qu'on sacrifie à la Nation ; il est rare qu'on sacrifie des intérêts sans y être aidé par quelque contrainte. Ce qu'on sacrifie, ce sont les pensées au nom desquelles on défendait ses intérêts et qui les ennoblissaient en leur donnant une portée universelle. Ce sacrifice entraîne d'ailleurs par la suite celui des intérêts, car il entraîne la soumission à la contrainte qui les anéantira.

Ceux qui approuvent la politique de Munich ont coutume de se moquer quand leurs adversaires parlent d'humiliation. En quoi ils se trompent. Il y a eu, en France, en septembre, une humiliation générale ; qu'est-ce qui peut mieux en témoigner que l'espèce de sommeil léthargique où, depuis lors, nous sommes tous plongés, fruit ordinaire d'une humiliation récente ? Ce qu'on a raison de nier, c'est qu'il s'agisse d'une humiliation nationale. Nous avons été humiliés bien plus profondément que dans notre attachement au prestige national ; nous avons subi chacun au centre de nous-mêmes ce qui est, à vrai dire, l'essence de n'importe quelle humiliation, l'abaissement de la pensée devant la puissance du fait. Se chercher soi-même tel qu'on était hier encore et ne pouvoir se retrouver, non pas parce qu'on s'est renouvelé par quelque effort de pensée ou d'action, mais parce qu'entre hier et aujourd'hui il s'est produit, au-dehors, sans qu'on l'ait voulu, un fait, voilà ce que c'est que d'être humilié. Quand il s'agit d'un fait qui tient uniquement aux mouvements de la matière inerte, inondation, tremblement de terre, maladie, on trouve en soi-même des ressources pour se relever. Quand il s'agit d'un fait humain, on ne peut se consoler. On éprouve que les hommes ont le pouvoir, s'ils le veulent, d'arracher nos pensées aux objets auxquels nous les appliquions, et de les amener, non pas quelques-unes, mais toutes, non pas par intervalles, mais continuellement, à quelque obsession que nous n'avons pas choisie. La puissance du fait est telle ; elle n'est pas moindre. Elle se soumet toutes nos pensées, et quand elle n'en change pas le soutenu, elle en change la couleur.

Que nous est-il donc arrivé en septembre ? C'est fort simple ; il nous est arrivé que la guerre nous est apparue comme un fait, bien qu'elle ne se soit pas produite. Et du même coup la paix, bien qu'elle ait subsisté, a cessé de sembler un fait. Pendant ces quelques semaines, les uns prévoyaient un événement, les autres un autre, et chez le même homme les prévisions variaient plusieurs fois par jour ; mais je ne crois pas qu'il y ait personne qui n'ait senti à quelque moment la présence de la guerre. Et maintenant la paix, bien qu'elle soit

encore là et peut-être, si le sort le veut, doive se prolonger longtemps encore, nous est à peine présente. Ainsi, quoique nous parlions encore de guerre et de paix comme autrefois, et que certains s'appliquent à en dire les mêmes paroles qu'autrefois, ce n'est plus la même guerre ni la même paix. La guerre que nous pensions autrefois, et que nous pensions comme une chimère absurde, même quand nous la disions inévitable, ressemblait plus à la paix que ce que nous pensons quand nous parlons de paix, aujourd'hui que nous avons frôlé la guerre. Quoi d'étonnant si le mot de Nation, si longtemps relégué dans les froideurs du vocabulaire officiel, renferme aujourd'hui une richesse inépuisable d'arguments sans réplique, et si le nom de la France revient sans cesse sous la plume et sur les lèvres ? Un pays devient nation quand il prend les armes contre un autre ou s'apprête à les prendre. Quoi d'étonnant si nous penchons à n'imaginer l'avenir de notre pays que sous l'aspect d'un camp retranché, sans loisirs ni libertés, pourvu de peines de mort et de torture pour châtier les déserteurs ? Chacun de nous, soit avant 1914, soit depuis, a lu dans les livres d'histoire ou dans les vieilles chroniques des récits affreux que nous savions authentiques, mais que nous ne pouvions pourtant prendre pour autre chose que des contes. Nous avons tort, sans doute, puisque ces horreurs avaient été. Aujourd'hui nous penchons, sans y atteindre encore, vers un état où le respect de la vie et de la liberté des hommes, le souci d'accroître les loisirs, le bien-être, les lumières et les joies de toutes sortes dans la multitude du peuple, les égards rendus à la justice et à l'humanité nous sembleront à leur tour des contes. Nous n'aurons pas moins tort ; nous aurons tort de la même manière.

Peut-on s'étonner qu'un syndicaliste, par exemple, abandonne non pas son nom, mais l'idéal que ce nom représentait et dont il faisait profession, pour n'appliquer ses pensées qu'à la défense de la Nation et à l'organisation de l'État totalitaire ? C'est comme si on s'étonnait qu'un homme, après une offense, ait de la haine pour celui qui l'a offensé, alors qu'il ne le haïssait pas auparavant ; ou soit pris de peur devant un danger qu'il bravait lorsqu'il ne faisait que le prévoir. Sans doute, la vertu consiste à n'éprouver pas plus de haine après qu'avant l'offense, pas plus de trouble devant qu'avant le danger. Mais la vertu est difficile et rare. Aujourd'hui, à l'égard des affaires d'État, la vertu exige, non pas qu'on pense les mêmes choses qu'autrefois, mais qu'on garde présent à l'esprit tout ce qu'on pensait autrefois. La raison, qui est la même chose que la vertu, consiste à garder dans l'esprit, aussi bien que le présent, un passé et un avenir qui ne lui sont pas semblables.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 14

---

## Réflexions en vue d'un bilan (1939 ?)

[Retour à la table des matières](#)

Que l'Europe se trouve présentement dans un moment tragique, chacun ne le sent que trop. Depuis des années déjà ceux qui répugnent à perdre leur sang-froid et à être leurs propres dupes se répètent à eux-mêmes avec effort que chaque génération, au cours des siècles, a toujours exagéré la grandeur et la misère de son propre destin et a cru décisifs de petits épisodes de l'histoire. Mais plus on fait effort pour juger notre temps avec mesure, plus on reconnaît le poids exceptionnel dont pèse aujourd'hui sur les esprits du monde entier le jeu des rapports de force. Pour trouver une époque où le développement d'une situation politique a au même degré accaparé l'attention des esprits, dans tous les milieux, à travers d'immenses étendues de territoires, il faut remonter jusqu'au moment où Rome anéantissait Carthage et étouffait la Grèce ; moment si décisif que nous en subissons encore les conséquences, sans savoir d'ailleurs en apprécier la gravité. Depuis lors il ne s'est jamais rien produit de semblable. Les invasions des barbares ont beaucoup détruit et beaucoup apporté, mais l'un et l'autre d'une manière sporadique, disséminée, locale, sans jamais créer dans le monde d'obsession collective ; la guerre de Cent ans n'a eu aucune influence matérielle ni morale sur le développement du petit

miracle florentin ; les guerres de religion accompagnaient une floraison d'idées extrêmement féconde ; aux époques de Charles Quint, de Louis XIV, de Napoléon, on peut trouver en Europe des milieux et des hommes qui développaient et exerçaient librement leurs propres facultés sans guère se soucier de ces personnages bruyants. Aujourd'hui, non seulement en Europe, mais peut-être dans la plus grande partie du monde, ni les grands esprits, ni les médiocres, ni les milieux populaires ne se défendent d'être obsédés par le jeu des forces politiques. C'est là, semble-t-il, le signe certain qu'une grande tragédie est en cours d'accomplissement. Les moments tragiques paralysent généralement les intelligences ; pourtant ils imposent plus que les autres, et pour le salut et pour l'honneur, l'obligation d'évaluer clairement l'ensemble d'une situation. Voici quelques réflexions parmi celles qui peuvent permettre d'évaluer la situation actuelle de la France, puisque nous sommes forcés aujourd'hui de réfléchir dans le cadre d'une nation.

Le sentiment dominant de tous aujourd'hui est celui d'un danger. Mais sur la nature du danger on n'est pas d'accord ; on ne cherche guère, à vrai dire, à poser clairement cette question. Les plus inquiets ont un vague pressentiment que pour la France et ses alliés actuels ou éventuels la continuation même d'une existence nationale est devenue douteuse. Ceux-là désirent, pour parer à ce danger, ou la guerre, ou, de préférence, une préparation militaire capable d'imposer à l'adversaire sinon un recul, du moins un arrêt. Certains sont prêts à subir même la perte de l'existence nationale plutôt que d'avoir recours soit à la guerre, soit à la militarisation complète du pays ; et leur opinion peut être défendue ou condamnée par des arguments également sans réplique, car s'ils montrent facilement que la militarisation de la vie civile et la guerre comportent des maux égaux à ceux de l'asservissement à l'étranger, on peut alléguer tout aussi facilement qu'un pays asservi peut être soumis à un régime militaire et contraint de participer aux guerres de ses maîtres. Mais ceux-là sont de toutes manières trop rares et trop peu écoutés pour compter parmi les facteurs politiques ; de nos jours une nation ne renonce pas à défendre son indépendance par l'effet d'une idéologie, mais seulement parce qu'à tort ou à raison elle se croit militairement impuissante. Les thèses du pacifisme intégral peuvent être éliminées d'une étude de la situation présente.

D'autres disent que le danger d'une disparition de plusieurs grandes nations libres est un danger fictif inventé par les fauteurs de guerre. L'habitude conseille de les croire ; car il y a des siècles, six siècles peut-être, que la France n'a pas craint pour son existence, ni l'Angleterre. On est accoutumé de voir échouer les tentatives de domination universelle ; Charles Quint, Louis XIV, Napoléon n'ont causé qu'une terreur vaine et fugitive. Leur exemple empêche de croire qu'un homme puisse concevoir l'ambition de réussir là où ils ont misérablement échoué. On ne connaît qu'un exemple de ce qu'on appelle - très improprement, car l'univers ne peut être soumis, ni même le globe terrestre - domination universelle ; c'est l'empire romain. L'ironie des choses veut que tout le monde ou presque glorifie cet exemple et considère Rome comme la civilisatrice du genre humain, et que tout le monde ou presque n'évoque la possibilité d'un phénomène semblable à notre époque qu'avec horreur. Ou l'admiration ou l'horreur, apparemment, est injustifiée, à moins que les éléments d'appréciation ne soient bien différents ; ce point prêterait à de longues discussions ; pour moi qui crois que les conquêtes

romaines, avec leur manière atroce d'anéantir matériellement ou spirituellement des populations entières, ont été la grande catastrophe de l'histoire, j'admets sans peine, conformément à l'opinion générale, qu'une domination universelle exercée par l'Allemagne serait une catastrophe. Le précédent de Rome suffit au moins pour se demander si pareil danger est ou non fictif.

Ce problème doit être examiné ; car à l'instant présent il domine tous les problèmes. La période des guerres limitées est aujourd'hui au moins momentanément close. On le dit souvent ; c'est même devenu un lieu commun ; mais quand une vérité est devenue un lieu commun on oublie généralement d'en tirer les conséquences. La guerre illimitée - ce terme vaut mieux, je crois, que ceux de guerre absolue ou de guerre totale employés par les spécialistes - est en Europe un phénomène nouveau ; ou si peut-être il s'est produit déjà sous la Révolution et l'Empire et en 1914, il est nouveau que la notion en soit passée dans la pensée commune. Là aussi, pour trouver un précédent, il faudrait sans doute remonter jusqu'à Rome ; du moins si on considère les guerres politiques, car les guerres de religion sont à classer à part. Ce n'est pas que les guerres limitées des siècles passés aient toujours été moins destructrices, moins atroces ; elles pouvaient fort bien comporter le massacre de toute une ville, l'anéantissement d'une province ; mais les massacres et les ravages étaient seulement des accidents, d'ailleurs fréquents, causés par la cruauté. Ces guerres étaient limitées en ce sens qu'elles ne comportaient dans leur principe que des efforts et des objectifs limités.

Aujourd'hui, la pensée commune considère une guerre de grande envergure comme une catastrophe totale, qui exigera de tous les derniers efforts, les suprêmes sacrifices, et risque de ne se terminer qu'après épuisement complet du vaincu et épuisement presque égal du vainqueur. Peut-être après tout cette opinion est-elle erronée ; mais le fait est qu'elle est incontestée. Il en résulte qu'il ne peut plus y avoir d'objectifs de guerre. En 1914, on avait déjà un sentiment confus de cette situation ; mais on était encore dominé par une tradition vieille de tant de siècles, et c'est pourquoi les Alliés avaient encore ou disaient avoir des buts de guerre. Aujourd'hui cette notion a disparu. C'est aujourd'hui le peuple tout entier, sans aucune exception, qui fait la guerre - et même dans la mesure où il ne la fait pas, il croit la faire - et le peuple tout entier ne saurait avoir de buts de guerre ; car n'importe quel but est mesquin à ses yeux à côté de son propre sacrifice. Il ne peut plus y avoir aujourd'hui d'autre objectif de guerre pour une nation que sa propre existence, du moins dans le cas d'une guerre entre grandes nations.

Il en résulte que la guerre non seulement est une catastrophe, mais ne peut être suivie que par une paix qui constitue par elle-même une catastrophe nouvelle. Car si une nation prend sa propre existence comme objectif de la victoire, elle ne peut vouloir retirer comme fruit de la victoire que la garantie de sa sécurité ; ce qui semble innocent, mais signifie en réalité la suppression du danger qui l'a contrainte à la guerre ; or ce danger est une autre nation ou plusieurs autres nations. Si la guerre mondiale éclate, l'Allemagne, une fois engagée dans cette guerre, aura nécessairement comme objectif la domination universelle. Les puissances démocratiques et leurs alliés auront nécessairement comme objectif l'anéantissement de l'Allemagne. L'anéantissement d'un pareil pays implique, ou qu'un autre pays acquiert la « domination universelle » - qui ne serait pas meilleure entre ses mains - ou plus probablement, car

aucun pays ne semble de taille à jouer un pareil rôle, la ruine complète de l'Europe, vouée sans doute dès lors à devenir à son tour un territoire colonial. Si le hasard amène une paix relativement modérée, comme ce fut le cas en 1919, on ne voit pas ce qui peut empêcher la situation qui a amené la guerre de se reproduire au bout d'une génération, et les mêmes problèmes se posent. Aux yeux de certains, tout cela se résoudra au bout de quelques mois ou quelques années de guerre par la chute d'Hitler et de Mussolini, suivie d'une fraternisation universelle des peuples ; il ne me paraît pas utile de discuter cette opinion.

Une autre conséquence est que la guerre ne peut plus être remplacée par des négociations. « Faire la paix avant d'avoir fait la guerre » est un mot d'ordre excellent, récemment inventé ; il est malheureux pour l'humanité qu'il ait été inventé seulement au moment où il n'a plus aucun sens. Dès lors qu'il n'y a plus d'objectifs de guerre, aucun problème international, si épineux soit-il, ne peut impliquer de danger de guerre tant que l'existence des grandes nations n'est pas en cause ; au reste cette sécurité, instinctivement sentie, fait souvent alors qu'on néglige de négocier. Quand l'existence des grandes nations est en cause, il n'y a plus de problème si facile qu'il ne comporte un grave danger de guerre, parce que la négociation est alors regardée elle-même comme une phase de la guerre, et la moindre concession comporte une perte de prestige qui diminue, pour la nation qui l'a consentie, les chances de défendre sa propre indépendance. Dès qu'une pareille situation a lieu, on ne saurait reprocher aux gouvernements leur souci de prestige ; car le prestige est vraiment une force, il est même peut-être en dernière analyse l'essence de la force ; et une grande nation qui aurait fait toutes les concessions possibles, au point de n'avoir plus que sa propre existence à défendre, serait probablement devenue de ce fait même incapable de la défendre. Ainsi du fait même que « rien ne vaut la guerre », n'importe quoi peut valoir la guerre.

Dans cette situation une nation qui veut faire la guerre pour sa propre existence et ne veut la faire pour rien d'autre se trouve devant le problème de savoir si tel ou tel objet de conflit est ou non, compte tenu de tous les facteurs et notamment du prestige, d'importance absolument vitale. Problème insoluble ; la limite entre les concessions qu'on peut faire - et par conséquent qu'on doit faire - et celles qu'on ne peut pas faire n'existe pas. Ainsi s'explique actuellement l'hésitation perpétuelle des démocraties ; et on comprend que les gouvernements pour qui s'ajoute à toutes ces considérations un besoin intérieur de prestige aient constamment l'initiative. Mais eux non plus, même en faisant abstraction de ce besoin, ne peuvent pas éliminer le danger de guerre, une fois ce danger apparu, en acceptant de négocier. Car dès qu'une nation est regardée comme constituant un danger pour l'existence d'autres nations, ce fait même met en péril sa propre existence. Ainsi elle a un besoin de prestige aussi vital, aussi impérieux que ceux qu'elle menace ; et comme elle a la position offensive, la conservation du prestige consiste pour elle à acquérir, comme elle consiste pour les autres à ne pas perdre. Même acquérir ne peut lui suffire, si elle n'acquiert d'une manière telle qu'elle semble avoir imposé sa volonté, et non avoir profité de la bonne volonté d'autrui. Ainsi dès qu'il y a danger de guerre, les négociations ne peuvent plus y remédier, parce que les objets mêmes des négociations perdent absolument toute valeur intrinsèque ; ils ne valent plus que comme signes, et accessoirement comme avantages stratégiques. Les négociations peuvent, ainsi que le temps qui

s'écoule pendant qu'elles ont lieu, modifier les chances respectives de victoire, mais non pas apaiser. Nous le sentons instinctivement ; de là notre angoisse.

Il semble ainsi qu'il y ait, dans les conditions actuelles de la guerre, deux états de choses discontinus, l'état de paix et - pour employer le terme allemand - l'état de danger de guerre. Dans l'état de paix, le problème consiste à réformer les rapports internationaux de manière que cet état soit stable. Dans l'état de danger de guerre, s'il est vrai que l'issue ne peut être qu'une forme de « domination universelle » établie sans guerre, ou une guerre d'extermination suivie soit d'une telle domination, soit de quelque malheur équivalent, on peut dire qu'il n'y a plus de problème. L'habitude entraîne encore à obéir à de vieilles loyautés, pour la plupart des gens à la loyauté à l'égard de la nation ; mais le seul problème est alors individuel et non politique, et consiste à trouver une manière de souffrir avec constance tout ce que le destin peut apporter. À une telle situation s'applique bien la singulière parole d'un Perse à un ami d'Hérodote avant Platées : « La plus haïssable des douleurs humaines est de beaucoup comprendre et de ne rien pouvoir. » Mais il est clair qu'entre l'état de paix et l'état de danger de guerre, bien qu'ils soient discontinus, il y a un état intermédiaire, instable par nature, mais que le hasard peut peut-être parfois prolonger assez longtemps pour que les causes qui ont mis fin à l'état de paix disparaissent. Dans cet espoir, il faut toujours, quand on se trouve dans cet état intermédiaire, chercher à le prolonger, car les avantages possibles dépassent infiniment les risques. Les négociations, déjà impuissantes, pour les causes ci-dessus indiquées, à rétablir l'état de paix, ne doivent plus tendre qu'à la prolongation de cet état instable, jusqu'au jour où le jeu d'autres facteurs aura de nouveau amené des possibilités d'apaisement. Cette politique implique évidemment qu'on a reconnu l'existence de tels facteurs.

Dans lequel des trois états ainsi définis nous trouvons-nous ? C'est là une question d'appréciation en partie intuitive. On peut encore à la rigueur soutenir que nous sommes en état de paix, que la domination universelle est un mythe et les fantômes de guerre des épouvantails à usage externe ou interne. Cette opinion est pourtant devenue à peu près insoutenable depuis le changement de la politique anglaise. Nous assistons à cet égard à un événement dont nous sommes loin de mesurer la portée ; si nous la mesurons, il nous arracherait des larmes au lieu de nous réjouir. En nous réjouissant de la conscription anglaise, nous cédon au sentiment des élèves de seconde année de Polytechnique, qui trouvent bon que les nouveaux soient brimés puisqu'ils l'ont été. L'Angleterre était pour l'Europe quelque chose d'infiniment précieux, le seul pays où la liberté a poussé comme une plante, à peine arrêtée dans sa croissance par les dominations étrangères et les tentatives d'absolutisme, où le libre citoyen d'aujourd'hui se rattache, par une succession à peu près ininterrompue d'hommes avant tout soucieux de liberté, au plus lointain moyen âge. La seule existence d'un tel pays ajoutait à la valeur du monde. Aujourd'hui « cette heureuse race d'hommes, ce petit monde, ... terre d'âmes précieuses, cette précieuse terre », comme disait Shakespeare, se dégrade à notre niveau et entre le système de la guerre illimitée auquel elle avait échappé même en 1914. Dans ce pays seul, l'uniforme de soldat, jusqu'aujourd'hui, a été regardé comme une livrée qui déclassait l'homme qui le portait et auquel se résignaient seulement les déchets de la vie civile. Maintenant les jeunes Anglais connaîtront l'obéissance passive et la promiscuité de la caserne, et y perdront les traits qui les distinguaient de toutes les autres jeunessees. Pour que ce pays

ait accepté quelque chose qui lui répugne aussi profondément, il faut qu'il croie véritablement que son existence est en question. Dès lors le problème de la domination universelle est posé dans l'opinion publique, quand même il ne le serait pas dans les faits, et l'état de paix n'est plus.

L'état de danger de guerre est-il déjà là ? Ou, pour formuler clairement la question, n'y a-t-il aucune chance d'échapper à la fois à la domination universelle et à la guerre ? On ne peut pas ici donner de réponse assurée. Le gouvernement anglais continue à se demander si la liberté de l'Europe est menacée par l'appétit de domination d'une nation. Tant qu'il laisse un point d'interrogation, nous pouvons le laisser aussi. Le jour où il affirmerait au lieu d'interroger, quand même il affirmerait à tort, la question serait résolue, car son affirmation équivaldrait à une déclaration de guerre à brève ou longue échéance. Admettons donc que nous nous trouvons dans l'état intermédiaire. Il s'agit de chercher quels facteurs nous permettront éventuellement de sortir de cet état du bon côté, c'est-à-dire du côté de la paix.

Parmi ces facteurs on aurait tort de compter aujourd'hui la personne même d'Hitler. Beaucoup de gens perdent leur temps à se demander si Hitler veut absolument dominer le monde ou si l'on peut s'entendre avec lui en lui proposant des choses raisonnables et en le menaçant au besoin pour le cas où il ne s'en contenterait pas. La question est mal posée. Nous n'avons aucune raison de considérer Hitler comme un maniaque atteint de la folie des grandeurs ; nous serions fous nous-mêmes de le considérer comme un homme modéré. L'appétit de domination, même universelle, n'est une folie que si les possibilités de domination sont absentes ; celui qui voit des chemins vers la domination s'ouvrir devant lui ne s'abstient de s'y avancer, même s'il doit y jouer son existence et celle de son pays, que s'il est ou un saint ou un homme de petite envergure. S'il s'y avance, quand même il foulerait aux pieds, pour passer, la morale, les engagements pris par lui, et tout ce qui mérite le respect, on n'a pas le droit d'en conclure que c'est un barbare, un fou ou un monstre. Les Athéniens, ces créateurs de toute notre civilisation occidentale, disaient aux gens d'une malheureuse petite île qui invoquait l'aide des dieux contre leur injuste agression : « Nous avons à l'égard des dieux la croyance, à l'égard des hommes la connaissance certaine, que toujours, par une nécessité absolue de la nature, chacun commande partout où il en a le pouvoir. » Ils leur disaient aussi ; « Vous le savez comme nous, tel qu'est fait l'esprit humain, ce qui est juste n'est examiné que s'il y a une nécessité égale de part et d'autre ; s'il y a un fort et un faible, ce qui est possible est accompli par l'un et accepté par l'autre. » Ces formules, vraiment admirables de netteté, étaient si peu des plaisanteries que les Athéniens firent mourir dans la petite île tous les hommes d'âge militaire et vendirent tout le reste comme esclaves. Hitler n'est évidemment pas une nouvelle édition de Socrate, Marc-Aurèle ou saint François d'Assise ; il est tout aussi loin d'être un homme médiocre. Il commande un pays tendu au maximum ; il a une volonté brûlante, inlassable, impitoyable, qu'aucun respect humain ne peut arrêter ; il est doué d'une imagination qui fabrique de l'histoire dans des proportions grandioses, selon une esthétique wagnérienne, bien loin au-delà du présent ; et il est né joueur. Il est donc clair que ce n'est pas lui qui restera, si peu que ce soit, en deçà des possibilités qui s'ouvriront devant lui ; ni les propositions ni les menaces n'y peuvent plus rien. Il y a peu de temps encore, l'idée de domination universelle ne pouvait être pour lui qu'une idée abstraite, de sorte qu'il aurait pu peut-être être détourné vers d'autres chemins ;



mais aujourd'hui les actes et les paroles montrent que l'opinion internationale considère la domination universelle comme une possibilité effective, et par suite c'est là nécessairement aux yeux d'Hitler aussi une possibilité effective. Tant qu'il en sera ainsi, la personne d'Hitler ne doit plus compter comme une donnée distincte dans le problème international. La seule question, c'est de savoir quels effets le temps peut développer, susceptibles de faire disparaître de l'esprit des hommes la possibilité d'une telle domination comme danger réel et proche.

Si cette possibilité est illusoire, l'illusion même est un fait capital ; mais on pourrait alors espérer de faire disparaître ce fait dans un délai court, par la diffusion de vues plus raisonnables appuyée au besoin d'actes habilement choisis. Il est à craindre que cette possibilité ne soit pas illusoire. La force de l'Allemagne dans l'Europe contemporaine est incontestable et date déjà de loin. Si le sens de l'organisation, du travail efficace et de l'État, possédé à un degré supérieur, implique un droit surnaturel à coloniser autrui - et a-t-on jamais justifié autrement la colonisation ? - une grande partie du territoire européen peut être regardé comme surnaturellement destiné à une colonisation allemande ; notamment l'Italie, l'Espagne, l'Europe centrale, la Russie ; le cas de la France est différent, mais moins que nous n'aimerions le croire. De ces territoires, l'Italie et l'Espagne semblent bien déjà être à peu près réduites à cette situation, restituant ainsi à Hitler, la Flandre et l'Amérique exceptées, l'empire de Charles Quint. Un pays si méthodique et si dévoué, une fois pris par une exaltation mystique de la volonté de puissance, conduit par un chef qui joint les avantages d'une demi-hystérie à tous ceux d'une intelligence politique au plus haut point lucide et audacieuse, peut aller loin. Sans doute, si on compare *Mein Kampf* au Mémorial de Sainte-Hélène, on ne peut imaginer que l'auteur d'un de ces livres puisse réussir où l'autre a échoué. Mais en réalité Charles Quint, Louis XIV et même Napoléon ne possédaient pas l'instrument essentiel d'une vaste domination, l'État, sous sa forme achevée ; et ces hommes ignoraient, sinon dans ses rudiments, l'art de dominer. L'art de dominer, le seul où aient excellé les Romains (« Toi, Romain, songe à dominer les peuples »), et heureusement perdu depuis, a été retrouvé par l'Allemagne contemporaine. On trouve véritablement, entre les circonstances qui ont accompagné l'accroissement de la domination romaine, notamment au II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, et celles qui accompagnent l'accroissement de la domination hitlérienne, certaines analogies étonnantes, même à l'égard de ce qui nous paraît le plus nouveau. Les Romains semblent avoir atteint dans leurs méthodes le dernier degré à la fois de l'horreur et de l'efficacité ; et ils n'ont jamais eu de meilleurs élèves que les Allemands d'aujourd'hui, si toutefois il s'agit d'imitation et non d'une invention nouvelle de procédés déjà employés.

Les analogies sont trompeuses ; employées avec soin, elles sont pourtant le seul guide. Celle-là contient de quoi faire craindre, mais aussi de quoi rassurer. Car la ressemblance entre le Troisième Reich et la Rome républicaine du II<sup>e</sup> siècle ne s'étend pas au régime intérieur. Pour le régime intérieur, c'est l'Empire romain qui pourrait fournir des ressemblances ; il en fournit même beaucoup ; mais il a conservé les conquêtes, il a fort peu conquis. Il ne constituait plus une pépinière de maîtres du monde ; il perpétuait un mécanisme au moyen duquel n'importe quel fou, avant d'être assassiné, pouvait fort convenablement jouer le rôle de maître du monde. Nous ignorons quelles auraient pu être ses facultés d'expansion. Mais à l'égard du

régime intérieur une autre analogie toute proche de nous se présente à l'esprit, celle-là tout à fait rassurante ; c'est celle de la Russie soviétique. Nous sommes oublieux, et nous avons oublié, parmi beaucoup d'autres choses, quelle terreur entourait il n'y a pas tant d'années, dans ce qu'on nomme les milieux bourgeois, le nom de la Russie. À ce moment c'est la Russie qui devait conquérir le monde. On ne parlait pas de conquête ; on parlait de révolution mondiale ; mais comme c'était un État qui devait diriger souverainement cette révolution, par la propagande, la diplomatie, les intrigues, l'argent, et au besoin avec son armée, il s'agissait bien d'un danger de domination universelle. Les richesses prodigieuses de la Russie en matières premières, ses ressources en hommes, les complicités qu'elle possédait parmi les ouvriers et les intellectuels de tous les pays et qui pouvaient aller jusqu'à la haute trahison, tout rendait ce danger en apparence redoutable. Peut-être l'était-il. Cependant, aujourd'hui, qui craint la Russie, excepté peut-être quelques États limitrophes ? Elle ne compte plus dans la politique internationale, sinon comme force d'appoint, et la plupart des Français voudraient bien maintenant qu'elle fût plus redoutable. Les tares essentielles au régime ont avec le temps produit ce changement. Sans doute, l'Allemagne constitue intrinsèquement une force bien plus grande que la Russie, parce qu'un Allemand est dans le travail, dans la guerre et dans la politique un homme d'action incomparablement plus efficace qu'un Russe. Mais les deux régimes sont tellement semblables que les tares sont sans doute susceptibles des mêmes effets dans les deux cas. S'il en est ainsi, on peut espérer que d'ici dix ou quinze ans, si la France et l'Angleterre savent conserver jusque-là, sans guerre, leur indépendance nationale et un minimum de prestige, l'Allemagne cessera évidemment d'être dangereuse pour qui que ce soit. À moins qu'un autre danger n'ait surgi dans l'intervalle, ce qui n'est pas probable, l'état de paix sera alors rendu à l'Europe, et on aura de nouveau licence de rechercher et d'appliquer les principes d'une organisation durable de la paix. Mais ces dix ou quinze ans seront durs à passer.

Cet affaiblissement progressif de l'Allemagne sous l'effet de son propre régime, nous le voyons commencer sous nos yeux, en même temps que sa puissance s'accroît. Les tares profondes qui le produisent procèdent toutes d'une même cause. Ce qui rend ces régimes terrifiants est aussi ce qui les affaiblit avec les années, c'est-à-dire leur prodigieux dynamisme. Dans ces régimes, tout ce qui assure la permanence de la force est sacrifié à ce qui en procure le progrès ; ainsi, quand le progrès a atteint une certaine limite, la paralysie survient.

Par exemple, un tel régime a pour premier caractère de se dévorer continuellement lui-même. On sait assez, depuis Machiavel, qu'une conquête ou une révolution doit s'appuyer, après le succès, sur les éléments qui l'ont combattue et éliminer ceux qui l'ont favorisée. Les révolutions totalitaires, si on peut employer cette expression, observent dans une certaine mesure cette loi ; mais comme le régime qu'elles établissent entretient une atmosphère permanente de révolution, le même processus s'y répète continuellement sous une forme sourde. D'une part les éléments solides de la nation, les citoyens sérieux, actifs et disposés à servir quel que soit le régime sont sans cesse humiliés, brisés ou même supprimés comme pendant la période aiguë d'une révolution ; d'autre part les éléments exaltés, qui sont pour une part ce qu'il y a de plus sincère dans un mouvement et pour une part ce qu'il y a de plus

méprisables, sont sans cesse éliminés par la disgrâce, la prison ou la mort comme pendant la réaction qui suit une révolution. Bien des êtres insignifiants, pris entre ces deux classes d'hommes, partagent leur sort. Ceux qu'on a perdus sont remplacés ; mais le processus se perpétue. Chacun sait qu'il en est ainsi en Russie ; nous pouvons reconnaître par quelques faits parvenus à la connaissance du public qu'il en est de même en Allemagne, bien que non dans les mêmes proportions jusqu'ici. L'exemple de la Russie amène à croire qu'il s'agit d'un mécanisme qui joue de plus en plus avec le temps. Il aboutit à l'impuissance, parce que la possibilité de grandes actions repose toujours et partout sur l'existence et la solidité d'une équipe.

Dans le domaine de la technique la faiblesse essentielle de ces régimes est particulièrement éclatante. Ils manient impitoyablement la matière humaine, mais la revanche est que les hommes perdent le stimulant qu'ils puisent dans la conscience de la supériorité par rapport à la matière. Sous un tel régime il n'y a d'autre stimulant pour la besogne quotidienne que la peur et l'appétit de pouvoir ; mais le pouvoir n'est accordé qu'aux spécialistes de la politique, et la peur n'est un stimulant suffisant que pour les formes basses du travail. Déjà l'Allemagne commence à perdre l'avantage que lui procuraient la conscience et le dévouement exceptionnels de ses ouvriers ; une revue économique nationale-socialiste se plaint qu'ils « tirent au flanc » sous l'effet de la fatigue physique et morale. S'il s'agissait de la Russie, on parlerait de l' « âme russe » ; à l'égard d'ouvriers allemands c'est un fait inouï et presque incroyable. Mais ce qui concerne les techniciens est encore plus grave. Le régime, en Allemagne comme en Russie, leur ôte la considération sociale, malgré le besoin évident qu'il a d'eux ; il faut croire qu'il y a là une nécessité bien profonde. Même la qualité du travail de ceux qui sont déjà formés et qualifiés ne peut pas ne pas en être diminuée ; mais le problème du recrutement surtout devient presque insoluble. On sait dans quelles proportions les effectifs des écoles d'ingénieurs ont déjà baissé depuis 1929. Enfin même en ce qui concerne les objets ce qui assure la continuité du mécanisme économique est négligé. Il semble qu'en Allemagne comme en Russie les transports soient le secteur le plus faible, malgré les autostrades et le développement de l'industrie automobile, s'il est vrai que le matériel ferroviaire est moindre qu'en 1929 pour un trafic double. Ce dernier point semblerait secondaire s'il n'était un signe de plus que ces régimes s'usent par leur propre tension.

Mais c'est surtout à l'égard des hommes qui les subissent qu'il en est ainsi. Du point de vue purement politique, les régimes totalitaires ont pour caractère essentiel qu'ils maintiennent année après année une situation qui n'est naturelle que dans l'enthousiasme. Tous les peuples sont susceptibles d'avoir, si l'on peut dire, des moments totalitaires. Alors les foules unanimes acclament, la partie passive de la population, y compris ceux qui étaient auparavant hostiles à ce qu'on acclame, est vaguement admirative et se sent heureuse, quelques-uns des adversaires actifs sont déchirés et mis à mort sans que personne songe à s'en indigner, les autres sont, ils ne savent comment, réduits à l'impuissance. Ces moments sont fort agréables. Les régimes totalitaires commencent plus ou moins dans une atmosphère de ce genre, et c'est pourquoi l'étranger en reconnaît le caractère tyrannique plus tôt que ceux qui les subissent. Puis les années s'écoulent, et tout doit se passer, tous les jours, dans tout le pays, comme si l'atmosphère d'enthousiasme était permanente. Le véritable écueil du régime ne réside pas dans le besoin spirituel qu'éprouvent

les hommes à penser d'une manière indépendante, mais dans leur impuissance physique et nerveuse à se maintenir dans un état durable d'enthousiasme, sinon pendant quelques années de jeunesse. C'est en fonction de cette impuissance physique que le problème de la liberté se pose, car on se sent libre, sous un pareil régime, exactement dans la mesure où on est enthousiaste. Quand on a ce bonheur, on n'a pas de raison de changer, car, le manque de liberté mis à part, de tels régimes seraient à bien des égards admirables. Mais l'enthousiasme s'use mécaniquement ; alors la contrainte est sentie, et le sentiment de la contrainte suffit pour susciter ce mélange de docilité et de rancœur qui est l'état d'âme propre aux esclaves. Il s'y ajoute ce léger dégoût qu'éprouve, au milieu de gens un peu ivres, un homme qui n'a bu que de l'eau. L'étouffante nécessité de dissimuler amène enfin une haine sourde, et dès lors tout ce que chacun subit de misère, de privations ou d'humiliations, même si le régime n'en est pas directement responsable, alimente la haine. Un moment arrive enfin où la grande masse de la population, excepté la jeunesse, souhaite non pas la victoire, non pas même la paix, mais la guerre et la défaite pour se débarrasser de ses maîtres. Le pays qui en arrive là cesse jusqu'à nouvel ordre de compter comme facteur indépendant dans les combinaisons internationales. La Russie semble avoir atteint ce point vers 1932 ; l'Italie, depuis quelque temps, y est à peu près arrivée ; l'Allemagne est actuellement dans une situation bien différente, mais le régime n'y dure que depuis six ans.

Que produiraient ces facteurs de décomposition en cas de guerre proche ? Que produiraient-ils si l'Allemagne arrivait à dominer l'Europe avant d'avoir atteint le point de paralysie ? On ne peut le prévoir. Peut-être leur influence affaiblissante serait-elle suspendue ou annulée. Peut-être non ; mais le risque est trop grand pour pouvoir le courir. On pourrait, en comptant sur la faiblesse secrète de l'Allemagne, prendre deux partis opposés. L'un serait de risquer la guerre, dans l'espoir qu'elle serait brève, et se terminerait au moyen d'un changement de régime chez l'adversaire. Mais les conditions stratégiques, techniques et politiques de la guerre actuelle sont inconnues à un degré tel, y compris même la valeur et l'utilisation des différentes armes, qu'aucune prédiction en cette matière ne peut avoir de valeur, soit concernant la durée, soit concernant l'issue. On sait seulement par expérience que pour qu'un système politique craque au cours d'une guerre, avant l'épuisement du pays, il faut qu'il soit déjà faible quand la guerre éclate. Une autre tentation serait de laisser l'expansion de la puissance allemande se poursuivre jusqu'à sa limite naturelle, quelle qu'elle puisse être, sans jamais courir un risque de guerre pour la ralentir ou l'arrêter, dans l'espoir qu'ensuite les facteurs internes de décomposition du régime amèneront un reflux avec le minimum de dégâts. La tentation est grande, car il serait beau que pour la première fois dans l'histoire une aventure à la Napoléon commence, réussisse, échoue et se termine au point de départ, le tout sans guerre. Mais le risque aussi est grand, si le reflux ne se produisait pas. Il est plus grand encore qu'il y a vingt et un siècles. Sans doute, à cause de Rome, l'ennui, l'uniformité et la monotonie de l'existence ont tué toute source de fraîcheur, d'originalité et de vie sur une grande partie du globe. Mais il y avait encore pourtant des civilisations indépendantes ; et il y avait, grâce au ciel, les barbares, qui au bout de quelques siècles ont rudement introduit dans le monde la diversité et la vie, sources d'une civilisation nouvelle. Nous n'avons rien à espérer des barbares ; nous les avons colonisés. Nous avons colonisé aussi toutes les civilisations différentes de la nôtre. Le monde entier aujourd'hui, à peu de choses près, est ou assimilé ou soumis à

l'Europe. Si l'Europe tombait pour plusieurs générations, avec les territoires qu'elle possède, sous une même et aveugle tyrannie, on ne peut mesurer ce que l'humanité y perdrait. Car, contrairement à ce qu'on affirme souvent, la force tue très bien les valeurs spirituelles, et peut en abolir jusqu'aux traces. Sans cela qui donc, sauf les âmes basses, s'inquiéterait beaucoup de politique ?

L'obligation s'impose ainsi impérieusement de tenir, pendant le délai où le système allemand comporte encore une force interne d'expansion. Sur ce point d'ailleurs tout le monde est pratiquement d'accord. Tenir ne veut pas dire ne pas reculer ; une détermination tout à fait rigide de ne plus reculer au cours des dix prochaines années entraînerait probablement la guerre. Tenir signifie tantôt rester sur place, tantôt reculer, tantôt même légèrement avancer, de manière à ne donner au partenaire ni le sentiment d'un obstacle qu'il ne pourrait renverser que par une violence désespérée, ni le sentiment d'une faiblesse à l'égard de laquelle il pourrait beaucoup se permettre. Jusqu'à ces derniers temps, le premier inconvénient surtout était ou semblait être à éviter ; maintenant c'est surtout le second, de peur que ceux d'en face ne soient tentés d'en arriver à un point tel que nous n'ayons le choix qu'entre l'acceptation de la servitude et la guerre. Une telle politique est essentiellement intuitive ; elle ressemble beaucoup à la navigation entre deux rangées d'écueils. Si jamais la politique a constitué un art, c'est à présent. Cette situation rend la critique de la politique gouvernementale presque impossible, sauf cas d'erreurs grossières, car il est difficile de critiquer des intuitions, surtout quand on ignore, comme c'est nécessairement le cas, de quelles informations les intuitions procèdent. Mais surtout toute critique faite au nom de tel ou tel principe devient absurde. Jusqu'à nouvel ordre les principes n'ont plus cours.

Nous avons été quelques-uns à beaucoup réfléchir concernant les principes d'une politique internationale, en nous efforçant de les trouver ailleurs que dans la ruse, la violence et l'hypocrisie, dont nous étions fatigués. Nous ne pouvons renoncer sans peine aux résultats de nos réflexions ; mais ils n'ont plus, actuellement, aucun sens. Cela ne signifie pas que nous ayons mal réfléchi ; sans doute au contraire. La vertu est en soi chose intemporelle, mais elle doit être exercée dans le cours du temps ; et quand, ayant le pouvoir d'agir à l'égard d'une situation donnée d'une manière sage et juste, on s'abstient de l'exercer, on en est puni souvent par la perte même de ce pouvoir. C'est ce qui arrive à la France. Il y a dix ans encore, elle pouvait agir en Europe d'une manière généreuse ; il y a trois ans encore, elle pouvait au moins se montrer raisonnable ; elle ne peut plus ni l'un ni l'autre, parce qu'elle n'est plus assez forte. Pour donner à l'Europe le sentiment que ce qu'elle consent est un signe de générosité ou du moins de modération, il faudrait que l'Europe crût qu'il était en son pouvoir de ne pas le consentir ; c'est ce qui est jusqu'à nouvel ordre impossible. Tant qu'il en est ainsi, tout espoir de grandes actions, de règlement général des difficultés, de création d'un nouvel ordre est momentanément aboli. Les négociations ne peuvent plus avoir d'autre règle que l'opportunité, et elles seront bonnes dans la mesure où elles donneront aux partenaires et aux spectateurs une impression de force et d'élasticité à la fois. La politique au jour le jour, qui était jusqu'ici une faute et un crime, devient une nécessité provisoire. Ceux qui tiennent aujourd'hui, à l'égard de la politique extérieure, le même langage qu'il y a un an oublient en l'occurrence qu'il convient à l'homme de se conformer au temps.

La politique intérieure dépend pour une part de la politique extérieure ; et, dans cette mesure, là aussi l'opportunité devient provisoirement la règle. On le sent instinctivement, et c'est ce qui fait que la France est depuis plusieurs mois plongée dans une sorte de sommeil. Ceux qui continuent par tradition à exprimer leur opposition à l'égard du gouvernement le font avec un manque secret de conviction que leur ton trahit. Nous sommes tout étonnés de nous trouver, sans savoir comment nous y sommes entrés, dans l'union nationale, dans la militarisation progressive de la vie civile, dans une sorte de dictature sourde et modérée ; nous n'aimons guère cela ; nous nous mettons en règle avec notre conscience en disant que nous ne l'aimons pas, ce qui est trop facile pour être courageux. Au fond de nous-mêmes, plus ou moins secrètement, nous sommes contents de n'avoir pas le pouvoir d'en sortir. Bien peu de gens aujourd'hui prendraient la responsabilité, si elle pouvait leur incomber, de faire quoi que ce fût qui pût diminuer pour la France les possibilités de donner encore l'impression d'une certaine force.

Pour mon compte, je préfère le reconnaître, quoique sans plaisir, les vœux que nous pouvons former en matière politique ou sociale, internationale ou intérieure, doivent désormais, pour être raisonnables, être limités par la politique extérieure louvoyante qui nous est imposée en châtement de nos fautes. Mais il ne s'ensuit nullement que cette politique, avec les conditions intérieures qu'elle implique, doive être regardée comme suffisante. Loin de là, elle ne peut pas se suffire à elle-même. Elle constitue une tactique défensive, et on sait que la simple défensive, si elle se prolonge, est peu efficace et détruit le courage. Elle a donc, par elle seule, bien peu de chances de réussir. Quand même, d'ailleurs, elle réussirait par miracle, quel fruit pourrions-nous en tirer ? Nous serions contraints à un mimétisme progressif à l'égard de l'Allemagne, et, dans le meilleur des cas, celui où le danger allemand s'éteindrait sans guerre, nous aurions, dans dix ou quinze ans, une Europe matériellement presque aussi épuisée que par une guerre, spirituellement presque aussi vide que sous une domination allemande. Mais même un si lamentable succès ne se produirait probablement pas. Une certaine forme d'offensive nous est indispensable ; il nous faut, nous aussi, posséder une force d'expansion. Mais non pas sur le terrain de la violence et de l'appétit de pouvoir ; sur ce terrain nous sommes battus d'avance. On a raison de réclamer de la France une politique généreuse. Seulement ce n'est plus vis-à-vis de l'Allemagne ni de ses clients qu'elle peut être généreuse ; on n'est pas généreux vis-à-vis de plus fort que soi. On est généreux, si on l'est, vis-à-vis de ceux que l'on a à sa merci.

On a raison, de même, de vouloir que la France sait publiquement le champion de la liberté. En cas de guerre, la prétention de représenter la liberté, le droit et la civilisation apparaît depuis 1914 comme une hypocrisie déplaisante, et à juste titre, car il ne s'agit plus alors pour chacun des adversaires que d'éviter d'être écrasé en écrasant. Au contraire pendant la paix, et s'il ne s'agit pas de préparer la guerre, mais au contraire de chercher à l'éviter, ce n'est qu'en faisant appel à l'amour naturel des hommes pour la liberté qu'on peut suffisamment ralentir, et finalement arrêter, une marche à la domination comme celle à laquelle nous assistons présentement. Mais pour qu'un tel appel ait un sens, il faut qu'une atmosphère nouvelle surgisse. On ne créera pas une telle atmosphère en feignant de prendre pour des démocraties les tyrannies dont des raisons stratégiques, d'ailleurs légitimes, amènent à rechercher

l'appui. On ne la créera pas non plus en vantant continuellement les libertés dont jouit la France. La simple conservation de ce qui existe est une forme de défensive, et comporte les mêmes faiblesses. Bien plus, dans le moment présent, si le seul objectif était la conservation des libertés françaises, il y aurait par là même recul ; car ces libertés dépérissent de jour en jour sous l'effet des nécessités militaires. Si on ne lutte pas avec tout son courage pour conserver simplement ce qui est, à plus forte raison lutte-t-on mal pour ce qu'on voit s'effriter sous ses yeux. Il ne suffit pas que la France soit considérée comme un pays qui jouit des restes d'une liberté depuis longtemps acquise ; si elle doit encore compter dans le monde - et si elle ne le doit plus, elle peut périr - il faut qu'elle apparaisse à ses propres citoyens et au monde comme une source perpétuellement jaillissante de liberté. Il ne faudrait pas que dans le monde un seul homme sincèrement amoureux de liberté pût se croire des raisons légitimes de haïr la France ; il faudrait que tous les hommes sérieux qui aiment la liberté soient heureux que la France existe. Nous croyons qu'il en est ainsi, mais c'est une erreur ; il dépend de nous qu'il en soit désormais ainsi.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

**I. Guerre et paix**

**15**

---

**Fragment**  
*(1939 ?)*

[Retour à la table des matières](#)

Pour tenir dans la lutte qui oppose les deux seuls grands pays d'Europe restés démocratiques à un régime de domination totale, quelques formes que le temps puisse donner à cette lutte, il faut avant tout avoir bonne conscience. Ne croyons pas que parce que nous sommes moins brutaux, moins violents, moins inhumains que ceux d'en face nous devons l'emporter. La brutalité, la violence, l'inhumanité ont un prestige immense, que les livres d'école cachent aux enfants, que les hommes faits ne s'avouent pas, mais que tous subissent. Les vertus contraires, pour avoir un prestige équivalent, doivent s'exercer d'une manière constante et effective. Quiconque est seulement incapable d'être aussi brutal, aussi violent, aussi inhumain qu'un autre, sans pourtant exercer les vertus contraires, est inférieur à cet autre et en force intérieure et en prestige ; et il ne tiendra pas devant lui.

Certes les Français, du point de vue national, ont presque tous fort bonne conscience. Mais il y a plusieurs manières d'avoir bonne conscience. Un bourgeois satisfait et ignorant des réalités de la vie a fort bonne conscience ;



un homme juste a bonne conscience d'une tout autre façon ; il a moins bonne conscience généralement ; mais il possède une puissance de rayonnement, une force d'attraction que le premier n'a pas. Les Français sont presque tous persuadés que, d'une manière générale, ce que la France a fait, ce qu'elle fait, ce qu'elle fera, est, sauf de rares exceptions sans portée, juste et bon. Mais cette persuasion est abstraite, car elle est presque toujours accompagnée de beaucoup d'ignorance ; elle ne constitue pas une source intérieure d'énergie. De même, aux yeux des peuples étrangers, le nom de la France est associé aux grands principes de justice et d'humanité dont elle s'est si souvent réclamée ; mais cette association n'est guère qu'une habitude, un lieu commun, et non, comme nous en aurions besoin, le principe d'une attraction irrésistible. Quiconque, au cours des dernières années, passait du territoire d'un pays totalitaire sur le sol français constatait qu'il avait étouffé, et qu'il n'étouffait plus ; mais on ne saurait dire pourtant qu'on ait respiré chez nous une atmosphère effectivement imprégnée et comme chargée de l'idéal au nom duquel nous luttons. Il ne suffit pas, pour bien lutter, de défendre une absence de tyrannie. Il faut être pris dans un milieu où toute l'activité soit dirigée, d'une manière effective, dans un sens contraire à la tyrannie. Notre propagande à nous ne peut être faite de mots ; pour être efficace, il faudrait qu'elle fût constituée par des réalités éclatantes.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## I. Guerre et paix

# 16

---

## Fragment

*(Après juin 1940)*

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas besoin d'un tank ou d'un avion pour tuer un homme. Il suffit d'un couteau de cuisine. Quand tous ceux qui en ont assez des bourreaux nazis se lèveront ensemble, en même temps que les forces armées frapperont le coup décisif, la délivrance sera rapide. Il faut seulement se garder, d'ici-là, à la fois de gaspiller des vies humaines inutilement et de tomber dans l'inertie, de croire que la libération sera accomplie par d'autres. Il faut que chacun sache qu'un jour il lui incombera d'y prendre part et se tienne prêt.

Cette période d'attente douloureuse est la plus importante pour la destinée de la France. L'avenir de la France sera celui qu'auront forgé ces années d'apparente passivité.

Garder la pensée fixée, au-dessus des douleurs personnelles de chaque journée, sur le drame immense qui se joue dans le monde ; empêcher la souffrance d'être une cause de désunion entre Français à cause de la mauvaise humeur, de la jalousie, des efforts mesquins pour avoir un peu plus que le voisin ; en faire au contraire un lien indissoluble par la générosité et l'entraide ; penser aux biens précieux que nous avons laissé perdre parce que nous ne savions pas les apprécier, qu'il nous faut reconquérir, qu'il nous faudra conserver, dont maintenant nous savons le prix...

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

# II

# Front populaire

[Retour à la table des matières](#)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## II. Front populaire

# 1

---

## Quelques méditations concernant l'économie

*(Esquisse d'une apologie de la banqueroute)  
(1937 ?)*

[Retour à la table des matières](#)

L'économie est chose singulière. Combien de fois, depuis un certain nombre d'années, ne parle-t-on pas, soit à propos de tel ou tel pays, soit à propos du monde capitaliste dans son ensemble, d'effondrement économique ? On a ainsi l'impression, excitante et romantique, de vivre dans une maison qui, d'un jour à l'autre, peut s'écrouler. Pourtant, qu'on s'arrête un instant pour réfléchir au sens des mots, et qu'on se demande s'il y a jamais eu effondrement économique. Comme toutes les questions extrêmement simples, si simples qu'on ne songe jamais à les poser, celle-ci est propre à jeter dans un abîme de réflexions.

Il y a eu, du moins selon la première apparence, des effondrements dans l'histoire ; l'exemple qui vient le premier à l'esprit, c'est celui de l'Empire romain. Mais le déclin du monde romain fut administratif, militaire, politique, intellectuel, autant qu'économique, et sauf examen plus approfondi il ne semble pas y avoir de raison de donner à l'économie le premier rôle dans ce

drame. De nos jours, tous les effondrements économiques prédits à satiété depuis des années, Russie, Italie, Allemagne, capitalisme, se rapprochent selon toute apparence aussi peu que la fin du monde ; car tous les jours on les prédit pour le lendemain.

On nous cite, il est vrai, des exemples convaincants. L'ancien régime, en 1789, n'est-il pas tombé par impossibilité économique et financière de subsister ? Plus près de nous, la République de Weimar n'a-t-elle pas succombé à des difficultés économiques qu'elle n'a pas pu ou n'a pas su résoudre ? On pourrait trouver plusieurs exemples analogues. On n'a certes pas tort de les alléguer. On omet pourtant d'ordinaire, à leur sujet, une remarque pourtant bien frappante. Ces difficultés économiques, si graves qu'elles brisent les régimes, sont toujours reçues en héritage par les régimes qui suivent, et sous une forme d'ordinaire encore aggravée ; pourtant elles deviennent alors bien moins nocives. La situation économique et financière de 1789 était loin d'être brillante ; mais les manuels d'histoire qui expliquent ainsi la chute de la royauté oublient que la Révolution a apporté, au lieu de remède, une guerre ruineuse, et a survécu pourtant à la terrible aventure des assignats. Les difficultés qui ont fait sombrer la République de Weimar n'ont pas disparu, sauf erreur, à l'avènement du Troisième Reich, et pourtant elles l'ont laissé subsister. Et les antifascistes qui jugent économiquement impossible que le Troisième Reich se prolonge oublient que le régime démocratique, socialiste, communiste ou autre qui s'établirait en Allemagne souffrirait très probablement des mêmes maux au moins pendant un assez long espace de temps, et devrait s'en accommoder.

Ces observations amèneraient à penser qu'il n'y a pas d'effondrement économique, mais qu'il y a dans certains cas crise politique provoquée ou aggravée par une mauvaise situation économique ; ce qui est bien différent. Une analogie permettra d'y voir plus clair. La liaison de cause à effet entre les défaites militaires et les changements de gouvernement ou de régime politique est un fait d'expérience courante. Ce n'est pourtant pas, en ce cas non plus, parce que les conditions nouvelles créées par la défaite militaire rendent impossible au régime existant de subsister ; le régime nouveau s'accommode de ces conditions sans être mieux armé pour les supporter. C'est que la défaite amoindrit ou efface ce prestige du pouvoir qui, beaucoup plus que la force proprement dite, maintient les peuples dans l'obéissance. Dans beaucoup de cas, il serait matériellement aussi facile, peut-être plus facile, de se révolter contre un État vainqueur que contre un État vaincu ; mais la victoire étouffe les velléités de révolte même chez les plus mécontents, et la défaite les excite chez tous. Les répercussions politiques des faits économiques ne procéderaient-elles pas d'un mécanisme analogue ?

Les difficultés économiques ne sont pas toujours analogues à des défaites militaires ; elles ne le sont que dans certaines circonstances.

\*

L'économie n'est pas comparable à une architecture ni les malheurs de l'économie à des effondrements.

Dans tous les domaines auxquels s'applique la pensée et l'activité humaine, la clef est constituée par une certaine notion de l'équilibre, sans laquelle il n'y a que misérables tâtonnements ; équilibre dont la proportion, chère aux Pythagoriciens, constitue le symbole mathématique. Les Grecs, et après eux les Florentins du XIV<sup>e</sup> siècle, ont inventé la sculpture quand ils ont conçu un certain équilibre propre au marbre et au bronze à forme humaine. Florence a découvert la peinture quand elle a formé la notion de composition. Bach est le plus pur des musiciens parce qu'il semble s'être donné pour tâche d'étudier tous les modes d'équilibre sonore. Archimède a créé la physique quand il a construit mathématiquement les différentes formes de levier. Hippocrate est parti de la conception pythagoricienne assimilant la santé à un équilibre dans le jeu des divers organes. Le miracle grec, dû principalement aux pythagoriciens, consiste essentiellement à avoir reconnu la vertu de la conception et du sentiment de l'équilibre.

Le miracle grec ne s'est pas encore étendu à la vie économique. La notion de l'équilibre propre à l'économie, nous ne la possédons pas. Les hommes ne l'ont jamais formée ; mais aussi n'y a-t-il pas deux siècles qu'on s'est mis à étudier l'économie. On ne dirait sans doute que la stricte vérité en affirmant que ce siècle et demi d'études économiques a été vain. Il n'y a pas eu encore de Thalès, d'Archimède, de Lavoisier de l'économie. L'apparition, il y a un peu plus d'un siècle, de doctrines révolutionnaires est probablement pour beaucoup dans cet échec. Les révolutionnaires, anxieux de démontrer que la société bourgeoise est devenue impossible, n'ont naturellement jamais cherché à définir l'équilibre économique à partir des conditions qui leur étaient données ; et pour l'avenir ils ont admis comme évident que la révolution, en matière économique, apporterait automatiquement toutes les solutions en supprimant tous les problèmes. Aucun révolutionnaire n'a jamais tenté sérieusement de définir les conditions de l'équilibre économique dans le régime social qu'il attendait. Quant aux non-révolutionnaires, la polémique en a fait des contre-révolutionnaires soucieux non pas d'étudier la réalité qu'ils avaient sous les yeux, mais d'en chanter les louanges. Nous subissons aujourd'hui, dans tous les camps, les conséquences funestes de cette improbité intellectuelle que d'ailleurs, plus ou moins, nous partageons. Nous possédons, il est vrai, une sorte d'équivalent à bon marché de cette notion d'équilibre économique. C'est l'idée, si on peut ici employer un tel mot, de l'équilibre financier. Elle est d'une ingénuité désarmante. Elle se définit par le signe égal placé entre les ressources et les dépenses, évaluées les unes et les autres en termes comptables. Appliqué à l'État, aux entreprises industrielles et commerciales, aux simples particuliers, ce critérium semblait naguère suffire à tout. Il constituait en même temps un critérium de vertu. Payer ses dettes, cet idéal de vertu bourgeoise, comme tout autre idéal, a eu ses martyrs, dont César Biroteau restera toujours le meilleur représentant. Déjà au V<sup>e</sup> siècle avant notre ère le vieillard Céphalès, pour faire comprendre à Socrate qu'il avait toujours vécu selon la justice, disait : « J'ai dit la vérité et j'ai payé mes dettes. » Socrate doutait que ce fût là une définition satisfaisante de la justice. Mais Socrate était un mauvais esprit.

Aujourd'hui ce critérium a beaucoup perdu de son prestige, aussi bien du point de vue économique que du point de vue moral ; il n'a pourtant pas disparu. On a toujours tendance à appliquer à l'État la formule de Céphalès, ou

du moins la moitié de cette formule ; personne ne demande à l'État de dire la vérité, mais on juge abominable qu'il ne paye pas ses dettes.

On n'a pas encore compris que l'idéal du bon Céphalès est rendu inapplicable par deux phénomènes liés et presque aussi vieux que la monnaie elle-même ; ce sont le crédit, et la rétribution du capital. Proudhon, dans son lumineux petit livre *Qu'est-ce que la propriété ?* prouvait que la propriété était, non pas injuste, non pas immorale, mais impossible ; il entendait par propriété non le droit d'user exclusivement d'un bien, mais le droit de le prêter à intérêt, quelque forme que prenne cet intérêt : loyer, fermage, rente, dividende. C'est en effet le droit fondamental dans une société où on calcule d'ordinaire la fortune d'après le revenu.

Dès lors que le capital foncier ou mobilier est rétribué, dès lors que cette rétribution figure dans un grand nombre de comptabilités publiques ou privées, la recherche de l'équilibre financier est un principe permanent de déséquilibre. C'est une évidence qui saute aux yeux. Un intérêt à 4 % quintuple un capital en un siècle ; mais si le revenu est réinvesti, on a une progression géométrique si rapide, comme toutes les progressions géométriques, qu'avec un intérêt de 3 % un capital est centuplé en deux siècles.

Sans doute il n'y a jamais qu'une part assez petite des biens meubles et immeubles qui soit louée au placée à intérêt ; sans doute aussi, les revenus ne sont pas tous réinvestis. Ces chiffres indiquent néanmoins qu'il est mathématiquement impossible que dans une satiété fondée sur l'argent et le prêt à intérêt la probité se maintienne pendant deux siècles. Si elle se maintenait, la fructification du capital ferait automatiquement passer toutes les ressources entre les mains de quelques-uns.

Un coup d'œil rapide sur l'histoire montre quel rôle perpétuellement subversif y a joué, depuis que la monnaie existe, le phénomène de l'endettement. Les réformes de Solon, de Lycurgue, ont consisté avant tout dans l'abolition des dettes. Par la suite, les petites cités grecques ont été plus d'une fois déchirées par des mouvements en faveur d'une nouvelle abolition. La révolte à la suite de laquelle les plébéiens de Rome ont obtenu l'institution des tribuns avait pour cause un endettement qui réduisait à la condition d'esclaves un nombre croissant de débiteurs insolvables ; même sans révolte, une abolition partielle des dettes était devenue une nécessité, car à chaque plébéien devenu esclave Rome perdait un soldat.

Le paiement des dettes est nécessaire à l'ordre social. Le non-paiement des dettes est tout aussi nécessaire à l'ordre social. Entre ces deux nécessités contradictoires, l'humanité oscille depuis des siècles avec une belle inconscience. Par malheur, la seconde lèse bien des intérêts en apparence légitimes, et ne se fait guère respecter sans trouble et sans quelque violence.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

## II. Front populaire

# 2

---

## Méditations sur un cadavre *(1937)*

[Retour à la table des matières](#)

Le gouvernement de juin 1936 n'est plus. Libérés les uns et les autres de nos obligations de partisans ou d'adversaires envers cette chose à présent défunte, soustraite à l'actualité, devenue aussi étrangère à nos préoccupations d'avenir que la constitution d'Athènes, tirons du moins des leçons de cette brève histoire, qui a été un beau rêve pour beaucoup, un cauchemar pour quelques-uns.

Rêve ou cauchemar, il y a eu quelque chose d'irréel dans l'année qui vient de s'écouler. Tout y a reposé sur l'imagination. Qu'on se rappelle avec un peu de sang-froid cette histoire prodigieuse, si proche encore, et déjà, hélas, si lointaine. Entre le mois de juillet 1936 et, par exemple, le mois de février de la même année, quelle différence y avait-il dans les données réelles de la vie sociale ? Presque aucune ; mais une transformation totale dans les sentiments, comme pour ce crucifix de bois qui exprime la sérénité ou l'agonie selon qu'on le regarde d'un point ou d'un autre. Le pouvoir semblait avoir changé de camp, simplement parce que ceux qui, en février, ne parlaient que pour commander,



se croyaient encore trop heureux, en juillet, qu'on leur reconnût le droit de parler pour négocier ; et ceux qui, au début de l'année, se croyaient parqués pour la vie dans la catégorie des hommes qui n'ont que le droit de se taire, se figurèrent quelques mois plus tard que le cours des astres dépendait de leurs cris.

L'imagination est toujours le tissu de la vie sociale et le moteur de l'histoire. Les vraies nécessités, les vrais besoins, les vraies ressources, les vrais intérêts n'agissent que d'une manière indirecte, parce qu'ils ne parviennent pas à la conscience des foules. Il faut de l'attention pour prendre conscience des réalités même les plus simples, et les foules humaines ne font pas attention. La culture, l'éducation, la place dans la hiérarchie sociale ne font à cet égard qu'une faible différence. Cent ou deux cents chefs d'industrie assemblés dans une salle font un troupeau à peu près aussi inconscient qu'un meeting d'ouvriers ou de petits commerçants. Celui qui inventerait une méthode permettant aux hommes de s'assembler sans que la pensée s'éteigne en chacun d'eux produirait dans l'histoire humaine une révolution comparable à celle apportée par la découverte du feu, de la roue, des premiers outils. En attendant, l'imagination est et restera dans les affaires des hommes un facteur dont l'importance réelle est presque impossible à exagérer. Mais les effets qui peuvent en résulter sont bien différents selon qu'on manie ce facteur de telle ou telle manière, ou bien qu'on néglige même de le manier. L'état des imaginations à tel moment donne les limites à l'intérieur desquelles l'action du pouvoir peut s'exercer efficacement à ce moment et mordre sur la réalité. Au moment suivant, les limites se sont déjà déplacées. Il peut arriver que l'état des esprits permette à un gouvernement de prendre une certaine mesure trois mois avant qu'elle ne devienne nécessaire, alors qu'au moment où elle s'impose l'état des esprits ne lui laisse plus passage. Il fallait la prendre trois mois plus tôt. Sentir, percevoir perpétuellement ces choses, c'est savoir gouverner.

Le cours du temps est l'instrument, la matière, l'obstacle de presque tous les arts. Qu'entre deux notes de musique une pause se prolonge un instant de plus qu'il ne faut, que le chef d'orchestre ordonne un crescendo à tel moment et non une minute plus tard, et l'émotion musicale ne se produit pas. Qu'on mette dans une tragédie à tel moment une brève réplique au lieu d'un long discours, à tel autre un long discours au lieu d'une brève réplique, qu'on place le coup de théâtre au troisième acte au lieu du quatrième, et il n'y a plus de tragédie. Le remède, l'intervention chirurgicale qui sauve un malade à telle étape de sa maladie aurait pu le perdre quelques jours plus tôt. Et l'art de gouverner serait seul soustrait à cette condition de l'opportunité ? Non, il y est astreint plus qu'aucun autre. Le gouvernement aujourd'hui défunt ne l'a jamais compris. Sans même parler de la sincérité, de la sensibilité, de l'élévation morale qui rendent Léon Blum cher, à juste titre, à ceux que n'aveugle pas le partis-pris, où trouverait-on, dans les sphères politiques françaises, un homme d'une pareille intelligence ? Et pourtant l'intelligence politique lui fait défaut. Il est comme ces auteurs dramatiques qui ne conçoivent leurs ouvrages que sous la forme du livre imprimé ; leurs pièces de théâtre ne passent jamais la rampe, parce que les choses qu'il faut ne sont jamais dites au moment qu'il faut. Ou comme ces architectes qui savent faire sur le papier de beaux dessins, mais non conformes aux lois des matériaux de construction. On croit d'ordinaire définir convenablement les gens de ce caractère en les traitant de

purs théoriciens. C'est inexact. Ils pèchent non par excès, mais par insuffisance de théorie. Ils ont omis d'étudier la matière propre de leur art.

La matière propre de l'art politique, c'est la double perspective, toujours instable, des conditions réelles d'équilibre social et des mouvements d'imagination collective. Jamais l'imagination collective, ni celle des foules populaires, ni celle des dîners en smoking, ne porte sur les facteurs réellement décisifs de la situation sociale donnée ; toujours ou elle s'égare, ou retarde, ou avance. Un homme politique doit avant tout se soustraire à son influence, et la considérer froidement du dehors comme un courant à employer en qualité de force motrice. Si des scrupules légitimes lui défendent de provoquer des mouvements d'opinion artificiellement et à coups de mensonges, comme on fait dans les États totalitaires et même dans les autres, aucun scrupule ne peut l'empêcher d'utiliser des mouvements d'opinion qu'il est impuissant à rectifier. Il ne peut les utiliser qu'en les transposant. Un torrent ne fait rien, sinon creuser un lit, charrier de la terre, parfois inonder ; qu'on y place une turbine, qu'on relie la turbine à un tour automatique, et le torrent fera tomber des petites vis d'une précision miraculeuse. Mais la vis ne ressemble nullement au torrent. Elle peut sembler un résultat insignifiant au regard de ce formidable fracas ; mais quelques-unes de ces petites vis placées dans une grosse machine pourront permettre de soulever des rochers qui résistaient à l'élan du torrent. Il peut arriver qu'un grand mouvement d'opinion permette d'accomplir une réforme en apparence sans rapport avec lui, et toute petite, mais qui serait impossible sans lui. Réciproquement il peut arriver que faute d'une toute petite réforme un grand mouvement d'opinion se brise et passe comme un rêve.

Pour prendre un exemple parmi bien d'autres, au mois de juin 1936, parce que les usines étaient occupées et que les bourgeois tremblaient au seul mot de soviét, il était facile d'établir la carte d'identité fiscale et toutes les mesures propres à réprimer les fraudes et l'évasion des capitaux, bref d'imposer jusqu'à un certain point le civisme en matière financière. Mais ce n'était pas encore indispensable, et l'occupation des usines accaparait l'attention du gouvernement comme celle des multitudes ouvrières et bourgeoises. Quand ces mesures sont apparues comme la dernière ressource, le moment de les imposer était passé. Il fallait prévoir. Il fallait profiter du moment où le champ d'action du gouvernement était plus large qu'il ne pouvait jamais l'être par la suite pour faire passer au moins toutes les mesures sur lesquelles avaient trébuché les gouvernements de gauche précédents, et quelques autres encore. C'est là que se reconnaît la différence entre l'homme politique et l'amateur de politique. L'action méthodique, dans tous les domaines, consiste à prendre une mesure non au moment où elle doit être efficace, mais au moment où elle est possible en vue de celui où elle sera efficace. Ceux qui ne savent pas ruser ainsi avec le temps, leurs bonnes intentions sont de la nature de celles qui pavent l'enfer.

Parmi tous les phénomènes singuliers de notre époque, il en est un digne d'étonnement et de méditation ; c'est la social-démocratie. Quelles différences n'y a-t-il pas entre les divers pays européens, entre les divers moments critiques de l'histoire récente, entre les diverses situations ! Cependant, presque partout, la social-démocratie s'est montrée identique à elle-même, parée des mêmes vertus, rongée des mêmes faiblesses. Toujours les mêmes excellentes intentions qui pavent si bien l'enfer, l'enfer des camps de concentration. Léon Blum est un homme d'une intelligence raffinée, d'une grande culture ; il

aime Stendhal, il a sans doute lu et relu la Chartreuse de Parme ; il lui manque cependant cette pointe de cynisme indispensable à la clairvoyance. On peut tout trouver dans les rangs de la social-démocratie, sauf des esprits véritablement libres. La doctrine est cependant souple, sujette à autant d'interprétations et modifications qu'on voudra ; mais il n'est jamais bon d'avoir derrière soi une doctrine, surtout quand elle enferme le dogme du progrès, la confiance inébranlable dans l'histoire et dans les masses. Marx n'est pas un bon auteur pour former le jugement ; Machiavel vaut infiniment mieux.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

# III

# Colonies

[Retour à la table des matières](#)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

### III. Colonies

# 1

---

## Le Maroc ou de la prescription en matière de vol *(10 février 1937)*

[Retour à la table des matières](#)

Le début de l'année 1937 nous a apporté une chaude alerte. Le territoire de la patrie était menacé. Toute la presse quotidienne, sans aucune exception, unanime comme en ces quatre années si belles, trop vite écoulées, où le cœur de tous les Français battait à l'unisson, toute la presse s'est dressée fièrement pour la défense de ce sol sacré. Les dissensions civiles se sont effacées devant ce magnifique élan.

Oui, le territoire de la patrie était menacé. Quelle portion du territoire, à propos ? L'Alsace-Lorraine ? Oui, précisément. Ou plutôt non, ce n'était pas exactement l'Alsace-Lorraine, mais quelque chose d'équivalent. C'était le Maroc. Oui, le Maroc, cette province si essentiellement française. Chose à peine croyable, l'Allemagne semblait manifester des velléités de mettre la main sur la population marocaine, de l'arracher aux traditions héritées de ses ancêtres, les Gaulois, aux cheveux blonds, aux yeux bleus. Prétention absurde ! Le Maroc a toujours fait partie de la France. Ou sinon toujours, du moins depuis un temps presque immémorial. Oui, exactement depuis

décembre 1911. Pour tout esprit impartial, il est évident qu'un territoire qui est à la France depuis 1911 est français de droit pour l'éternité.

C'est ce qui apparaît d'ailleurs encore plus clairement si on se reporte à l'histoire du Maroc. Cette histoire doit faire sentir au plus indifférents que le Maroc est pour la France en quelque sorte une seconde Lorraine.

\*

Jusqu'en 1904, l'indépendance du Maroc n'avait jamais été mise en question, du moins dans des textes diplomatiques. Il était seulement convenu par le traité de Madrid (1880) que toute, les puissances y avaient droit, pour leur commerce, au traitement de la nation la plus favorisée.

En 1904, la France et l'Angleterre éprouvèrent le besoin de régler leurs comptes, à la suite de l'échec infligé à la France à Fachoda. La France, jusque-là, avait noblement défendu, au nom des droits de l'homme, l'indépendance du peuple égyptien. En 1904, elle autorisa l'Angleterre à fouler aux pieds cette indépendance. En échange, l'Angleterre lui abandonna le Maroc.

Un traité fut signé, comportant la mainmise immédiate de l'Angleterre sur l'Égypte, et le partage éventuel du Maroc entre la France et l'Espagne. Comme la France est toujours loyale, ce partage ne fut inscrit que dans les clauses secrètes du traité. Les clauses publiques, elles, garantissaient solennellement l'indépendance du Maroc.

L'Allemagne eut-elle vent de quelque chose ? En tout cas ce traité franco-anglais ne lui disait rien de bon. Elle voulait avoir sa part au Maroc. Prétention insoutenable ! Dès ce moment, le Maroc appartenait de droit à la France. Ne l'avait-elle pas payé ? Elle l'avait payé de la liberté des Égyptiens.

Guillaume II fit un discours retentissant à Tanger. L'Allemagne réclama une conférence internationale pour résoudre la question marocaine. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, tint tête. On était exactement au bord de la guerre quand Delcassé fut écarté. Il était, on peut le dire, moins cinq. Le successeur de Delcassé céda.

L'Acte d'Algésiras (1906), signé de toutes les puissances européennes, n'accordait à la France aucun privilège, sauf celui de fournir au Sultan, pour cinq ans, quelques dizaines d'instructeurs pour sa police indigène. Il ne devait y avoir au Maroc aucune force militaire européenne, et les diverses puissances devaient y jouir de droits économiques égaux.

Dès lors, la question qui se posait était : comment violer l'Acte d'Algésiras ? En effet, cet Acte était nul de plein droit, puisqu'il n'accordait pas le Maroc à la France. Ce point doit être clair pour toute intelligence moyenne.

Seuls des esprits primaires pourraient rapprocher la violation de l'Acte d'Algésiras et la violation du Traité de Versailles. Ces deux cas sont sans aucun rapport. L'Acte d'Algésiras défavorisait la France, il était donc caduc

dès son apparition. Le Traité de Versailles devait être éternel pour la raison contraire.

Après 1906, on essaya diverses combinaisons avec l'Allemagne, elle aussi désireuse de violer l'Acte d'Algésiras, mais - avidité monstrueuse ! - à condition d'y trouver un profit. On alla jusqu'à lui offrir un port au Maroc avec « Hinterland ». On essaya de partager avec elle le pouvoir économique au Maroc, mais comme en même temps la France tenait à se réserver tout le pouvoir politique, cette solution s'avéra impraticable.

Enfin, en 1917, la France sentit qu'il était temps d'agir. Elle envoya purement et simplement des troupes à Fez, capitale du Maroc. Elle alléguait qu'il y avait des commencements de troubles qui mettaient en danger la vie des Européens, et promit de retirer les troupes dès que la sécurité serait rétablie. On n'a jamais su s'il y avait eu effectivement danger. En tout cas l'occupation militaire de Fez, accomplie sans consultation formelle des puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, déchirait enfin cet Acte ridicule.

Une fois installée à Fez, il va de soi que la France ne s'en retira plus. Le souci du prestige, bien plus important - quand il s'agit de la France - que le droit international, le lui interdisait.

Au bout de quelques mois, l'Allemagne, voyant que les troupes françaises étaient toujours à Fez, envoya un navire de guerre sur la côte marocaine, à Agadir. Elle s'obstinait à réclamer sa part.

Caillaux, qui venait d'arriver au pouvoir, entama les négociations. Elles se terminèrent fin 1911. Dans l'intervalle, la guerre avait été plusieurs fois sur le point d'éclater. Enfin un traité franco-allemand reconnut le protectorat français au Maroc, contre la cession d'une petite partie du Congo français au Cameroun allemand.

Le gouvernement allemand s'était laissé jouer. L'Allemagne le sentit. L'explosion d'août 1914 fut sans doute pour une part une suite de l'expédition militaire à Fez. Du moins c'est l'opinion exprimée par Jaurès dans son dernier discours (à Vaise, le 28 juillet 1914).

Le plus beau, c'est qu'après la victoire on a repris le morceau du Congo cédé en 1911, et on a pris le Cameroun, et on a gardé le Maroc.

\*

À présent, l'Allemagne prétend mettre en cause les clauses coloniales du Traité de Versailles. Elle peut le faire de deux manières. Elle peut réclamer le Cameroun tel qu'elle l'avait en 1914, ou elle peut considérer le traité de 1911 comme annulé par Versailles, et réclamer les droits sur le Maroc qu'elle avait échangés contre l'agrandissement du Cameroun.

La question ne se pose pas, heureusement. Chacun sait que le Traité de Versailles est intangible. Et puis le Maroc est devenu la chair même de la France, du fait des sacrifices accomplis pour lui. Sacrifices non seulement en hommes et en argent, mais d'un ordre bien plus grave. En vue du Maroc, la

France s'est comportée en vraie « puissance coloniale » : - elle a vendu les libertés égyptiennes, signé un traité dont les clauses secrètes contredisaient les clauses publiques, violé ouvertement un autre traité. De pareils sacrifices moraux, pour la nation la plus loyale du monde, confèrent des droits sacrés.

Aussi, que l'Allemagne le sache bien, le moindre débarquement de troupes allemandes au Maroc nous trouverait tous résolus à tuer et à mourir !

Il est vrai qu'aux dernières nouvelles il semble qu'il n'y ait pas eu de troupes allemandes au Maroc. Qu'importe ? La présence d'ingénieurs allemands au Maroc espagnol est incontestable ; l'envoi en Allemagne de minerai de fer marocain aussi. Il est évident que toute mainmise économique de l'Allemagne sur une portion du Maroc serait intolérable. Aucun traité ne l'interdit, mais cette interdiction est sous-entendue.

L'Allemagne manque du sens le plus élémentaire des convenances. À preuve cette histoire de concessions économiques dans les colonies portugaises. Bien sûr, aucun traité n'interdit au Portugal et à l'Allemagne des arrangements de cet ordre. Mais une interdiction devrait-elle être nécessaire ?

Puisque l'Allemagne a besoin qu'on mette les points sur les *i*, nous le ferons. Nous avons voulu, par politesse, lui épargner certaines vérités désagréables, espérant qu'elle saurait se tenir à sa place.

Puisqu'elle ne le sait pas, que notre gouvernement convoque une conférence internationale pour compléter le Traité de Versailles par deux additifs : Un additif dans le préambule, comportant la définition suivante :

« Toute situation internationale où l'Allemagne est économiquement, militairement et politiquement inférieure à la France constitue un état de paix. Tout ce qui ferait tendre les forces de l'Allemagne à égaler ou à dépasser celles de la France constituerait une provocation à la guerre. »

Et une clause nouvelle, dont la légitimité crève les yeux :

« Toute expansion économique de l'Allemagne, soit par rapport aux débouchés, soit par rapport aux matières premières, est contraire au droit international. Des dérogations ne seront possibles qu'avec l'autorisation formelle de la France. »

Si le gouvernement de Front populaire, si les partis du Front populaire n'ont pas encore compris que le devoir est là, le Comité de Vigilance saura le leur rappeler.

Et autour d'une politique si juste se réalisera, enfin, l'union de la nation française !

(*Vigilance*, n° 48/49, 10 février 1937.)



Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

### III. Colonies

## 2

---

# Le sang coule en Tunisie

*(mars 1937)*

[Retour à la table des matières](#)

« Du sang à la une » dans les journaux ouvriers. Le sang coule en Tunisie. Qui sait ? On va peut-être se souvenir que la France est un petit coin d'un grand Empire, et que dans cet Empire des millions et des millions de travailleurs souffrent ?

Il y a huit mois que le Front populaire est au pouvoir, mais on n'a pas encore eu le temps de penser à eux. Quand des métallos de Billancourt sont en difficulté, Léon Blum reçoit une délégation ; il se dérange pour aller à l'Exposition parler aux gars du bâtiment ; quand il lui semble que les fonctionnaires grognent, il leur adresse un beau discours par radio tout exprès pour eux. Mais les millions de prolétaires des colonies, nous tous, nous les avons oubliés.

D'abord ils sont loin. Chacun sait que la souffrance diminue en raison de l'éloignement. Un homme qui peine sous les coups, épuisé par la faim, tremblant devant ses chefs, là-bas en Indochine, cela représente une souffrance et une injustice bien moindres qu'un métallos de la région parisienne qui n'obtient pas ses 15 % d'augmentation, ou un fonctionnaire victime des décrets-lois. Il doit y avoir là une loi de physique qui se rapporte à l'inverse du

carré de la distance. La distance a le même effet sur l'indignation et la sympathie que sur la pesanteur.

D'ailleurs ces gens-là - jaunes, noirs, « bicots » - sont habitués à souffrir. C'est bien connu. Depuis le temps qu'ils crèvent de faim et qu'ils sont soumis à un arbitraire total, ça ne leur fait plus rien. La meilleure preuve, c'est qu'ils ne se plaignent pas. Ils ne disent rien. Ils se taisent. Au fond, ils ont un caractère servile. Ils sont faits pour la servitude. Sans quoi ils résisteraient.

Il y en a bien quelques-uns qui résistent, mais ceux-là, ce sont des « meneurs », des « agitateurs », probablement payés par Franco et Hitler ; on ne peut employer vis-à-vis d'eux que des mesures de répression, comme la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine.

Et puis il n'y a rien de spectaculaire dans le drame de ces gens-là. Du moins jusqu'au dernier incident. Des fusillades, des massacres, voilà qui parle à l'imagination ; cela fait sensation, cela fait du bruit. Mais les larmes versées en silence, les désespoirs muets, les révoltes refoulées, la résignation, l'épuisement, la mort lente - qui donc songerait à se préoccuper de pareilles choses ? Les gosses tués à Madrid par des bombes d'avion, cela cause un frisson d'indignation et de pitié. Mais tous les petits gars de dix ou douze ans, affamés et surmenés, qui ont péri d'épuisement dans les mines indochinoises, nous n'y avons jamais pensé. Ils sont morts sans que leur sang coule. Des morts pareilles, cela ne compte pas. Ce ne sont pas de vraies morts.

Au fond, nous - et quand je dis nous, j'entends tous ceux qui adhèrent à une organisation du Rassemblement Populaire - nous sommes exactement semblables aux bourgeois. Un patron est capable de condamner ses ouvriers à la plus atroce misère, et de s'émouvoir d'un mendiant rencontré sur son chemin ; et nous, qui nous unissons au nom de la lutte contre la misère et l'oppression, nous sommes indifférents au sort inhumain que subissent au loin des millions d'hommes qui dépendent du gouvernement de notre pays. Aux yeux des bourgeois, les souffrances physiques et morales des ouvriers n'existent pas tant qu'ils se taisent, et les patrons les contraignent à se taire par des moyens de force. Nous aussi, Français « de gauche », nous continuons à faire peser sur les indigènes des colonies la même contrainte impitoyable, et comme la terreur les rend muets, nous avons vaguement l'impression que les choses ne vont pas si mal là-bas, qu'on ne souffre pas trop, qu'on est accoutumé aux privations et à la servitude. La bourgeoisie s'intéresse à un crime, à un suicide, à un accident de chemin de fer, et ne pense jamais à ceux dont la vie est lentement écrasée, broyée et détruite par le jeu quotidien de la machine sociale. Et nous aussi, avides de nouvelles sensationnelles, nous n'avons pas accordé une pensée aux millions d'êtres humains qui n'espéraient qu'en nous, qui du fond d'un abîme d'esclavage et de malheur tournaient les yeux vers nous, et qui depuis huit mois, sans fracas, sans bruit, passent progressivement de l'espérance au désespoir.

À présent, le sang a coulé. La tragédie coloniale a fini par prendre la forme de fait divers, seule accessible à notre sensibilité et à notre intelligence rudimentaires. À partir de maintenant, nous ne pouvons plus nous vanter que la fameuse « expérience » s'accomplit sans effusion de sang. Du sang l'a souillée.

Il est facile de parler de responsabilités, de sabotage. Sans enquête, nous savons où sont les responsabilités. Que chacun de nous se regarde dans la glace, il verra l'un des responsables. Le gouvernement actuel ne gouverne-t-il pas au nom du Rassemblement Populaire ? Ses membres ne sont guère en cause ; surmenés, accablés comme ils le sont, il est forcé que leur activité dépende pour une grande part des préoccupations qu'on leur impose. Si, par exemple, Léon Blum avait eu l'impression que nous sommes plus préoccupés de l'esclavage colonial que des traitements des fonctionnaires, il aurait sûrement consacré aux colonies le temps passé à préparer aux fonctionnaires un beau discours.

Quoi qu'il en soit, on doit bien avouer que, jusqu'ici, l'œuvre coloniale du gouvernement se ramène à peu près à la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine. On dira que des réformes coloniales n'étaient pas prévues au programme du Rassemblement Populaire. La dissolution non motivée de l'Étoile Nord-Africaine n'y était pas non plus prévue. Les morts de Tunisie non plus, d'ailleurs. Ce sont des morts hors-programme.

Quand je songe à une guerre éventuelle, il se mêle, je l'avoue, à l'effroi et à l'horreur que me cause une pareille perspective, une pensée quelque peu réconfortante. C'est qu'une guerre européenne pourrait servir de signal à la grande revanche des peuples coloniaux pour punir notre insouciance, notre indifférence et notre cruauté.

*(Feuilles libres, mars 1937 .)*

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

### III. Colonies

# 3

---

## Qui est coupable de menées anti-françaises ? (1938 ?)

[Retour à la table des matières](#)

En condamnant Messali à deux années de prison, le tribunal a écarté l'inculpation de menées antifrancaises. Que peut-on en conclure, sinon qu'on n'a pas pu trouver de menées antifrancaises du Parti du Peuple Africain ? Et sans doute, si on n'a pas pu en trouver, c'est qu'il n'y en avait pas.

Il n'en est pas moins certain que l'amour de la France n'est pas très vif en ce moment au cœur des populations nord-africaines. Il y a apparemment, sur ce territoire, des menées antifrancaises. Mais qui se livre à ces menées ? Qui est coupable de faire le jeu des ambitions fascistes en discréditant la France et le régime démocratique ?

Pour moi, je suis Française. Je n'ai jamais été en Afrique du Nord. J'ignore tout des intrigues compliquées auxquelles peuvent se livrer l'Allemagne et l'Italie dans la population musulmane. Je crois pourtant en savoir assez pour porter une accusation. Une accusation qu'aucun tribunal ne confirmera, bien sûr.

J'accuse l'État français et les gouvernements successifs qui l'ont représenté jusqu'à ce jour, y compris les deux gouvernements de Front Populaire ; j'accuse les administrations d'Algérie, de Tunisie, du Maroc ; j'accuse le général Noguès, j'accuse une grande partie des colons et des fonctionnaires français de menées antifrancophones en Afrique du Nord. Tous ceux à qui il est arrivé de traiter un Arabe avec mépris ; ceux qui font verser le sang arabe par la police ; ceux qui ont opéré et opèrent l'expropriation progressive des cultivateurs indigènes ; ceux qui, colons, industriels, traitent leurs ouvriers comme des bêtes de somme ; ceux qui, fonctionnaires, acceptent, réclament qu'on leur verse pour le même travail un tiers de plus qu'à leurs collègues arabes ; voilà quels sont ceux qui sèment en territoire africain la haine de la France.

Lors des occupations d'usines, en juin 1936, la France s'est divisée en deux camps. Les uns ont accusé les militants ouvriers, ces « meneurs », ces « agitateurs », d'avoir excité les troubles. Les autres - et ces autres, c'étaient notamment les membres et les partisans du Front Populaire - ont répondu : Non, ceux qui ont mis au cœur des ouvriers tant de révolte, tant d'amertume, qui les ont amenés à recourir enfin à la force, ce sont les patrons eux-mêmes, à cause de la contrainte, de la terreur, de la misère qu'ils avaient fait peser pendant des années sur les travailleurs des usines.

À ce moment, en juin 1936, les hommes « de gauche » avaient compris comment, en France, se posait le problème. Aujourd'hui, c'est de l'Afrique du Nord qu'il s'agit ; et ces mêmes hommes ne comprennent plus. C'est pourtant le même problème qui se pose ; mais ils ne s'en sont pas aperçus. C'est toujours, partout, le même problème qui se pose. Toujours, partout où il y a des opprimés.

Il s'agit toujours de savoir, là où il y a oppression, qui met au cœur des opprimés l'amertume, la rancune, la révolte, le désespoir. Est-ce que ce sont ceux des opprimés qui, les premiers, osent dire qu'ils souffrent, et qu'ils souffrent injustement ? Ou est-ce que ce sont les oppresseurs eux-mêmes, du seul fait qu'ils oppriment ?

Des hommes qui, étant brimés, offensés, humiliés, réduits à la misère, auraient besoin de « meneurs » pour avoir le cœur plein d'amertume, de tels hommes seraient nés esclaves. Pour quiconque a un peu de fierté, il suffit d'avoir été humilié pour avoir la révolte au cœur. Aucun « meneur » n'est nécessaire. Ceux qu'on appelle les « meneurs », c'est-à-dire les militants, ne créent pas les sentiments de révolte, ils les expriment simplement. Ceux qui créent les sentiments de révolte, ce sont les hommes qui osent humilier leurs semblables.

Y a-t-il quelque part une race d'hommes si naturellement serviles qu'on puisse les traiter avec mépris sans exciter en eux, tout au moins, une protestation muette, une rancune impuissante ? Ce n'est certainement pas le cas de la race arabe, si fière lorsqu'elle n'est pas brisée par une force impitoyable. Mais ce n'est le cas d'aucune race d'hommes. Tous les hommes, quels que soient leur origine, leur milieu social, leur race, la couleur de leur peau, sont des êtres naturellement fiers. Partout où on opprime des hommes, on excite la

révolte aussi inévitablement que la compression d'un ressort en amène la détente.

Cette vérité, les hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir la comprennent un peu lorsque les opprimés sont des ouvriers français, et les oppresseurs, les patrons. Ils ne la comprennent plus du tout lorsque les opprimés sont les indigènes des colonies, et les oppresseurs, entre autres, eux-mêmes, hommes au pouvoir. Pourquoi ? Croient-ils que le fait d'avoir la peau de couleur un peu foncée rend l'humiliation plus facile à supporter ? S'ils le croient, j'appelle de tous mes vœux le jour où les faits les forceront de reconnaître qu'ils se sont trompés. Le jour où les populations indigènes des colonies françaises auront enfin l'équivalent de ce qu'ont été, pour les ouvriers français, les journées de juin 1936.

Je n'oublierai jamais le moment où, pour la première fois, j'ai senti et compris la tragédie de la colonisation. C'était pendant l'Exposition Coloniale, peu après la révolte de Yen-Bay en Indochine. Un jour, par hasard, j'avais acheté *le Petit Parisien* ; j'y vis, en première page, le début de la belle enquête de Louis Roubaud sur les conditions de vie des Annamites, leur misère, leur esclavage, l'insolence toujours impunie des blancs. Parfois, le cœur plein de ces articles, j'allais à l'Exposition Coloniale ; j'y trouvais une foule béate, inconsciente, admirative. Pourtant beaucoup de ces gens avaient certainement lu, le matin même, un article poignant de Louis Roubaud.

Il y a sept ans de cela. Je n'eus pas de peine, peu de temps après, à me convaincre que l'Indochine n'avait pas le privilège de la souffrance parmi les colonies françaises. Depuis ce jour, j'ai honte de mon pays.

Depuis ce jour, je ne peux pas rencontrer un Indochinois, un Algérien, un Marocain, sans avoir envie de lui demander pardon. Pardon pour toutes les douleurs, toutes les humiliations qu'on lui a fait souffrir, qu'on a fait souffrir à leur peuple. Car leur oppresseur, c'est l'État français, il le fait au nom de tous les Français, donc aussi, pour une petite part, en mon nom. C'est pourquoi, en présence de ceux que l'État français opprime, je ne peux pas ne pas rougir, je ne peux pas ne pas sentir que j'ai des fautes à racheter.

Mais si j'ai honte de mon pays depuis sept ans, j'éprouve, depuis un an et demi, un sentiment encore plus douloureux. J'ai honte de ceux dont je me suis toujours sentie le plus proche. J'ai honte des démocrates français, des socialistes français, de la classe ouvrière française.

Que les ouvriers français, mal informés, harassés par le travail d'usine, ne se préoccupent pas beaucoup de ce qui se passe dans des territoires lointains, c'est assez excusable. Mais depuis des années ils voient leurs compagnons de travail nord-africains souffrir à leurs côtés plus de souffrances qu'eux-mêmes, subir plus de privations, plus de fatigues, un esclavage plus brutal. Ils savent que ces malheureux sont encore des privilégiés par rapport aux autres malheureux qui, poussés par la faim, ont vainement essayé de venir en France. Le contact a pu s'établir entre travailleurs français et arabes au cours des longues journées d'occupation des usines. Les ouvriers français ont constaté à ce moment-là comment *l'Étoile Nord-Africaine* les a soutenus ; ils l'ont vue défiler avec eux le 14 juillet 1936. Pourtant ils l'ont laissé dissoudre sans

protester. Ils sont restés indifférents à la condamnation de Messali. Ils voient, semble-t-il, avec indifférence leurs malheureux camarades privés d'allocations familiales.

Quant aux organisations antifascistes, elles se chargent, par leur attitude à l'égard des colonies, d'une honte ineffaçable. Y a-t-il beaucoup d'hommes, parmi les militants ou les simples membres de la S.F.I.O. et de la C.G.T., qui ne s'intéressent pas beaucoup plus au traitement d'un instituteur français, au salaire d'un ajusteur français, qu'à la misère atroce qui fait périr de mort lente les populations d'Afrique du Nord ?

\*

Les outrages déshonorent ceux qui les infligent bien plus que ceux qui les subissent. Toutes les fois qu'un Arabe ou un Indochinois est insulté sans pouvoir répondre, frappé sans pouvoir rendre les coups, affamé sans pouvoir protester, tué impunément, c'est la France qui est déshonorée. Et elle est, hélas, déshonorée de cette manière tous les jours.

Mais l'outrage le plus sanglant, c'est quand elle envoie de force ceux qu'elle prive de leur dignité, de leur liberté, de leur pays, mourir pour la dignité, la liberté, la patrie de leurs maîtres. Dans l'antiquité, il y avait des esclaves, mais les citoyens seuls combattaient. Aujourd'hui on a trouvé mieux ; on réduit d'abord des populations entières à l'esclavage, et ensuite on s'en sert comme de chair à canon.

Pourtant les opprimés des colonies peuvent trouver une amère consolation dans la pensée que leurs vainqueurs subissent parfois à cause d'eux une misère égale à celle qu'ils leur infligent. Quand on étudie l'histoire de l'avant-guerre, on voit que c'est le conflit concernant le Maroc qui a envenimé les rapports franco-allemands au point de faire tourner, en 1914, l'attentat de Sarajevo en catastrophe mondiale. La France a vaincu et soumis les Marocains, mais c'est à cause de ces Marocains vaincus et soumis que tant de Français ont croupi pendant quatre ans dans les tranchées. Ce fut leur punition, et elle était méritée. Aujourd'hui, si un nouveau conflit éclate, la question coloniale en sera encore l'origine. Une fois de plus les Français souffriront, mourront, et une fois de plus ils l'auront mérité.

Quant à l'Afrique du Nord, j'aime à croire qu'elle perd de plus en plus l'envie d'être un réservoir de chair à canon. Il n'est pas besoin, pour lui faire perdre cette envie un peu plus tous les jours, que Berlin, Rome ou Moscou exercent leur influence. La France s'en charge.

De même il n'est pas besoin de Rome ni de Berlin pour que l'Afrique du Nord se détache un peu plus tous les jours de la cause antifasciste. Le Front Populaire, parvenu au pouvoir, s'en charge, en continuant à laisser subir aux populations d'Afrique du Nord plus de douleurs et plus d'outrages que n'en subissent les peuples soumis aux régimes fascistes.

Le principal auteur des menées antifranc̄aises en Afrique du Nord, c'est la France. Les principaux auteurs de menées fascistes en Afrique du Nord, ce sont, sauf exceptions, les organisations antifascistes.



Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

### III. Colonies

## 4

---

# “ Ces membres palpitants de la patrie ”

(10 mars 1938)

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelques semaines, un article paru dans notre grande presse d'information, se réclamant pour une fois de Jaurès, et voulant écraser d'un coup tous les raisonnements possibles en faveur des revendications allemandes, appelait les colonies « ces membres palpitants de la patrie » . On ne peut refuser à cette expression un singulier bonheur, une grande valeur d'actualité. Palpitants, oui. Sous la faim, les coups, les menaces, les peines d'emprisonnement ou de déportation ; devant l'aspect redoutable des mitrailleuses ou des avions de bombardement. Une population domptée, désarmée serait palpitante à moins.

Si les colonies sont palpitantes, la mère-patrie ne palpète guère avec elles. La tragédie de l'Afrique du Nord se poursuit au milieu d'une indifférence presque complète. *Le Populaire* du moins avait publié, sur le Maroc, une série émouvante d'articles de Magdeleine Paz. Les autres journaux, ou bien ne se sont pas aperçus qu'il y a une crise nord-africaine, ou bien y ont vu exclusivement une crise de l'autorité française.

En vérité, il semble que les Français aient été bien plus remués par les événements de Chine que par les événements d'Afrique du Nord. Sans doute en Chine, on tue beaucoup plus de gens, on y tue même des enfants - à ce propos, comment vivront donc les enfants de ceux qui sont tombés récemment sous les balles françaises au Maroc ? Mais enfin, ce qui se passe en Chine, nous n'y pouvons pas grand-chose ; et il n'est pas sûr qu'une action dans ce domaine ne mettrait pas le feu à l'Europe et au monde. Tandis qu'en Afrique du Nord on pourrait être un peu humain, on pourrait préserver des vies d'enfants - car les enfants ne meurent pas seulement sous les bombes d'avion, la faim les tue très bien - sans courir des risques si effroyables. Il suffirait de le vouloir.

En voyant aujourd'hui tant de bons bourgeois, d'un impérialisme naïf, s'émouvoir pour la Chine, exécrer les Japonais, on se demande malgré soi si les sympathies qu'excite en France la Chine ne sont pas du même ordre que celles éprouvées par les riches en faveur des « bons pauvres », des pauvres qui « savent rester à leur place ». La Chine, jusqu'ici, a su rester à sa place, sa place de peuple inférieur, humblement respectueux des blancs. Les Japonais sont des jaunes intolérablement présomptueux : ils veulent civiliser en massacrant - ils veulent faire comme les blancs ! Quant aux Nord-Africains, quelques-uns d'entre eux - de simples « meneurs », heureusement - sont peut-être encore pires : ils ne veulent pas être massacrés, ni même brimés et humiliés. Prétention d'autant plus exorbitante que, le jour où la France, en la personne de son gouvernement ou d'un ambassadeur, aura subi une humiliation, on les autorisera à tuer et à mourir pour venger cette humiliation. Que leur faut-il de plus, en fait de dignité ?

\*

Parmi tous les événements qui se sont passés récemment en Afrique du Nord, le plus caractéristique peut-être, bien qu'il y en ait eu de plus tragiques, est l'histoire de *l'Étoile Nord-Africaine*.

*L'Étoile Nord-Africaine* fut autrefois tenue sur les fonts de baptême par le parti communiste premier style. Au bout d'un certain temps, elle a su conquérir son indépendance d'organisation adulte ; c'est ce qui lui a permis, ces dernières années, de ne pas se retourner contre les revendications vitales des peuples colonisés. Elle est composée exclusivement de Nord-Africains, ou plus exactement d'Algériens, et exclusivement de travailleurs, au sens le moins large du terme ; elle ne compte dans ses rangs ni un blanc, ni un intellectuel. Son influence, sans être insignifiante en Algérie, s'exerce surtout en France, où elle a su grouper la très grande majorité des travailleurs algériens.

La plupart des Français ignorent dans quelles conditions vivent et ont vécu, surtout avant juin 1936, les ouvriers algériens qui travaillent chez nous. Privés de la plupart des droits dont jouissent leurs camarades français, toujours passibles d'un renvoi brutal dans leur pays d'origine qu'ils ont quitté chassés par la faim, voués aux tâches les plus malpropres et les plus

épuisantes, misérablement payés, traités avec mépris même par ceux de leurs compagnons de travail qui ont une peau d'autre couleur, il est difficile d'imaginer plus complète humiliation. *L'Étoile Nord-Africaine* a su donner à ces hommes une dignité, un but, une organisation à eux, un idéal à eux ; cet idéal ne les rattachait pas seulement à l'ensemble du monde musulman, il les rattachait d'une manière bien plus étroite à l'ensemble de leurs frères de classe, y compris ceux qui méconnaissaient cette fraternité en les traitant en inférieurs. C'est grâce à *L'Étoile Nord-Africaine* que les patrons n'ont pas trouvé en eux une masse de jeunes manœuvrables à merci ; c'est grâce à elle, notamment, qu'ils ont participé à l'occupation des usines en juin 1936, assurant ainsi la victoire, au lieu du désastre, dans un certain nombre d'usines importantes où ils constituaient une large part du personnel. *L'Étoile Nord-Africaine* a défilé en rangs pressés dans le cortège du 14 juillet 1936, fournissant le spectacle le plus poignant peut-être dans cette journée si riche en émotions. Aujourd'hui, les trois ou quatre hommes dont le travail, le courage, l'intelligence ont rendu cette grande chose possible, sont en prison dans une prison française et pour deux ans.

Bien sûr *L'Étoile Nord-Africaine* faisait partie de ce qu'on appelle le nationalisme Nord-Africain. Son rêve lointain était la constitution progressive d'un État de l'Afrique du Nord, dont les rapports avec la France auraient pu être, par exemple, ceux d'un Dominion anglais avec l'Angleterre. Ses revendications immédiates étaient l'extension des libertés démocratiques aux indigènes, la suppression du Code de l'indigénat, cet ensemble de contraintes à côté de quoi les régimes totalitaires apparaissent, par comparaison, presque libéraux, et, en France, l'égalité des travailleurs algériens et des travailleurs français. Comme toutes les organisations qui groupent des opprimés, comme, par exemple, les organisations du prolétariat français, elle hésitait entre une opposition radicale, violente, et le réformisme, penchant vers l'un ou vers l'autre selon qu'il apparaissait ou non des possibilités de réformes. *Le Rassemblement populaire* lui donna l'espérance de progrès importants et paisibles ; elle y adhéra avec enthousiasme. Quand Viénot conclut le traité franco-syrien, sa grande revendication fut l'élaboration progressive d'un statut analogue pour l'Afrique du Nord. Certains affirmeront-ils que ces dispositions pacifiques étaient feintes, que *L'Étoile Nord-Africaine* ne rêvait que de violences ? Encore faudrait-il le prouver. Ce qui est incontestable, c'est que *L'Étoile* n'a pas changé de politique entre le moment où elle a été reçue au *Rassemblement populaire*, où elle a pris part au défilé du 14 juillet, et le moment où soudain, brutalement, le gouvernement Blum l'a dissoute.

\*

On n'a jamais donné les motifs de cette dissolution. On s'est contenté de prendre des airs mystérieux, en insinuant « Ah ! si vous saviez ce que nous savons ! » Nous connaissons ces airs-là. Bien naïfs ceux sur qui ils feraient impression. Mais le plus intéressant, c'est ce qui a suivi. Quelques organisations adhérant au *Rassemblement populaire* ont proposé à ce dernier d'exclure *L'Étoile* en raison du décret de dissolution porté contre elle. On considérerait donc, notons-le, que, bien que dissoute, elle était toujours membre

du *Rassemblement populaire*, puisqu'on proposait de l'exclure. Le représentant de la C.G.T. et celui du C.V.I.A. demandèrent et obtinrent qu'elle ne fût pas exclue sans que son chef, Messali, fût entendu. Messali constitua un dossier, le communiqua à quelques membres du *Comité de Rassemblement populaire*. Cependant il ne fut pas convoqué officiellement pour être entendu, et la question de l'exclusion ne fut plus posée. *L'Étoile Nord-Africaine* bien que dissoute depuis des mois, est donc toujours membre du Rassemblement populaire !

Messali, ayant sous les yeux l'exemple des ligues fascistes, pouvait à bon droit considérer la dissolution comme une invitation à reconstituer une organisation semblable sous un autre nom. Il est vrai qu'en y réfléchissant bien, il y a quelque chose comme une action judiciaire intentée contre les ligues fascistes ; mais elle ressemble singulièrement à une inaction judiciaire. Au reste, cette action, si action il y a, repose sur une définition des ligues caractérisées comme des organisations para-militaires. Tel n'a jamais été le caractère de *L'Étoile*, et, à ma connaissance, on ne l'en a même jamais accusée. S'il en avait été autrement, aurait-elle été admise au *Rassemblement populaire* ? Cependant c'est pour avoir reconstitué cette organisation qui n'est pas une ligue, qui est toujours membre du *Rassemblement populaire*, que, sous un gouvernement qui émane du *Rassemblement populaire*, Messali et trois de ses camarades ont été condamnés à deux ans de prison. Pour ce seul délit ; car l'inculpation de menées antifrancaises a été écartée par le tribunal, qui a retenu seulement celle de reconstitution de ligue dissoute.

Peut-on se permettre de demander ce que doivent faire les hommes, les militants qui ont appartenu à *L'Étoile Nord-Africaine* ? S'ils veulent se grouper, on pourra toujours les accuser d'avoir reconstitué *L'Étoile*. C'est à vrai dire une pure et simple interdiction de s'organiser, et sous peine de prison, qui a été portée contre eux sans aucune explication. Ce ne sont pas seulement les quatre militants frappés par la condamnation qui en subissent durement l'atteinte, c'est bien plus encore tant de milliers d'hommes malheureux, opprimés, qui n'avaient à eux que leur organisation, et qui en sont privés. Croit-on sérieusement qu'ils se résigneront à cet état de chose, et qu'ils n'iront pas du seul côté où apparemment il soit permis de s'organiser, c'est-à-dire à droite ? On nous dit qu'il y avait des Algériens parmi les « cagoulards ». S'il n'y avait pas des milliers, des milliers et des milliers d'Algériens, ce n'est pas la faute de notre gouvernement. Et si un jour comme en Espagne, l'Afrique du Nord déverse chez nous des flots d'indigènes armés sous la conduite de généraux factieux, la « justice immanente » ne serait-elle pas sans doute satisfaite au moment où tels grands personnages périraient de la main d'un Arabe ?

On colporte, bien entendu, contre *L'Étoile Nord-Africaine*, les mêmes bruits de collusion avec le fascisme espagnol ou italien qu'on a colportés lorsqu'on voulait l'exclure du *Rassemblement populaire* ; à ce moment, Messali les a complètement réfutés. Ce qui était faux alors serait-il devenu vrai depuis ? Comme on a pris soin de mettre Messali et ses camarades en prison, il leur est difficile de prouver le contraire ; qui sait d'ailleurs ce que peut devenir une organisation composée d'hommes malheureux, en général ignorants, quand on la prive brutalement des chefs en qui elle a mis sa confiance ?

\*

Au reste, ces collusions avec le fascisme, si - comme je le crois pour ma part - elles n'existent pas, existeront indubitablement pour peu que la même politique se poursuive. Ceux qui préconisent cette politique triompheront alors d'avoir vu si clair. Ils ne comprendront pas que les vrais auteurs de ces collusions, ce sont eux, et je parle pour les membres du gouvernement responsables de cette politique comme pour ceux qui les ont conseillés.

Ce sont eux qui sont coupables de menées antifrANÇAISES en Afrique du Nord, en achevant d'y rendre la France odieuse. Eux qui, dès mars 1937, trouvaient presque naturel que la police tire sur les grévistes, dès lors que ces grévistes étaient simplement des mineurs indigènes de Tunisie, contraints de travailler douze heures, à un rythme épuisant, pour des salaires infimes ; Blum, qui a pleuré après Clichy, n'a pas jugé les dix-neuf morts arabes de Metlaoui dignes de ses larmes. Eux qui ont laissé le général Noguès terminer cette même année 1937 au Maroc par la provocation, la terreur et les tueries. Eux qui ont fait si peu que rien pour donner aux milliers de milliers d'hommes qui subissent la faim et l'esclavage en Afrique du Nord plus de pain et de liberté, pour aménager la culture, alléger le budget, réformer le cadre de l'Indigénat. Eux qui refusent aux Nord-Africains venus en France le bénéfice des allocations familiales pour les enfants demeurés en Afrique du Nord, les contraignant à des privations inhumaines pour envoyer de maigres mandats. Eux qui ont condamné Messali à la privation des droits civiques, au moment même où les élections cantonales lui donnaient une victoire éclatante dès le premier tour. Et ce ne sont là que quelques faits cités au hasard.

Ils sont plaisants vraiment, ceux qui parlent avec scandale et comme d'un crime, de collusions possibles entre les indigènes Nord-Africains et le fascisme. Et pourquoi donc, ayant tâté de tout le reste et toujours vu leurs espoirs déçus, ne tâteraient-ils pas aussi du fascisme avant de sombrer dans un complet désespoir ? Sans doute savons-nous bien qu'avec le fascisme les malheureux ne tomberont pas mieux. Du moins peuvent-ils se dire qu'ils ne risquent guère de tomber plus mal. On croirait vraiment, à entendre la plupart de nos camarades, que le *Front populaire* possède un droit absolu, un droit divin au soutien, à la fidélité des opprimés, y compris ceux qu'il foule aux pieds. Ne leur fait-il pas « en les croquant, beaucoup d'honneur » ? N'est-on pas plus libre, mis en prison par un gouvernement de gauche, qu'en liberté sous un gouvernement de droite ?

Je ne terminerai pas en disant qu'il est scandaleux de voir une telle politique menée par un gouvernement de *Front populaire*. Non. Pourquoi feindre de croire à une fiction qu'on connaît pour telle ? Un pareil gouvernement, héritier du Cartel, est bien dans la ligne de celui qui, en 1924-1925, fit la guerre au Maroc. Que dire pourtant du rôle des socialistes ? Sans doute, le parti socialiste, en tant que parti, s'est-il ému ces derniers temps du drame Nord-Africain. Mais qu'ont fait ses ministres au pouvoir ? On sait que Dormoy s'est déchargé de l'Algérie sur Raoul Aubaud, mais celui-ci n'était qu'un sous-secrétaire d'État ; qui croira que le ministre de l'Intérieur n'avait pas le pouvoir de faire mettre Messali et ses camarades en liberté ? Sans doute aussi l'Afrique du Nord ne se trouvait-elle pas placée sous l'autorité de Marius

Moutet ; mais le Gabon s'y trouvait placé ; qui, dès lors, est responsable de la déportation meurtrière du professeur marocain El Fassi au Gabon, dans un climat fatal pour un malade comme lui ?

Quand on récapitule les événements de ces derniers mois en Afrique du Nord, et qu'on songe ensuite aux problèmes brûlants de la politique extérieure, on ne peut que rire amèrement. Ce sont ces colonies infortunées qui pourraient nous valoir une guerre européenne ! Quel juste retour si, à cause de ces hommes de peau diversement colorée que nous abandonnons si froidement à leur misère, chaque Français devait être voué aux misères non moins atroces du P.C.D.F. ! Nous les laissons périr, et nous périrons pour pouvoir continuer à les laisser périr ! Et c'est cette France que beaucoup voudraient lancer dans une croisade libératrice pour l'Espagne ou pour la Chine. Sans doute alors les Indochinois, les Nord-Africains seraient-ils admis parmi les premiers à l'honneur de mourir pour la liberté des peuples ?

(*Vigilance*, n° 63, 10 mars 1938.)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

### III. Colonies

# 5

---

## Les nouvelles données du problème colonial dans l'empire français *(décembre 1938)*

[Retour à la table des matières](#)

Les problèmes de la colonisation se posent avant tout en termes de force. La colonisation commence presque toujours par l'exercice de la force sous sa forme pure, c'est-à-dire par la conquête. Un peuple, soumis par les armes, subit soudain le commandement d'étrangers d'une autre couleur, d'une autre langue, d'une tout autre culture, et convaincus de leur propre supériorité. Par la suite, comme il faut vivre, et vivre ensemble, une certaine stabilité s'établit, fondée sur un compromis entre la contrainte et la collaboration. Toute vie sociale, il est vrai, est fondée sur un tel compromis, mais les proportions de la contrainte et de la collaboration diffèrent, et dans les colonies la part de la contrainte est généralement beaucoup plus grande qu'ailleurs. Il ne serait pas difficile de trouver une colonie appartenant à un État démocratique où la contrainte soit à bien des égards pire que dans le pire État totalitaire d'Europe.

La coexistence de deux races, même si l'une dirige, n'implique pas par elle-même une si grande contrainte. Des bases d'une collaboration suffisante pour réduire la contrainte au minimum pourraient être trouvées. Les

Européens qui vont dans d'autres continents pourraient tout d'abord ne pas se sentir dépaysés parmi des êtres crus inférieurs s'ils connaissaient mieux leur propre culture et son histoire ; ils ne croiraient pas alors que les leurs ont tout inventé.

Réciproquement, la culture européenne, parée de ses propres prestiges et de tous ceux de la victoire, arrive toujours à attirer une partie de la jeunesse dans les pays colonisés. La technique, après avoir choqué beaucoup d'habitudes, étonne et séduit par sa puissance. Les populations conquises ne demandent, au moins en partie, qu'à s'assimiler cette culture et cette technique ; si ce désir n'apparaît pas aussitôt, le temps l'amène presque infailliblement. Une collaboration cordiale serait de ce fait possible, malgré la subordination d'une race à l'autre, si chaque étape dans le sens de l'assimilation apparaissait à la population soumise comme une étape dans la voie de l'indépendance économique et politique. Dans le cas contraire, l'assimilation aiguise au contraire les conflits. Une jeunesse élevée dans la culture du vainqueur ne supporte que par force d'être traitée avec dédain par des hommes à qui elle se sent semblable et égale. La technique, si la misère des masses augmente, ou simplement se maintient, ou même diminue, mais non pas à un rythme qui corresponde à la mise en valeur du pays, la technique apparaît comme un bien monopolisé par des étrangers et dont on souhaite s'emparer. Si la population de la colonie a le sentiment que le vainqueur compte prolonger indéfiniment le rapport de conquérant à conquis, il s'établit une paix qui diffère de la guerre uniquement par le fait que l'un des camps est privé d'armes.

C'est vers une telle situation que tend automatiquement, par une sorte d'inertie, toute colonisation. Il va de soi que c'est là une situation intolérable. Si on la suppose donnée, de quelle manière est-il possible qu'elle s'améliore ?

\*

Un des moyens que l'on peut concevoir est la naissance d'un mouvement d'opinion dans la nation colonisatrice contre les injustices effrayantes imposées aux colonies. Un tel mouvement d'opinion semblerait devoir être facile à susciter dans un pays qui se réclame d'un idéal de liberté et d'humanité. L'expérience montre qu'il n'en est rien. En 1931, Louis Roubaud a publié en première page du *Petit Parisien* une série d'articles sur l'Indochine pleins de révélations terribles qui ne furent pas démenties ; ils n'ont produit aucune impression, et aujourd'hui encore beaucoup de gens cultivés, de ceux qu'on considère bien informés, ignorent tout de l'atroce répression de 1931. Au cours du grand mouvement qui a soulevé, en 1936, les ouvriers français, ils ne se sont pour ainsi dire pas souvenus qu'il existât des colonies. Les organisations qui les représentaient ne s'en sont bien entendu guère mieux souvenues. D'une manière générale, les Français sont tellement persuadés de leur propre générosité qu'ils ne s'enquêtent pas des maux que souffrent par eux des populations lointaines ; et la contrainte prive ces populations de la faculté de se plaindre. La générosité ne va guère chez aucun peuple jusqu'à faire effort pour découvrir les injustices qu'on commet en son nom ; en tout cas elle ne va certes pas jusque-là en France. La propagande de quelques-uns ne peut y apporter qu'un faible remède.



Un autre moyen, celui qui se présente le plus naturellement à l'esprit, est une révolte victorieuse. Mais il est difficile qu'une révolte coloniale soit victorieuse. Le nombre serait du côté des révoltés ; mais le monopole de la technique et des armes les plus modernes pèse plus lourd dans la balance des forces. Une guerre qui absorberait les forces armées de la nation colonisatrice peut présenter peut-être des possibilités d'émancipation violente ; mais même en pareil cas une révolte n'arriverait que difficilement à réussir, et surtout elle serait singulièrement menacée par les ambitions des autres nations en armes. D'une manière générale, en supposant qu'une révolte armée soit heureuse, l'acquisition et le maintien de l'indépendance dans de telles conditions, la nécessité d'assurer la défense à la fois contre la nation qui commandait naguère et contre les autres convoitises, exigeraient une telle tension morale, une mise en jeu si intensive de toutes les ressources matérielles que la population risquerait de n'y gagner ni bien-être ni liberté. Sans doute l'indépendance nationale est un bien ; mais quand elle suppose une telle soumission à l'État que la contrainte, l'épuisement et la faim soient aussi grands que sous une domination étrangère, elle est vaine. Nous ne voulons pas, nous, Français, mettre un tel prix à la défense de notre indépendance nationale ; pourquoi serait-il désirable que les populations des colonies mettent un tel prix à l'acquisition de la leur ?

\*

Il semble qu'il n'y ait pas d'issue, et pourtant il y en a une. Il existe une troisième possibilité. C'est que la nation colonisatrice ait intérêt elle-même à émanciper progressivement ses propres colonies, et qu'elle comprenne cet intérêt. Or, les conditions d'une telle solution existent. Le jeu des forces internationales fait que la France a intérêt, un intérêt urgent, évident, à transformer ses sujets en collaborateurs. Il faut qu'elle comprenne cet intérêt ; ici, la propagande peut s'employer.

Pour qui regarde seulement l'Europe, il est regrettable à bien des égards que la paix n'ait pu se maintenir qu'au prix des concessions de Munich. C'est affreux pour ceux des Allemands des Sudètes que ne séduit pas le régime hitlérien ; c'est fort douloureux pour la Tchécoslovaquie, qui n'a plus qu'une ombre d'indépendance nationale ; c'est amer pour les États démocratiques, dont le prestige et par suite la sécurité apparaissent amoindris. Mais si on regarde l'Asie et l'Afrique, les accords de Munich ouvrent des espérances jusque-là chimériques. La France, dont la position en Europe a subi une si grave atteinte, ne se maintient au rang des grandes puissances que par son Empire. Mais ce qui lui reste de force et de prestige ne peut plus lui suffire à conserver cet Empire si ceux qui le composent ne désirent pas eux-mêmes y demeurer.

Les revendications de l'Allemagne concernant ses anciennes colonies ne touchent qu'un aspect partiel et secondaire de ce problème. Nul ne sait quand elle posera officiellement ces revendications, ni quelles revendications plus étendues pourront suivre. Mais dès aujourd'hui l'Empire français est l'objet des convoitises de l'Allemagne et de ses alliés. L'Allemagne a toujours

considéré comme abusif - non sans motifs - le protectorat français sur le Maroc ; l'Italie a depuis longtemps les yeux sur la Tunisie ; le Japon désire l'Indochine. La France ne possède pas la puissance nécessaire pour défendre de si vastes territoires si les populations intéressées lui sont dans le for intérieur hostiles, ou même si elles assistent au conflit d'ambitions en simples spectatrices.

Certaine fable de La Fontaine sur l'Âne et son maître est utile à relire en l'occurrence. Tout le monde en France la connaît ; il n'est que de songer à l'appliquer. Quand même tous les Français des colonies adopteraient soudain les procédés les plus humains, les plus bienveillants, les plus désintéressés, cela ne suffirait pas à susciter dans l'Empire les sentiments nécessaires à la sécurité de la France. Il est indispensable que les sujets de la France aient quelque chose à eux qu'une autre domination risquerait de leur faire perdre ; et à cet effet il est indispensable qu'ils cessent d'être des sujets, autrement dit des êtres passifs, bien ou mal traités, mais entièrement soumis au traitement qu'on leur accorde. Il faut qu'ils entrent effectivement, et bientôt, et assez rapidement, dans le chemin qui mène de la situation de sujet à celle de citoyen.

\*

Il n'est pas question de faire des colonies, tout d'un coup, des États indépendants. Une telle métamorphose serait sans doute sans lendemain ; mais de toute façon, aucun gouvernement français, de quelque parti qu'il se réclame, n'y songerait. Il y aurait à examiner des modalités d'autonomie administrative, de collaboration au pouvoir politique et militaire, de défense économique. Ces modalités différencieraient nécessairement selon les colonies. Les mêmes solutions ne sont pas applicables sans doute aux Annamites, qui n'ont pas attendu l'invasion française pour être un peuple hautement civilisé, et à tels territoires du centre de l'Afrique. Le passé, les mœurs, les croyances doivent entrer en ligne de compte. Mais quelles que soient les modalités, le succès n'est possible que si elles s'inspirent de la même nécessité urgente : les populations des colonies doivent participer activement et en vue de leur propre intérêt à la vie politique et économique de leurs pays.

En ce qui concerne la France, il n'est pas sûr qu'une telle politique, même rapidement et intelligemment appliquée, puisse être efficace. Il est peut-être trop tard. S'il est vrai, par exemple, que sur les millions d'habitants du Nord Annam et du Tonkin neuf familles sur dix environ avaient perdu au moins un de leurs membres à cause de la répression de 1931, ces millions d'hommes ne pardonneront peut-être pas facilement. Mais ce qui est à peu près certain, c'est que cette politique offre à la France l'unique chance de conserver son rang de grande puissance que presque tous les hommes politiques jugent indispensable à sa sécurité.

En revanche, en ce qui concerne les colonies, une telle politique, si elle est effectivement suivie, sera efficace dans tous les cas. Soit que les populations colonisées, à la suite d'une émancipation partielle, forment ou non des sentiments favorables au maintien de l'Empire français ; soit qu'elles demeurent, dans l'avenir prochain, sous la domination française ou passent sous une autre domination ; dans tous les cas, les libertés acquises leur donneront des possibilités de se défendre contre n'importe quelle oppression et des possibilités

d'aller vers une émancipation complète qu'elles ne possèdent pas actuellement. Elles sont présentement désarmées et à la merci de quiconque demeure parmi elles avec des armes. Il n'y a aucun doute, par exemple, que si le Japon s'emparait présentement de l'Indochine, il profiterait de l'état d'impuissance et de passivité où il trouverait les Annamites. S'il les trouvait en possession de certaines libertés, il lui serait difficile de ne pas au moins les maintenir. Ainsi du point de vue français, une telle politique est nécessaire ; du point de vue humain - qui, soit dit en passant, est naturellement le mien - quelles que puissent en être les conséquences pour la France, elle serait heureuse. Ceux qui sont habitués à tout considérer sous la double catégorie « révolutionnaire » et « réformiste » - la première épithète, dans ce système manichéen, désignant le bien et la seconde le mal - trouveront sans doute qu'une telle solution du problème colonial est atteinte de la tare indélébile du réformisme. Pour moi, sans hésitation, je la juge infiniment préférable, si elle se réalise, à une émancipation qui résulterait d'un soulèvement victorieux. Car elle permettrait aux populations soumises aujourd'hui à tant d'intolérables contraintes d'accéder au moins à une liberté partielle sans être forcées de tomber dans un nationalisme forcené - à son tour impérialiste et conquérant - ,dans une industrialisation à outrance fondée sur la misère indéfiniment prolongée des masses populaires, dans un militarisme aigu, dans une étatisation de toute la vie sociale analogue à celle des pays totalitaires. Telles seraient presque infailliblement les suites d'un soulèvement victorieux ; quant aux suites d'un soulèvement non victorieux, elles seraient trop atroces pour qu'on ait envie de les évoquer. L'autre voie, moins glorieuse sans doute, ne coûterait pas de sang ; et comme disait Lawrence d'Arabie, ceux qui ont pour objet la liberté désirent vivre pour en jouir plutôt que mourir pour elle.

Ce qui risque d'empêcher qu'une solution si désirable au problème colonial devienne une réalité, c'est l'ignorance où on est en France des données du problème. On ignore que la France n'est pas, aux yeux de la plupart de ses sujets, la nation démocratique, juste et généreuse qu'elle est aux yeux de tant de Français moyens et autres. On ignore que les Annamites, notamment, n'ont aucune raison de la préférer au Japon, et en fait, à ce qu'on entend dire de plusieurs côtés, ne la préfèrent pas. Ici le rôle des informations peut être très important. Tant que les informations concernant le régime colonial ne mettaient en cause que la générosité de la France, elles risquaient de tomber dans l'indifférence et surtout dans l'incrédulité générale. C'est effectivement ce qui s'est produit. Dès lors qu'il est question de sécurité, elles ont chance d'être prises plus au sérieux. Si pénible et si humiliant qu'il soit de l'admettre, l'opinion d'un pays, sans aucune distinction de classes sociales, est beaucoup plus sensible à ce qui menace sa sécurité qu'à ce qui offense la justice.

*(Essais et combats, décembre 1938.)*

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

### III. Colonies

# 6

---

## Fragment (1938-1939 ?)

[Retour à la table des matières](#)

La position et le prestige de la France en Europe ont considérablement diminué depuis Munich. Le gouvernement a préféré cet amoindrissement à la guerre, et il a eu mille fois raison. L'amoindrissement n'en est pas moins un fait. Pourtant la possession d'un vaste empire colonial lui permet de faire encore figure de grande puissance. Mais l'affaiblissement de sa position en Europe lui rend bien plus difficile la conservation de cet Empire. Je ne pense pas simplement aux anciennes colonies allemandes, dont on se préoccupe beaucoup trop. Il est possible que les prétentions allemandes à ce sujet soient un trompe-l'œil destiné à couvrir l'accomplissement d'autres visées politiques ; en tout cas, si l'Allemagne n'est pas provisoirement absorbée par l'expansion vers l'Est, ce qui est possible, ses ambitions coloniales sont certainement beaucoup plus étendues. D'une manière générale, l'Empire français est exposé aux convoitises. L'Italie tend les mains vers la Tunisie, le Japon vers l'Indochine ; il serait surprenant que l'Allemagne ne se souvînt pas un jour que la France a occupé le Maroc malgré elle et malgré le traité signé sous sa pression. Par malheur aussi l'Italie, l'Allemagne et le Japon sont précisément alliés. Personne, j'imagine, ne compte sur la Russie pour aider la France à conserver ses territoires d'Asie et d'Afrique. Malgré l'Angleterre, on peut dire

que dans la situation internationale actuelle, l'Empire français est dès aujourd'hui en danger. Le problème pour la France est donc de chercher, en plus de l'alliance anglaise et de sa propre force militaire, quels moyens elle peut mettre en œuvre contre ce danger.

À la force française et à la force anglaise, un troisième facteur pourrait seul servir d'appoint ; à savoir la volonté des populations colonisées de rester dans le cadre de l'Empire français. À cet égard, il ne se pose que deux questions, des questions bien précises. D'abord, cette volonté existe-t-elle dès maintenant, et est-elle portée au degré le plus haut où elle puisse parvenir ? Et si non, quelles mesures ont chance soit de la susciter, soit de la développer ?

La première question surtout est susceptible de donner lieu à des controverses. Pour beaucoup, il est criminel même de mettre en doute l'attachement des populations colonisées à la France. D'autres, à vrai dire peu nombreux, affirment qu'il n'y a pas d'attachement, mais une haine sourde et impuissante. L'une ou l'autre affirmation peut être vraie ; la vérité peut aussi être entre les deux, et plus proche de l'une ou de l'autre. La vérification directe est impossible, car les seuls qualifiés pour répondre, qui sont les intéressés eux-mêmes, n'ont pas le droit de s'exprimer, ou plutôt n'ont le droit de s'exprimer que dans un sens, ce qui ôte toute valeur à leur témoignage. Cette difficulté est la même que celle où l'on se trouve pour apprécier l'attachement au régime dans les États totalitaires ; là aussi on se trouve en présence d'affirmations contraires, émanant les unes et les autres de gens sérieux. Pourtant, en ce qui concerne les colonies, comme il s'agit d'une donnée essentielle d'un problème pratique et urgent, on ne peut se contenter d'un point d'interrogation. Le raisonnement, l'investigation des faits doivent permettre de former une opinion ferme qui serve de principe d'action.

Tout d'abord, ce que nul ne contestera, c'est que les populations des colonies sont des populations sujettes. Admettons pour l'instant qu'elles soient parfaitement bien traitées. Elles n'en subissent pas moins passivement le traitement que d'autres décident. Dans les pays dictatoriaux la population, si peu qu'elle ait à dire, est poussée par le patriotisme, par les organisations politiques, les groupements de jeunesse, par une technique de l'enthousiasme collectif, à imaginer avec plus ou moins de conviction une sorte de participation mystique à la dictature. Dans les colonies il n'existe et il ne peut exister aucun facteur de cet ordre...

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

### III. Colonies

# 7

---

## Fragment (1938-1939 ?)

[Retour à la table des matières](#)

Les considérations qui suivent ne se rapporteront qu'à l'intérêt de la France dans le problème colonial et non à sa responsabilité morale. Ce n'est pas que la seconde considération ne soit à mes yeux infiniment plus importante que la première ; je ne vois pas de raison d'établir à cet égard une autre échelle pour les problèmes nationaux que pour les problèmes individuels. Mais nous nous trouvons à un moment où la considération de l'intérêt, un intérêt clair et urgent, conseille à peu près les mêmes mesures que conseillerait la seule considération de la responsabilité morale. Dès lors les arguments tirés de l'intérêt ont beaucoup plus de chances d'être efficaces. Un homme est parfois sensible à la justice, même quand elle exige qu'il aille contre son propre intérêt ; une collectivité, qu'elle soit nation, classe, parti, groupement, n'y est pour ainsi dire jamais sensible hors les cas où elle est elle-même lésée.

Il est certain en tout cas que la France, tant qu'elle s'est sentie en sécurité dans son territoire et dans son Empire, tant qu'elle a occupé en Europe une position dominante, est restée indifférente à ses propres responsabilités morales en matière coloniale. Quelque jugement qu'on porte sur le régime colonial, et quand même on l'estimerait parfait, nul ne peut nier que tout ce qu'il contient de bon ou de mauvais est dû entièrement à ceux qui vivent dans les

colonies ou s'en occupent professionnellement. Les Français de France ont été jusqu'ici complètement indifférents aux colonies ; ils sont presque tous complètement ignorants de ce qui s'y passe, ne cherchent guère à s'en informer, ne discutent presque jamais entre eux de ce qu'il serait possible ou désirable de faire à leur égard. Même ceux qui, avant ou depuis 1936, sont sérieusement préoccupés de la justice en matière sociale pensent bien plus souvent et bien plus longtemps à une différence d'un franc dans le salaire d'un métallurgiste de la région parisienne qu'à la vie et à la mort d'Arabes et d'Annamites. Ces gens sont trop loin, dit-on. Non ! ils ne sont pas loin. Des peuples qui se trouvent sous la domination de la France, dont la misère ou le bien-être, la honte ou la dignité, et parfois la vie même dépendent entièrement de la politique française sont aussi proches de nous que les lieux mêmes où s'élabore cette politique.

Au reste, ces territoires lointains se rapprochent ; ils se rapprocheront plus encore par la suite. Ils se rapprochent, par rapport à l'imagination des Français, dans la mesure où ceux-ci sentent que la sécurité de la France s'y trouve menacée. Encore une fois, ce qui menace la sécurité parle tout autrement à l'imagination, surtout collective, que ce qui menace simplement la pureté de la conscience. L'humanité, en politique, consiste non à invoquer sans cesse des principes moraux, ce qui reste généralement vain, mais à s'efforcer de mettre au premier plan tous les mobiles d'ordre plus bas qui sont susceptibles, dans une situation donnée, d'agir dans le sens des principes moraux. Je suis de ceux qui pensent que tous les problèmes coloniaux doivent être posés avant tout dans leur rapport avec les aspirations, les libertés, le bien-être des populations colonisées, et seulement d'une manière secondaire dans leur rapport avec les intérêts de la nation colonisatrice. Mais comme celle-ci détient la force, lorsque par suite des circonstances les deux points de vue amènent à des conclusions semblables, c'est le second qu'il est utile de mettre en lumière. Une telle coïncidence ne peut se produire que par un jeu particulier de circonstances, du moins si on considère l'intérêt prochain d'une nation ; car la considération de l'intérêt lointain reste malheureusement presque aussi vaine que celle de la justice. Cette coïncidence est un bonheur, quand même elle tiendrait à des circonstances malheureuses. Tel est précisément, sauf erreur, le cas de la France en ce moment.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

### III. Colonies

# 8

---

## Lettre à Jean Giroudoux

(Fin 1939 ? 1940 ?)

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur et cher archicube

Vos fonctions constituent une excuse à la liberté que je prends de vous écrire ; car puisque vous parlez au public, le public doit pouvoir vous parler. L'admiration et la sympathie qu'ont provoquées en moi vos livres et surtout votre théâtre m'ont donné plusieurs fois le désir, si naturel à des lecteurs, d'entrer en rapport avec vous à la faveur de la camaraderie traditionnelle de la rue d'Ulm et de quelques relations communes ; mais on doit résister à ce genre de désir, car la sympathie entre un auteur et un lecteur est nécessairement unilatérale ; quant aux expressions d'admiration, rien n'est plus ennuyeux à entendre. Mais aujourd'hui c'est différent ; puisque vous vous adressez aux femmes de France et que j'en suis une, j'ai pour ma part, qui doit être, je suppose, une sur vingt millions, le droit de me faire entendre de vous. Et bien que ce soit mon admiration pour vous qui m'oblige à vous écrire, ce n'est pas de l'admiration que je viens vous exprimer. Je n'ai pas entendu votre allocution ; je l'ai lue dans *le Temps*.



Elle contient un passage qui m'a fait une vive peine. Car j'ai toujours été fière de vous comme d'un de ceux dont on peut prononcer le nom quand on veut trouver des raisons d'aimer la France actuelle. C'est pourquoi je voudrais que vous disiez toujours la vérité, même à la radio. Sûrement vous croyez la dire ; mais je voudrais de tout mon cœur pouvoir vous amener à vous demander si vous la dites, quand vous affirmez que la France dispose d'un domaine colonial attaché à sa métropole par des liens autres que subordination et l'exploitation.

Je donnerais ma vie et plus s'il est possible pour pouvoir penser qu'il en est ainsi ; car il est douloureux de se sentir coupable par complicité involontaire. Mais dès qu'on s'informe et qu'on étudie la question, il est clair comme le jour qu'il n'en est pas ainsi. Combien d'hommes sont privés par notre fait de toute patrie, que nous contraignons maintenant à mourir pour nous conserver la nôtre ! La France n'a-t-elle pas pris l'Annam par conquête ? N'était-ce pas un pays paisible, un, organisé, de vieille culture, pénétré d'influences chinoises, hindoues, bouddhiques ? Ils nomment notamment du nom de karma une notion populaire chez eux, exactement identique à celle, malheureusement oubliée par nous, de la Némésis grecque comme châtiment automatique de la démesure. Nous avons tué leur culture ; nous leur interdisons l'accès des manuscrits de leur langue ; nous avons imposé à une petite partie d'entre eux notre culture, qui n'a pas de racines chez eux et ne peut leur faire aucun bien. Les populations du Nord, chez eux, meurent chroniquement de faim, pendant que le Sud regorge de riz qu'il exporte. Chacun est soumis à un impôt annuel égal pour les riches et les pauvres. Des parents vendent leurs enfants, comme jadis dans les provinces romaines ; des familles vendent l'autel des ancêtres, le bien pour eux le plus précieux, non pas même pour ne plus souffrir la faim, mais pour payer l'impôt. Jamais je n'oublierai d'avoir entendu un ingénieur agronome, fonctionnaire du ministère des Colonies, me dire froidement qu'on a raison là-bas de frapper les coolies dans les plantations, parce que, comme ils sont réduits à l'extrême limite de la fatigue et des privations, on ne saurait les punir autrement sans plus d'inhumanité. Ignorez-vous qu'on a massacré à la mitrailleuse des paysans qui sont venus sans armes dire qu'ils ne pouvaient pas payer les impôts ? A-t-on jamais même osé démentir les atrocités commises après les troubles de Yen-Bay ? On a détruit des villages avec des avions ; on a lâché la Légion sur le Tonkin pour y tuer au hasard ; des jeunes gens employés dans les prisons y ont entendu à longueur de journée les cris des malheureux torturés. Il y aurait malheureusement bien plus encore à raconter. Et pour l'Afrique, ignorez-vous les expropriations massives dont ont été victimes, encore après l'autre guerre, les Arabes et les noirs ? Peut-on dire que nous avons apporté la culture aux Arabes, eux qui ont conservé pour nous les traditions grecques pendant le moyen âge ? Pourtant j'ai lu des journaux rédigés par des Arabes à Paris en français, parce qu'eux ni leur public ne savaient lire l'arabe. N'avez-vous pas lu dans les journaux, il y a environ un an, qu'une grève avait éclaté dans une mine de Tunisie parce qu'on voulait y contraindre les ouvriers musulmans à fournir pendant le Ramadan, par conséquent sans manger, le même effort que d'habitude ? Comment des musulmans accepteraient-ils ces choses et d'autres analogues, s'ils n'étaient soumis par la force ?

Je n'ignore pas que cette lettre me met sous le coup du décret du 24 mai 1938, prévoyant des peines de un à cinq ans de prison. Je n'ai pas d'inquiétude à cet égard ; mais quand j'aurais lieu d'en avoir que m'importe ? La prison perpétuelle ne me ferait pas plus de mal que l'impossibilité où je suis, à cause des calomnies, de penser que la cause de la France est juste.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

### III. Colonies

# 9

---

## À propos de la question coloniale dans ses rapports avec le destin du peuple français <sup>1</sup> (1943)

[Retour à la table des matières](#)

Le problème d'une doctrine ou d'une foi pour l'inspiration du peuple français en France, dans sa résistance actuelle et dans la construction future, ne peut pas se séparer du problème de la colonisation. Une doctrine ne s'enferme pas à l'intérieur d'un territoire. Le même esprit s'exprime dans les relations d'un peuple avec ceux qui l'ont maîtrisé par la force, dans les relations intérieures d'un peuple avec lui-même, et dans ses relations avec ceux qui dépendent de lui.

Pour la politique intérieure de la France, personne n'a la folie de proclamer que la Troisième République, telle qu'elle était le 3 septembre 1939, va ressusciter de toutes pièces. On parle seulement d'un régime conforme aux

---

<sup>1</sup> Écrit à Londres pour les services de la *France Libre*. (Note de l'éditeur.)

traditions de la France, c'est-à-dire, principalement, à l'inspiration qui a fait jouer à la France du moyen âge un si grand rôle en Europe, et à l'inspiration de la Révolution française. C'est d'ailleurs la même en gros, traduite du langage catholique en langage laïque.

Si vraiment ce critérium est valable pour la France, s'il est réel, il ne doit pas y en avoir un autre pour les colonies.

Cela suppose non un maintien, mais une suspension du *statu quo* jusqu'à ce que le problème colonial ait été repensé, ou plutôt pensé. Car il n'y a jamais eu en France de doctrine coloniale. Il ne pouvait pas y en avoir. Il y a eu des pratiques coloniales.

Pour penser ce problème, il y a trois tentations à surmonter. La première est le patriotisme, qui incline à préférer son pays à la justice, ou à admettre qu'il n'y a jamais lieu en aucun cas de choisir entre l'un et l'autre. S'il y a dans la patrie quelque chose de sacré, nous devons reconnaître qu'il y a des peuples que nous avons privés de leur patrie. S'il n'y a rien de tel, nous ne devons pas tenir compte de notre pays quand il se pose un problème de justice.

La seconde tentation, c'est le recours aux compétences. Les compétences, en cette matière, ce sont les coloniaux. Ils sont partie dans le problème. Même, si le problème était posé à fond, ils pourraient devenir accusés. Leur jugement n'est pas impartial. D'ailleurs, s'ils ont quitté la France pour les colonies, c'est dans beaucoup de cas que d'avance le système colonial les attirait. Une fois là-bas surtout, leur situation leur a fait subir une transformation. Le langage des indigènes même les plus révoltés est un document moins accablant pour la colonisation que celui de beaucoup de coloniaux.

Les indigènes qui viennent en France aiment bien mieux avoir affaire, toutes les fois qu'ils peuvent, à des Français de France qu'à des coloniaux. Cette compétence n'est pas appréciée par eux. Mais en fait on les renvoie toujours à des coloniaux. Le prestige des compétences est tel en France que lorsque des indigènes hasardent une plainte contre un acte d'oppression, souvent cette plainte, de bureau en bureau, retourne à celui même contre qui elle était portée, et il en tire vengeance. On a tendance à faire la même opération à une grande échelle.

Non seulement cette compétence est viciée, mais elle est très fragmentaire. Elle l'est souvent dans l'espace, en ce sens que beaucoup connaissent un coin de l'Empire et généralisent. Elle l'est surtout dans le temps. Excepté au Maroc, où certains Français sont devenus réellement amoureux de la culture arabe - et ce milieu, soit dit en passant, commence à constituer une source de renouvellement pour la culture française - les Français coloniaux ne sont généralement pas curieux de l'histoire des pays où ils se trouvent. Le seraient-ils que l'administration française ne fait rien pour rendre une telle étude possible.

Comment prétendre qu'on comprend si peu que ce soit à un peuple quand on oublie qu'il a un passé ? Nous, Français, ne cherchons-nous pas notre inspiration dans le passé de la France ? Croit-on qu'elle est seule à en avoir un ?

La troisième tentation est la tentation chrétienne. La colonisation constituant un milieu favorable pour les missions, les chrétiens sont tentés de l'aimer pour cette raison, même quand ils en reconnaissent les tares.

Mais, sans discuter la question - qui pourtant mériterait l'examen - de savoir si un Hindou, un Bouddhiste, un musulman ou un de ceux qu'on nomme païens n'a pas dans sa propre tradition un chemin vers la spiritualité que lui proposent les Églises chrétiennes, en tout cas le Christ n'a jamais dit que les bateaux de guerre doivent accompagner même de loin ceux qui annoncent la bonne nouvelle. Leur présence change le caractère du message. Le sang des martyrs peut difficilement conserver l'efficacité surnaturelle qu'on lui attribue quand il est vengé par les armes. On veut avoir plus d'atouts dans son jeu qu'il n'est permis à l'homme quand on veut avoir à la fois César et la Croix.

Les plus fervents des laïques, des francs-maçons, des athées, aiment la colonisation pour une raison diamétralement contraire, mais mieux fondée dans les faits. Ils l'aiment comme une extirpeuse de religions, ce qu'elle est effectivement ; le nombre des gens à qui elle fait perdre leur religion l'emporte de loin sur le nombre des gens à qui elle en apporte une nouvelle. Mais ceux qui comptent sur elle pour répandre ce qu'on appelle la foi laïque se trompent aussi. La colonisation française entraîne bien, d'une part une influence chrétienne, d'autre part une influence des idées de 1789. Mais les deux influences sont relativement faibles et passagères. Il ne peut pas en être autrement, étant donné le mode de propagation de ces influences, et la distance exagérée entre la théorie et la pratique. L'influence forte et durable est dans le sens de l'incrédulité, ou plus exactement du scepticisme.

Le plus grave est que, comme l'alcoolisme, la tuberculose et quelques autres maladies, le poison du scepticisme est bien plus virulent dans un terrain naguère indemne. Nous ne croyons malheureusement pas à grand-chose. Nous fabriquons à notre contact une espèce d'hommes qui ne croit à rien. Si cela continue, nous en subirons un jour le contre-coup, avec une brutalité dont le Japon nous donne seulement un avant-goût.

On ne peut pas dire que la colonisation fasse partie de la tradition française. C'est un processus qui s'est accompli en dehors de la vie du peuple français. L'expédition d'Algérie a été d'un côté une affaire de prestige dynastique ; de l'autre une mesure de police méditerranéenne ; comme il arrive souvent, la défense s'est transformée en conquête. Plus tard l'acquisition de la Tunisie et du Maroc ont été, comme disait un de ceux qui ont pris une grande part à la seconde, surtout un réflexe de paysan qui agrandit son lopin de terre. La conquête de l'Indochine a été une réaction de revanche contre l'humiliation de 1870. N'ayant pas su résister aux Allemands, nous sommes allés en compensation priver de sa patrie, en profitant de troubles passagers, un peuple de civilisation millénaire, paisible et bien organisé. Mais le gouvernement de Jules Ferry a accompli cet acte en abusant de ses pouvoirs et en bravant ouvertement l'opinion publique française ; d'autres parties de la conquête ont été exécutées par des officiers ambitieux et dilettantes qui désobéissaient aux ordres formels de leurs chefs.

Les îles d'Océanie ont été prises au hasard de la navigation, sur l'initiative de tel ou tel officier, et livrées à une poignée de gendarmes, de missionnaires et de commerçants, sans que le pays s'y soit jamais intéressé.

Ce n'est guère que la colonisation en Afrique noire qui a provoqué l'intérêt public. C'était aussi la plus justifiable, étant donné l'état de ce malheureux continent, dont on ignore presque entièrement quelle fut l'histoire, mais où les blancs avaient en tout cas causé tous les ravages possibles depuis quatre siècles, avec leurs armes à feu et leur commerce d'esclaves. Cela n'empêche pas qu'il y ait un problème non résolu de l'Afrique noire.

On ne peut pas dire que le *statu quo* soit une réponse aux problèmes de l'Empire français. Et il y a une autre chose encore qu'on ne peut ni dire ni penser. C'est que ce problème concerne seulement le peuple français. Ce serait exactement aussi légitime que la prétention analogue de Hitler sur l'Europe centrale. Ce problème concerne, en dehors du peuple français, le monde entier, et avant tout les populations sujettes.

La force sur laquelle repose un empire colonial, c'est une flotte de guerre. La France a perdu presque toute la sienne. On ne peut pas dire qu'elle l'ait sacrifiée ; elle l'a perdue du fait de l'ennemi, qui s'en serait emparé si elle n'avait été détruite. Dès lors la France dépendra après la victoire, pour ses relations avec l'Empire, des pays qui ont une flotte. Comment ces pays n'auraient-ils pas voix au chapitre dans tout grand problème concernant l'Empire ? Si c'est la force qui décide, la France a perdu la sienne ; si c'est le droit, la France n'a jamais eu celui de disposer du destin de populations non françaises. En aucun sens, ni en droit ni en fait, on ne peut dire que les territoires habités par ces populations sont la propriété de la France.

La plus grande faute que pourrait commettre actuellement la France libre serait de vouloir, le cas échéant, maintenir cette prétention comme un absolu devant l'Amérique. Il ne peut rien y avoir de pire qu'une attitude radicalement opposée à la fois à l'idéal et à la réalité. Une attitude opposée à l'un des deux et conforme à l'autre a déjà de grands inconvénients ; mais l'autre les a tous.

Il faut regarder le problème colonial comme un problème nouveau. Deux idées essentielles peuvent y jeter quelque lumière.

La première idée, c'est que l'hitlérisme consiste dans l'application par l'Allemagne au continent européen, et plus généralement aux pays de race blanche, des méthodes de la conquête et de la domination coloniales. Les Tchèques les premiers ont signalé cette analogie quand, protestant contre le protectorat de Bohême, ils ont dit : « Aucun peuple européen n'a jamais été soumis à un tel régime. » Si on examine en détail les procédés des conquêtes coloniales, l'analogie avec les procédés hitlériens est évidente. On peut en trouver un exemple dans les lettres écrites par Lyautey de Madagascar. L'excès d'horreur qui depuis quelque temps semble distinguer la domination hitlérienne de toutes les autres s'explique peut-être par la crainte de la défaite. Il ne doit pas faire oublier l'analogie essentielle des procédés, d'ailleurs venus les uns et les autres du modèle romain.

Cette analogie fournit une réponse toute faite à tous les arguments en faveur du système colonial. Car tous ces arguments, les bons, les moins bons et les mauvais, sont employés par l'Allemagne, avec le même degré de légitimité, dans sa propagande concernant l'unification de l'Europe.

Le mal que l'Allemagne aurait fait à l'Europe si l'Angleterre n'avait pas empêché la victoire allemande, c'est le mal que fait la colonisation, c'est le déracinement. Elle aurait privé les pays conquis de leur passé. La perte du passé, c'est la chute dans la servitude coloniale.

Ce mal que l'Allemagne a vainement essayé de nous faire, nous l'avons fait à d'autres. Par notre faute, de petits Polynésiens récitent à l'école : « Nos ancêtres les Gaulois avaient les cheveux blonds, les yeux bleus... » Alain Gerbault a décrit dans des livres qui ont été très lus, mais n'ont eu aucune influence, comment nous faisons littéralement mourir de tristesse ces populations en leur interdisant leurs coutumes, leurs traditions, leurs fêtes, toute leur joie de vivre.

Par notre faute, les étudiants et les intellectuels annamites ne peuvent pas, sauf de rares exceptions, pénétrer dans la bibliothèque qui contient tous les documents relatifs à l'histoire de leur pays. L'idée qu'ils se font de leur patrie avant la conquête, ils la tiennent de leurs pères. Cette idée est, à tort ou à raison, celle d'un État paisible, sagement administré, où le surplus de riz était conservé dans des entrepôts pour être distribué en temps de famine, contrairement à la pratique plus récente d'exporter le riz du sud pendant que la famine ravage les populations du nord. La machine de l'État reposait entièrement sur les concours, auxquels toutes les classes sociales pouvaient prendre part. Il suffisait d'avoir étudié, et on le pouvait même sans fortune et dans un lointain village. Les concours avaient lieu tous les trois ans. Les candidats s'assemblaient dans une prairie, et pendant trois jours composaient un essai sur un thème donné, généralement tiré de la philosophie chinoise classique. Les concours avaient des degrés de difficulté différents, et on passait de degré en degré. Chaque concours fournissait le milieu dans lequel étaient choisis les fonctionnaires de la dignité correspondante, et au concours le plus élevé correspondait la dignité de premier ministre ; l'empereur n'était pas libre de prendre un premier ministre ailleurs. Il y avait un très haut degré de décentralisation dans l'administration et dans la culture ; il y en a des traces même maintenant dans certains villages du nord du Tonkin, où les paysans connaissent les caractères chinois et improvisent de la poésie au cours des grandes fêtes.

Ce tableau est peut-être embelli, mais il faut avouer qu'il correspond à l'impression que donnent certaines lettres de missionnaires au XVII<sup>e</sup> siècle. En tout cas, quelle qu'y soit la part de légende, ce passé est le passé de ce peuple, et il ne saurait trouver d'inspiration ailleurs. Il en est déjà presque entièrement déraciné, mais non pas entièrement. Si, une fois les japonais chassés, il retombe sous la domination européenne, le mal sera sans remède.

Quelque soulagement que doive probablement causer le départ des japonais, une continuation de la domination française ne serait sans doute pas subie sans horreur, à cause des atrocités qui, d'après des témoignages concordants, ont été commises par les Français pour réprimer une rébellion au

moment de l'accord franco-japonais. D'après l'un de ces témoignages, des villages auraient été anéantis par des bombardements aériens, et des milliers de personnes, accusées d'être les familles des rebelles, mises sur des pontons et coulées. Quoique ces atrocités, si elles sont exactes, aient été commises par les hommes de Vichy, la population annamite ne fera pas la distinction.

En privant les peuples de leur tradition, de leur passé, par suite de leur âme, la colonisation les réduit à l'état de matière humaine. Les populations des pays occupés ne sont pas autre chose aux yeux des Allemands. Mais on ne peut pas nier que la plupart des coloniaux n'aient la même attitude envers les indigènes. Le travail forcé a été extrêmement meurtrier dans l'Afrique noire française, et la méthode des déportations massives y a été pratiquée pour peupler la boucle du Niger. En Indochine, le travail forcé existe dans les plantations sous des déguisements transparents ; les fuyards sont ramenés par la police et parfois, comme châtiment, exposés aux fourmis rouges ; un Français, ingénieur dans une de ces plantations, disait au sujet des coups qui y sont la punition la plus ordinaire : « Même si on se place du point de vue de la bonté, c'est le meilleur procédé, car, comme ils sont à l'extrême limite de la fatigue et de la faim, toute autre punition serait plus cruelle. » Un Cambodgien, domestique d'un gendarme français, disait : « Je voudrais être le chien du gendarme ; on lui donne à manger et il n'est pas battu. »

Dans notre lutte contre l'Allemagne, nous pouvons avoir deux attitudes. Quelle que soit la nécessité de l'union, il faut absolument choisir, rendre le choix public et l'exprimer dans les actes. Nous pouvons regretter que l'Allemagne ait accompli ce que nous aurions désiré voir accomplir par la France. C'est ainsi que quelques jeunes Français disent qu'ils sont derrière le général de Gaulle pour les mêmes motifs qui les rangeraient derrière Hitler s'ils étaient Allemands. Ou bien nous pouvons avoir horreur non de la personne ou de la nationalité, mais de l'esprit, des méthodes, des ambitions de l'ennemi. Nous ne pouvons guère faire que le second choix. Autrement il est inutile de parler de la Révolution française ou du christianisme. Si nous faisons ce choix, il faut le montrer par toutes nos attitudes.

Lutter contre les Allemands, ce n'est pas une preuve suffisante que nous aimons la liberté. Car les Allemands ne nous ont pas seulement enlevé notre liberté. Ils nous ont enlevé aussi notre puissance, notre prestige, notre tabac, notre vin et notre pain. Des mobiles mélangés soutiennent notre lutte. La preuve décisive serait de favoriser tout arrangement assurant une liberté au moins partielle à ceux à qui nous l'avons enlevée. Nous pourrions ainsi persuader non seulement aux autres, mais à nous-mêmes, que nous sommes vraiment inspirés par un idéal.

L'analogie entre l'hitlérisme et l'expansion coloniale, en nous dictant du point de vue moral l'attitude à prendre, fournit aussi la solution pratique la moins mauvaise. L'expérience des dernières années montre qu'une Europe formée de nations grandes et petites, toutes souveraines, est impossible. La nationalité est un phénomène indécis sur une grande partie du territoire européen. Même dans un pays comme la France, l'unité nationale a subi un choc assez rude ; Bretons, Lorrains, Parisiens, Provençaux ont une conscience bien plus aiguë qu'avant la guerre d'être différents les uns des autres. Malgré plusieurs inconvénients, cela est loin d'être un mal, En Allemagne, les



vainqueurs s'efforceront d'affaiblir le plus possible le sentiment d'unité nationale. Très probablement une partie de la vie sociale en Europe sera morcelée à une échelle beaucoup plus petite que l'échelle nationale ; une autre partie sera unifiée à une échelle beaucoup plus grande ; la nation ne sera qu'un des cadres de la vie collective, au lieu d'être pratiquement tout, comme au cours des vingt dernières années. Pour les pays faibles, mais à longue tradition accompagnée d'une conscience aiguë, comme la Bohême, la Hollande, les pays scandinaves, il sera nécessaire d'élaborer un système d'indépendance combinée avec une protection militaire extérieure. Ce système peut être appliqué tel quel dans d'autres continents. Il va de soi qu'en ce cas l'Indochine serait, comme elle a toujours été, dans l'orbite de la Chine. La partie arabe de l'Afrique pourrait retrouver une vie propre sans perdre toute espèce de lien avec la France. Quant à l'Afrique noire, il semble raisonnable que pour les problèmes d'ensemble elle dépende tout entière de l'Europe tout entière, et que pour tout le reste elle reprenne une vie heureuse village par village.

La seconde idée qui peut éclairer le problème colonial, c'est que l'Europe est située comme une sorte de moyenne proportionnelle entre l'Amérique et l'Orient. Nous savons très bien qu'après la guerre l'américanisation de l'Europe est un danger très grave, et nous savons très bien ce que nous perdriions si elle se produisait. Or ce que nous perdriions, c'est la partie de nous-mêmes qui est toute proche de l'Orient.

Nous regardons les Orientaux, bien à tort, comme des primitifs et des sauvages, et nous le leur disons. Les Orientaux nous regardent, non sans quelques motifs, comme des barbares, mais ne le disent pas. De même nous avons tendance à regarder l'Amérique comme n'ayant pas une vraie civilisation, et les Américains à croire que nous sommes des primitifs.

Si un Américain, un Anglais et un Hindou sont ensemble, les deux premiers ont en commun ce que nous nommons la culture occidentale, c'est-à-dire une certaine participation à une atmosphère intellectuelle composée par la science, la technique et les principes démocratiques. À tout cela l'Hindou est étranger. En revanche l'Anglais et lui ont en commun quelque chose dont l'Américain est absolument privé. Ce quelque chose, c'est un passé. Leurs passés sont différents, certes. Mais beaucoup moins qu'on ne le croit. Le passé de l'Angleterre, c'est le christianisme, et auparavant un système de croyances probablement proche de l'hellénisme. La pensée hindoue est très proche de l'un et de l'autre.

Nous autres Européens en lutte contre l'Allemagne, nous parlons beaucoup aujourd'hui de notre passé. C'est que nous avons l'angoisse de le perdre. L'Allemagne a voulu nous l'arracher ; l'influence américaine le menace. Nous n'y tenons plus que par quelques fils. Nous ne voulons pas que ces fils soient coupés. Nous voulons nous y réenraciner. Or ce dont nous avons trop peu conscience, c'est que notre passé nous vient en grande partie d'Orient.

C'est devenu un lieu commun de dire que notre civilisation, étant d'origine gréco-latine, s'oppose à l'Orient. Comme beaucoup de lieux communs, c'est là une erreur. Le terme gréco-latin ne veut rien dire de précis. L'origine de notre civilisation est grecque. Nous n'avons reçu des Latins que la notion d'État, et l'usage que nous en faisons donne à penser que c'est un mauvais héritage. On

dit qu'ils ont inventé l'esprit juridique ; mais la seule chose certaine là-dessus, c'est que leur système juridique est le seul qui se soit conservé. Depuis qu'on connaît un code babylonien vieux de quatre mille ans, on ne peut plus croire qu'ils aient eu un monopole. Dans tout autre domaine, leur apport créateur a été nul.

Quant aux Grecs, source authentique de notre culture, ils avaient reçu ce qu'ils nous ont transmis. Jusqu'à ce que l'orgueil des succès militaires les ait rendus impérialistes, ils l'ont avoué ouvertement. Hérodote est on ne peut plus clair à ce sujet. Il y avait, avant les temps historiques, une civilisation méditerranéenne dont l'inspiration venait avant tout d'Égypte, en second lieu des Phéniciens. Les Hellènes sont arrivés sur les bords de la Méditerranée comme une population de conquérants nomades presque sans culture propre. Ils ont imposé leur langue, mais reçu la culture du pays conquis. La culture grecque a été le fait soit de cette assimilation des Hellènes, soit de la persistance des populations antérieures, non helléniques. La guerre de Troie a été une guerre où l'un des deux camps représentait la civilisation, et ce camp, c'était Troie. On sent par l'accent de l'Iliade que le poète le savait. La Grèce dans son ensemble a toujours eu envers l'Égypte une attitude de respect filial.

L'origine orientale du christianisme est évidente. Qu'on ait à l'égard du christianisme une attitude croyante ou agnostique, dans les deux cas il est certain que comme fait historique il a été préparé par les siècles antérieurs. En dehors de la Judée, qui est un pays d'Orient, les courants de pensée qui y ont contribué venaient d'Égypte, de Perse, peut-être de l'Inde, et surtout de Grèce, mais de la partie de la pensée grecque directement inspirée par l'Égypte et la Phénicie.

Quant au moyen âge, les moments brillants du moyen âge ont été ceux où la culture orientale est venue de nouveau féconder l'Europe, par l'intermédiaire des Arabes et aussi par d'autres voies mystérieuses, puisqu'il y a eu des infiltrations de traditions persanes. La Renaissance aussi a été en partie causée par le stimulant des contacts avec Byzance.

À d'autres moments de l'histoire, certaines influences orientales ont pu être des facteurs de décomposition. C'était le cas à Rome ; c'est le cas de nos jours. Mais, dans les deux cas, il s'agit d'un pseudo-orientalisme fabriqué par et pour des snobs, et non pas de contact avec les civilisations d'Orient authentiques.

En résumé, il semble que l'Europe ait périodiquement besoin de contacts réels avec l'Orient pour rester spirituellement vivante. Il est exact qu'il y a en Europe quelque chose qui s'oppose à l'esprit d'Orient, quelque chose de spécifiquement occidental. Mais ce quelque chose se trouve à l'état pur et à la deuxième puissance en Amérique et menace de nous dévorer.

La civilisation européenne est une combinaison de l'esprit d'Orient avec son contraire, combinaison dans laquelle l'esprit d'Orient doit entrer dans une proportion assez considérable. Cette proportion est loin d'être réalisée aujourd'hui. Nous avons besoin d'une injection d'esprit oriental.

L'Europe n'a peut-être pas d'autre moyen d'éviter d'être décomposée par l'influence américaine qu'un contact nouveau, véritable, profond avec l'Orient.

Actuellement, si on met ensemble un Américain, un Anglais et un Hindou, l'Américain et l'Anglais fraterniseront extérieurement, tout en se regardant chacun comme très supérieur à l'autre, et laisseront l'Hindou seul. L'apparition progressive d'une atmosphère où les réflexes soient différents est peut-être spirituellement une question de vie ou de mort pour l'Europe.

Or la colonisation, loin d'être l'occasion de contacts avec des civilisations orientales, comme ce fut le cas pour les Croisades, empêche de tels contacts. Le milieu très restreint et très intéressant des arabisants français est peut-être la seule exception. Pour des Anglais vivant en Inde, pour les Français vivant en Indochine, le milieu humain est constitué par les blancs. Les indigènes font partie du décor.

Encore les Anglais ont-ils une position cohérente. Ils font des affaires et c'est tout. Les Français, qu'ils le veuillent ou non, transportent partout les principes de 1789. Dès lors il ne peut arriver que deux choses. Ou les indigènes se sentent choqués dans leur attachement à leur propre tradition par cet apport étranger. Ou ils adoptent sincèrement ces principes et sont révoltés de n'en pas avoir le bénéfice. Si étrange que cela puisse paraître, ces deux réactions hostiles existent souvent chez les mêmes individus.

Il en serait tout autrement si les contacts des Européens avec l'Asie, l'Afrique, l'Océanie, se faisaient sur la base des échanges de culture. Nous avons senti ces dernières années jusqu'au fond de l'âme que la civilisation occidentale moderne, y compris notre conception de la démocratie, est insuffisante. L'Europe souffre de plusieurs maladies tellement graves qu'on ose à peine y penser. L'une est la poussée toujours croissante des campagnes vers les villes et des métiers manuels vers les occupations non manuelles, qui menace la base physique de l'existence sociale. Une autre est le chômage. Une autre est la destruction volontaire de produits de première nécessité, comme le blé. Une autre est l'agitation perpétuelle et le besoin constant de distractions. Une autre est la maladie périodique de la guerre totale. À tout cela s'ajoute aujourd'hui l'accoutumance croissante à une cruauté à la fois massive et raffinée, au maniement le plus brutal de la matière humaine. Avec tout cela, nous ne pouvons plus ni dire ni penser que nous ayons reçu d'en haut la mission d'apprendre à vivre à l'univers.

Malgré tout cela, nous avons sans doute certaines leçons à donner. Mais nous en avons beaucoup à recevoir de formes de vie qui, si imparfaites soient-elles, portent en tout cas dans leur passé millénaire la preuve de leur stabilité. On les accuse d'être immobiles. En réalité elles sont probablement toutes depuis longtemps décadentes. Mais elles tombent lentement.

Le malheur a suscité en nous, Français, une aspiration très vive vers notre propre passé. Ceux qui parlent de la tradition républicaine de la France ne pensent pas à la Troisième République, mais à 1789 et aux mouvements sociaux du début du siècle dernier. Ceux qui parlent de sa tradition chrétienne ne pensent pas à la monarchie, mais au moyen âge. Beaucoup parlent des deux, et le peuvent sans aucune contradiction. Ce passé est nôtre ; mais il a l'inconvénient d'être passé. Il est absent. Les civilisations millénaires d'Orient, malgré de très grandes différences, sont beaucoup plus proches de notre moyen âge que nous ne sommes nous-mêmes. En nous réchauffant au double

rayonnement de notre passé et des choses présentes qui en constituent une image transposée, nous pouvons trouver la force de nous préparer un avenir.

Il y va du destin de l'espèce humaine. Car de même que l'hitlérisation de l'Europe préparerait sans doute l'hitlérisation du globe terrestre - accomplie soit par les Allemands, soit par leurs imitateurs japonais - de même une américanisation de l'Europe préparerait sans doute une américanisation du globe terrestre. Le second mal est moindre que le premier, mais il vient immédiatement après. Dans les deux cas, l'humanité entière perdrait son passé. Or le passé est une chose qui, une fois tout à fait perdue, ne se retrouve jamais plus. L'homme par ses efforts fait en partie son propre avenir, mais il ne peut pas se fabriquer un passé. Il ne peut que le conserver.

Les Encyclopédistes croyaient que l'humanité n'a aucun intérêt à conserver son passé. Instruits par une expérience cruelle, nous sommes en train de revenir de cette croyance. Mais nous ne posons pas la question en termes assez clairs pour la trancher nettement.

Le fond de la question est simple. Si les facultés purement humaines de l'homme suffisent, il n'y a aucun inconvénient à faire table rase de tout le passé et à compter sur les ressources de la volonté et de l'intelligence pour vaincre toute espèce d'obstacle. C'est ce qu'on a cru, et c'est ce qu'au fond personne ne croit plus, excepté les Américains, parce qu'ils n'ont pas encore été étourdis par le choc du malheur.

Si l'homme a besoin d'un secours extérieur, et si l'on admet que ce secours est d'ordre spirituel, le passé est indispensable, parce qu'il est le dépôt de tous les trésors spirituels. Sans doute l'opération de la grâce, à la limite, met l'homme en contact direct avec un autre monde. Mais le rayonnement des trésors spirituels du passé peut seul mettre une âme dans l'état qui est la condition nécessaire pour que la grâce soit reçue. C'est pourquoi il n'y a pas de religion sans tradition religieuse, et cela est vrai même lorsqu'une religion nouvelle vient d'apparaître.

La perte du passé équivaut à la perte du surnaturel. Quoique ni l'une ni l'autre perte ne soit encore consommée en Europe, l'une et l'autre sont assez avancées pour que nous puissions constater expérimentalement cette correspondance.

Les Américains n'ont d'autre passé que le nôtre ; ils y tiennent, à travers nous, par des fils extrêmement ténus. Même malgré eux, leur influence va nous envahir et, si elle ne rencontre pas d'obstacle suffisant, leur ôtera leur peu de passé, si l'on peut s'exprimer ainsi, en même temps qu'elle nous privera du nôtre. De l'autre côté l'Orient s'est accroché obstinément à son passé jusqu'à ce que notre influence, moitié par le prestige de l'argent, moitié par celui des armes, soit venu le déraciner à moitié. Mais il ne l'est encore qu'à moitié. Pourtant l'exemple des japonais montre que quand des Orientaux se décident à adopter nos tares, en les ajoutant aux leurs propres, ils les portent à la deuxième puissance.

Nous, Européens, nous sommes au milieu. Nous sommes le pivot. Le destin du genre humain tout entier dépend sans doute de nous, pour un espace

de temps probablement très bref. Si nous laissons échapper l'occasion, nous sombrerons probablement bientôt non seulement dans l'impuissance, mais dans le néant. Si, tout en gardant le regard tourné vers l'avenir, nous essayons de rentrer en communication avec notre propre passé millénaire ; si dans cet effort nous cherchons un stimulant dans une amitié réelle, fondée sur le respect, avec tout ce qui en Orient est encore enraciné, nous pourrions peut-être préserver d'un anéantissement presque total le passé, et en même temps la vocation spirituelle du genre humain.

L'aventure du Père de Foucauld, ramené à la piété, et par suite au Christ, par une espèce d'émulation devant le spectacle de la piété arabe, serait ainsi comme un symbole de notre prochaine renaissance.

Pour cela, il faut que les populations dites de couleur, même si elles sont primitives, cessent d'être des populations sujettes. Mais du point de vue esquissé ici, faire avec elles des nations à l'européenne, démocratiques ou non, ne vaudrait pas mieux ; ce serait d'ailleurs une folie, aussi bien dans les cas où c'est possible que dans ceux où c'est impossible. Il n'y a que trop de nations dans le monde.

Il n'y a qu'une seule solution, c'est de trouver pour le mot de protection une signification qui ne soit pas un mensonge. Jusqu'ici ce mot n'a été employé que pour mentir. S'il est trop discrédité, on peut lui chercher un synonyme. L'essentiel est de trouver une combinaison par laquelle des populations non constituées en nations, et se trouvant à certains égards dans la dépendance de certains États organisés, soient suffisamment indépendantes à d'autres égards pour pouvoir se sentir libres. Car la liberté, comme le bonheur, se définit avant tout par le sentiment qu'on la possède. Ce sentiment ne peut être ni suggéré par la propagande ni imposé par l'autorité. On peut seulement, et très facilement, forcer les gens à l'exprimer sans l'éprouver. C'est ce qui rend la discrimination très difficile. Le critérium est une certaine intensité de vie morale qui est toujours liée à la liberté.

Il y a deux facteurs favorables pour la solution de ce problème. Le premier, c'est qu'il se posera aussi pour les populations faibles d'Europe. Cela peut faire espérer davantage qu'il sera étudié. Ce qu'on peut poser en principe dès maintenant, c'est que, par exemple, la patrie annamite et la patrie tchèque ou norvégienne méritent le même degré de respect.

L'autre facteur favorable, c'est que l'Amérique, n'ayant pas de colonies, et par suite pas de préjugés coloniaux, et appliquant naïvement ses critères démocratiques à tout ce qui ne la regarde pas elle-même, considère le système colonial sans sympathie. Elle est sans doute sur le point de secouer sérieusement l'Europe engourdie dans sa routine. Or en prenant le parti des populations soumises par nous, elle nous fournit, sans le comprendre, le meilleur secours pour résister dans l'avenir prochain à sa propre influence. Elle ne le comprend pas ; mais ce qui serait désastreux, ce serait que nous ne le comprenions pas non plus.

Tant que la guerre dure, tous les territoires du monde sont avant tout des terrains stratégiques et doivent être traités comme tels. Cela implique la double obligation de ne rien dire qui cause des bouleversements immédiats, et

de ne pas non plus ôter toute espérance de changement à des millions d'êtres malheureux que le malheur peut jeter du côté de l'ennemi. C'est d'ailleurs ce double souci qui décide aussi de notre orientation à l'égard des problèmes sociaux en France.

Mais en mettant à part toute considération stratégique, du point de vue politique il serait désastreux de prendre publiquement une position qui cristallise le *statu quo ante*. Peut-être la défiance des Américains à notre égard, quand elle ne procède pas de mauvais motifs, vient-elle de cette crainte légitime d'une cristallisation qui, en empêchant les problèmes urgents de se poser, ôte tout espoir de les résoudre, jusqu'au moment où une nouvelle catastrophe mondiale les ouvrirait à nouveau.

En matière politique et sociale, notre position officielle consiste à être disponibles pour tout ce qui sera juste, possible et conforme à la volonté du peuple français. Cette position ne peut être tenue que si elle vaut pour tous les problèmes sans exception, avec cette différence que dans tous les problèmes concernant les relations avec des populations non françaises, quelles qu'elles soient, la volonté du peuple français doit être composée, en un compromis qui fasse équilibre, avec la volonté de ces populations et celle des grandes nations qui, après avoir remporté la victoire, auront plus ou moins la responsabilité de l'ordre dans le monde.

Jusqu'à une date récente, la France a été une grande nation. Elle ne l'est pas en ce moment. Elle le redeviendra rapidement si elle est capable de faire rapidement le nécessaire à cet effet. Il est naturel que nous en ayons tous l'espérance. Mais elle ne l'est pas de droit divin. Il n'y a pas plus de hiérarchie de droit divin en matière internationale qu'en matière politique. La reconnaissance de cette vérité est compatible avec le patriotisme le plus intense.

La grandeur passée de la France est venue surtout de son rayonnement spirituel et de l'aptitude qu'elle semblait posséder à ouvrir des routes au genre humain.

Peut-être peut-elle retrouver quelque chose de cela, même avant d'avoir récupéré aucune puissance, même avant la libération du territoire. Prostrée, étendue à terre, encore à demi assommée, peut-être peut-elle quand même essayer de commencer de nouveau à penser le destin du monde. Non pas en décider, car elle n'a aucune autorité pour cela. Le penser, ce qui est tout à fait différent.

Ce serait peut-être là le meilleur stimulant, le meilleur chemin pour retrouver le respect de soi-même.

La première condition, c'est de se garder absolument de rien cristalliser d'avance en aucun domaine.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

# Appendice

*(Ébauches et variantes)*

[Retour à la table des matières](#)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

**Appendice (ébauches et variantes)**

**1**

---

**Un petit point d'histoire**

*(Lettre au Temps)<sup>1</sup>*  
*(1939)*

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le Directeur,

Dans un article du 9 novembre intitulé « La question d'Épire dans les rapports italo-grecs », votre collaborateur Albert Mousset écrit que les soldats italiens « ont repris la tradition de la Rome de Paul-Émile ».

L'évocation du souvenir de Paul-Émile en cette matière a une signification que, d'après le contexte, votre collaborateur ignore probablement. Car l'action de Paul-Émile en Épire - pays qui comprenait d'ailleurs à cette époque le sud de l'Albanie actuelle - mérite de ne pas être oubliée.

On lit dans un fragment de Polybe (cité par Strabon, VII, 322) : « Paul-Émile, après la défaite de la Macédoine et de Persée, détruisit soixante-dix villes d'Épire ; il y fit cent cinquante mille esclaves. »

---

<sup>1</sup> Variante de : *Rome et l'Albanie*.



Tite-Live, Plutarque, Appien ont raconté comment il s'y est pris. Je cite Appien (*Ill. IX*) :

« Paul-Émile, après avoir capturé Persée, obéissant à un sénatus-consulte secret, passa exprès, en revenant vers Rome, près de soixante-dix villes qui lui appartenaient. [Lui désigne le roi Gentius qui, ayant déclaré la guerre à Rome, avait été vaincu et pris captif en une campagne de vingt jours.] Les habitants prirent peur ; Paul-Émile promit qu'on leur pardonnerait le passé s'ils livraient tout ce qu'ils possédaient d'or et d'argent. Ils s'y engagèrent. Paul-Émile envoya dans chacune de ces villes un détachement de son armée ; il convint avec les chefs d'une date, la même pour tous, et leur enjoignit de faire proclamer à l'aube du jour fixé, dans chaque ville, l'ordre d'apporter l'argent sur la place publique dans un délai de trois heures ; puis, le délai écoulé, de livrer le reste au pillage. C'est ainsi que Paul-Émile fit le sac de soixante-dix villes en une seule heure. »

Un léger effort d'imagination permet de se représenter ces soixante-dix villes, peuplées en moyenne d'un peu plus de deux mille habitants chacune, dans une région maintenant si pauvre ; de se représenter dans ces villes des gens paisibles, qui croyaient avoir acheté, au prix du sacrifice de leur fortune, une pleine sécurité. Sans crainte, se fiant à la promesse solennelle d'un général romain, ils ont ouvert eux-mêmes leurs portes aux soldats ; et en un moment toutes les familles, des plus humbles aux plus honorées, sont transformées en un amas de corps destinés à être dispersés dans tous les coins de l'empire pour y exécuter les volontés d'un maître. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Les Grecs ont un mot pour exprimer la servitude politique d'un pays soumis par la conquête, et un mot différent pour exprimer la condition des esclaves vendus à l'encan. C'est de ce second mot que se sert Polybe. Cent cinquante mille hommes, femmes, enfants, possédant tous une position élevée ou basse dans la cité, ayant tous droit à des égards plus ou moins grands, se croyant tous assurés de conserver cette position et ces droits, furent transformés en un instant en bétail. Soixante-dix cités furent anéanties en un instant, et tout cela par le procédé si simple qui consiste à violer la parole donnée. Telle est la marque que Paul-Émile laissa dans l'Épire.

Espérant que vous regarderez comme moi ce petit point d'histoire comme susceptible d'intéresser vos lecteurs, je vous prie, M. le Directeur, de bien vouloir agréer l'assurance de ma considération distinguée.

Simone WEIL,  
*agrégée de l'Université.*

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

Appendice (ébauches et variantes)

## 2

---

### Note sur les récents événements d'Allemagne (Variante) (25 novembre 1932)

[Retour à la table des matières](#)

#### **Les enseignements de la grève des transports à berlin**

La grève, décidée par 78 % des ouvriers, malgré l'opposition des cadres syndicaux et sur l'appel des communistes et des hitlériens, faillit constituer un événement décisif. En effet, par la nature même du métier des grévistes, toute la population ouvrière était mise en mouvement par la grève. Les ouvriers, les ouvrières de Berlin, non seulement vinrent apporter à manger aux membres des piquets de grève, mais encore les aidèrent à empêcher le départ d'autobus ou de tramways conduits par des jaunes. Cela, avec un plein succès, et pendant plusieurs jours, dans un pays qui compte près de huit millions de chômeurs. Un tel mouvement pouvait, d'un moment à l'autre, prendre un caractère politique ; aussi la *Deutsche Allgemeine Zeitung* jeta-t-elle un cri d'alarme, et réclama-t-elle une action vigoureuse de la police, laquelle devait être « couverte par ses chefs même en cas d'agression ». Il faut remarquer qu'en même temps le *Vorwärts* présentait la grève comme une provocation

des communistes et des hitlériens, provocation qui risquait de permettre à von Papen d'ajourner les élections. Pour le *Vorwärts*, les élections sont bien plus importantes que l'action du prolétariat.

Cette grève, qui durait encore le jour des élections, amena, pour le parti communiste, à Berlin, un succès foudroyant ; un gain de 138 596 voix, grâce auquel il dépasse les hitlériens de 141 000 voix et les social-démocrates de 214 300 voix, tandis qu'il arrivait seulement au troisième rang en juillet.

Les nazis, eux-mêmes, du fait qu'ils ont participé à la grève, n'ont perdu que 37 000 voix ; ainsi, étant donné les 100 000 électeurs, venus sans doute des nazis, qu'ont gagnés les nationaux-allemands, les hitlériens ont dû, à Berlin, gagner des voix ouvrières.

Mais, aussitôt les élections passées, le parti hitlérien donna, comme il était à prévoir, le mot d'ordre de reprise du travail, en même temps que les cadres syndicaux accentuaient leur pression ; et le travail reprit aussitôt.

Cela montre que même à Berlin, même dans les circonstances les plus favorables, même au moment précis où il remporte une victoire éblouissante sur le terrain électoral, la puissance du parti communiste allemand, quand il s'agit d'une action réelle, est, dès qu'il est réduit à ses propres forces, exactement nulle.

On peut ainsi apprécier la sincérité ou le discernement de *l'Humanité*, selon laquelle les six millions de bulletins communistes représentent « six millions de combattants pour les luttes extra-parlementaires, six millions de futurs grévistes » .

### **Les élections allemandes**

Les élections constituent un événement moins important que l'échec de la grève des transports.

Cependant, le peuple allemand a eu à répondre, en quelque sorte, à une question de confiance posée par le « gouvernement des barons » . Réponse écrasante. Plus de 98,8 % des voix sont allées aux quatre partis d'opposition (communiste, social-démocrate, national-socialiste et centre). Plus de 70 % des voix sont allées aux trois partis qui ont, cette fois, tous trois mis en tête de toute leur propagande le mot d'ordre : « Contre le gouvernement des barons, pour le socialisme. »

Les deux partis de gouvernement (nationaux-allemands et populistes), soutenus par tout l'appareil d'État, n'ont gagné qu'un million deux mille voix, évidemment détachées du courant grand-bourgeois qui se trouvait, à côté de bien d'autres courants, dans le mouvement hitlérien. En plus de cette perte prévue et normale, les hitlériens ont perdu près d'un million d'électeurs, qui, pour la plupart, se sont vraisemblablement abstenus. Ainsi la démagogie révolutionnaire du parti hitlérien n'a pu compenser le fait qu'on cesse de voir en lui une force souveraine. Néanmoins, il est bien loin de se désagréger ; il

est encore de loin le parti le plus fort, et a encore presque deux fois plus de voix que le parti communiste.

Le « bloc marxiste », comme disent les hitlériens, n'a perdu que 17 300 voix ; ainsi son importance relative s'est accrue, vu le nombre des abstentions. Sa composition intérieure a changé. Comme en juillet, le parti communiste gagne, et la social-démocratie perd. Comme en juillet, les gains de l'un (604 511 voix) correspondent presque exactement aux pertes de l'autre (721 818 voix) ; et les chiffres de ces gains et de ces pertes atteignent presque ceux de juillet, ce qui montre combien le rythme s'accélère. Cependant, la social-démocratie, elle non plus, ne se désagrège pas ; elle dépasse encore le parti communiste de plus de un million deux cent mille voix.

L'échec des « barons », le succès des communistes, rendent le parti hitlérien indispensable à la grande bourgeoisie. La *Deutsche Allgemeine Zeitung* s'en aperçoit de plus en plus, et non sans angoisse. Les « barons » devront disparaître ou s'entendre avec les hitlériens. Si cette entente se produit, comment se produira-t-elle ? Par un « bloc des droites », du centre à Hitler ? Par un « gouvernement syndical » allant du chef syndical Leipart au national-socialiste Gregor Strasser ? La *Deutsche Allgemeine Zeitung* (c'est-à-dire l'industrie lourde), préférerait de beaucoup la première solution. De toutes manières, le danger fasciste, bien que peut-être non immédiat, est plus menaçant que jamais. Tout mouvement avorté qui, comme la grève des transports, effraye la bourgeoisie sans l'affaiblir, le rend plus aigu.

(*Libres Propos*, nouvelle série, 68 année, n° 11, 25 novembre 1932.)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

**Appendice (ébauches et variantes)**

**3**

---

**La situation en Allemagne (note)**

*(25 février 1933)*

[Retour à la table des matières](#)

**Le camp ouvrier**

La situation est inchangée. Le 22 janvier, les hitlériens ont accompli la provocation qu'ils avaient annoncée une semaine à l'avance, en défilant en plein quartier rouge de Berlin, devant la maison même du parti communiste. La contre-manifestation communiste était interdite ; le parti communiste empêcha, avec raison, ses militants d'aller se faire massacrer dans la rue ; il lança en revanche des appels à la grève ; mais, malgré la vive indignation des masses social-démocrates devant la provocation hitlérienne, ces appels, adressés « aux ouvriers » en général, et sans propositions concrètes aux organisations, ne rencontrèrent aucun écho.

Cette passivité laissait la voie libre pour Hitler ; et celui-ci fut effectivement nommé chancelier quelques jours plus tard.

Il y eut de vives réactions de la classe ouvrière, au cours desquelles l'unité d'action fut réalisée à la base avec un plein succès (grève générale à Lübeck

après le meurtre d'un bourgmestre social-démocrate, etc.) ; mais ces réactions se firent sans coordination, comme c'est toujours le cas pour les mouvements spontanés. Parti communiste et social-démocratie continuent à manœuvrer pour éviter le front unique en faisant semblant de le désirer. Le parti communiste a refusé brutalement une proposition de la social-démocratie (« pacte de non-agression », c'est-à-dire arrêt des attaques haineuses entre les deux partis) qui ouvrirait tout au moins la voie à des négociations. Si seulement des négociations étaient entamées, et si l'un des deux partis désirait réellement les faire aboutir à une unité d'action effective, il aurait les plus grandes chances d'y réussir, étant donné la poussée de la base. La situation est tellement claire qu'on doit supposer que l'Internationale communiste freine le mouvement révolutionnaire en Allemagne, aussi systématiquement que le fait la social-démocratie. Aucune « erreur » ne peut expliquer une telle politique. Quant aux propositions partielles de front unique (dans le cadre des organisations locales ou des fédérations syndicales), on ne peut y voir qu'une manœuvre destinée à donner le change au prolétariat, tant qu'elles ne seront pas accompagnées d'offres concrètes faites par le parti communiste lui-même au parti social-démocrate lui-même.

Si le prolétariat allemand ne réalise pas, avec ou contre les partis qui disent le défendre, son unité d'action, il demeurera en fait impuissant, en dépit de l'héroïsme déployé dans les luttes partielles.

### **Le camp bourgeois**

Quelle est la portée exacte de la nomination de Hitler comme chancelier ?

Tout d'abord, il est clair qu'il n'a pas le pouvoir. Le pouvoir militaire (la Reichswehr) et le pouvoir économique sont aux mains de la grande bourgeoisie. Ce gouvernement, comme les deux précédents, ceux de von Papen et de von Schleicher, n'est qu'une étape dans les efforts que fait la grande bourgeoisie allemande pour se servir, auprès des masses, de la démagogie hitlérienne, sans abandonner le pouvoir au mouvement hitlérien.

Il faut remarquer cependant le progrès continu accompli par le parti hitlérien, non pas quant à ses effectifs, ni quant à ses succès électoraux, mais eu égard au rapport des forces à l'intérieur de la bourgeoisie. von Papen essaya, en vain, de gouverner en écartant complètement Hitler du pouvoir ; von Schleicher essaya, tout aussi vainement, d'appriivoiser le mouvement hitlérien, en lui accordant un rôle de second ordre ; il fallut, malgré les vives répugnances de Hindenbourg et de tous les grands bourgeois, accorder le pouvoir à Hitler.

Ce progrès a été accompli au moyen du chantage. La grande bourgeoisie est résolue à accorder le moins possible à Hitler ; mais comme elle ne peut, sans compromettre jusqu'à son existence, se passer du mouvement hitlérien ni même le laisser s'affaiblir, ce minimum signifie en fait des concessions de plus en plus considérables. Le chantage continue à l'intérieur du gouvernement. Tant que Hitler gardera en main l'atout qui lui a permis d'obtenir le poste de chancelier, la bourgeoisie allemande devra lui accorder une part sans cesse croissante du pouvoir, et finalement, peut-être, le pouvoir total. Déjà il a

remporté un succès, dit-on, en installant ses amis dans les principaux postes de l'administration et de la police en Prusse. Ce n'est pas que la possibilité d'une rupture entre la grande bourgeoisie et lui soit complètement exclue ; mais une telle rupture entraînerait aussitôt une situation si évidemment dangereuse, devant un prolétariat que les provocations fascistes ont fait jusqu'à un certain point sortir de sa passivité, qu'elle ne ferait peut-être que précipiter la capitulation de la grande bourgeoisie devant les exigences de Hitler. D'une manière générale, on peut dire que d'une part les fautes, les revirements, les divisions intérieures de la bourgeoisie, et d'autre part les succès partiels du prolétariat, renforcent la position de Hitler, du fait que Hitler s'appuie uniquement sur la crainte qu'éprouve en ce moment la bourgeoisie devant la menace d'un soulèvement ouvrier. Faute d'hommes audacieux, décidés, intelligents, à la tête du prolétariat allemand, celui-ci ne peut profiter assez rapidement de ses avantages momentanés et des faiblesses momentanées de l'adversaire ; dès lors la bourgeoisie, quand elle s'est mise dans une situation dangereuse, a le temps d'en prendre conscience et d'y parer en s'aidant de la démagogie et des bandes terroristes que le mouvement hitlérien met à sa disposition. Tous les événements qui effraient la bourgeoisie allemande, sans constituer pour elle une défaite effective, rapprochent le moment où le fascisme triomphera. Tel a été le cas de la grève des transports de Berlin.

Un seul événement, en dehors d'une insurrection victorieuse du prolétariat, pourrait, semble-t-il, compromettre la situation de Hitler ; ce serait un redressement rapide de l'économie allemande. Un tel redressement consoliderait sans doute le fascisme, comme en Italie, s'il se produisait après la conquête du pouvoir effectif par Hitler ; mais s'il se produit avant que les partis de la grande bourgeoisie aient abandonné le pouvoir au national-socialisme, un retour de la prospérité pousserait sans doute la bourgeoisie à tenter d'adoucir la lutte des classes ; et la social-démocratie reviendrait peut-être en ce cas au premier plan de la scène politique.

En résumé, si l'on admet que l'économie tend vers une nouvelle période de prospérité, que la bourgeoisie allemande tend à s'unir derrière le parti hitlérien, que le prolétariat allemand tend à s'unir derrière les ouvriers révolutionnaires, tout dépend du rythme selon lequel se développeront, les uns par rapport aux autres, ces trois facteurs décisifs.

(*Libres Propos*, nouvelle série, 7<sup>e</sup> année, n° 2, 25 février 1933)

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

**Appendice (ébauches et variantes)**

# 4

---

## Quelques remarques sur la réponse de la M.O.R.

*(Variante)*  
*(1939)*

[Retour à la table des matières](#)

Les camarades M.O.R. de l'Hérault parlent, au sujet des articles publiés par l'E. E., d'analyse « bourrée d'erreurs et d'affirmations tendancieuses ». Ils se gardent de préciser. C'est qu'ils ne le peuvent pas, et qu'ils savent bien que tous les faits avancés sont malheureusement exacts.

Leur réponse, en revanche, ne contient presque que des inexactitudes, inexactitudes qui ne peuvent guère venir de l'ignorance, car, avant de se charger de la réponse aux articles incriminés, il faut supposer qu'ils se sont documentés.

Ils disent que le Parti Communiste a proposé à deux reprises à la social-démocratie une action commune, à savoir la grève générale. Il est exact que deux fois (contre von Papen et contre Hitler) le parti a lancé un appel en ce sens. Mais la tactique du front unique consiste-t-elle à lancer un appel à une organisation en vue d'une action qu'on détermine à l'avance, surtout quand il



s'agit d'un mot d'ordre aussi sérieux que celui de la grève générale, et que ce mot d'ordre n'a pas été préparé ? Non. La tactique du front unique consiste à faire son possible pour constituer, à tous les degrés de la hiérarchie, des organisations de front unique, organisations au moyen desquelles chaque parti peut proposer sa solution à l'ensemble de la classe ouvrière organisée.

Il est exact que la social-démocratie allemande a repoussé ces deux appels. Mais, au début de février, elle a proposé au parti communiste ce qu'elle nommait un « pacte de non-agression », et celui-ci a répondu par un refus brutal, qui n'ouvrait pas la voie à d'autres négociations. Le 19 février, l'Internationale Socialiste elle-même a proposé le front unique pour la lutte contre le fascisme et le capitalisme à l'Internationale Communiste. Sans réponse. Trois semaines après seulement, l'Internationale Communiste a engagé ses fractions nationales à faire aux partis socialistes correspondants des propositions de front unique, et même à accepter la fameuse « non-agression », c'est-à-dire l'interruption des attaques. À cette date, l'incendie du Reichstag avait déjà eu lieu ; les deux partis, communiste et social-démocrate, étaient déjà en train d'être réduits en fait à l'illégalité, et le front unique était devenu impassible en Allemagne. Il est difficile de concevoir pire incohérence.

Quant à la question des rapports avec Hitler, je ne veux pas répéter les faits que j'ai déjà cités, et auxquels les camarades de l'Hérault ne répondent pas. Je veux seulement noter l'analogie inquiétante que nous pouvons remarquer entre la politique du parti communiste allemand et celle du parti français. Nous n'avons pas, heureusement, de mouvement national-socialiste ; mais les mouvements sur lesquels s'appuie toute politique fasciste existent chez nous. Ils sont aisés à reconnaître. Ce sont tous les mouvements de révolte qui ne se placent pas sur le terrain de la lutte des classes ; mouvement des anciens combattants, mouvement des contribuables, mouvement des petits commerçants, mouvement agraire guidé par la Ligue Agraire. Le caractère fasciste de ces mouvements saute aux yeux. Notre parti communiste les appuie tous plus ou moins. *L'Humanité* a raconté avec approbation comment des petits commerçants et des paysans réunis par la...

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

**Appendice (ébauches et variantes)**

**5**

---

**Réflexions pour déplaire**

*(Variante)*  
*(1936 ?)*

[Retour à la table des matières](#)

Ce que je vais écrire déplaira, je le sais, à tous les camarades ou peu s'en faut. Mais quoi ! Nous n'avons pas ici à nous plaire mutuellement, nous avons à dire, chacun pour son compte, ce que nous pensons.

Nous suivons tous avec anxiété, avec angoisse, la lutte de nos camarades d'Espagne. Nous tâchons de les aider. Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi tirer pour nous, honnêtement, les leçons de l'expérience qu'ils paient en ce moment de leur sang.

Quand Lénine, après avoir tracé, dans ses écrits, l'esquisse d'un État sans armée, ni police, ni bureaucratie distinctes de la population, a commencé à construire la machine bureaucratique, militaire et policière la plus lourde qui ait jamais écrasé un malheureux peuple, on a pu interpréter cette volte-face de plusieurs manières. Lénine était le chef d'un parti politique ; il visait le pouvoir ; sa bonne foi pouvait être mise en question.

Mais on ne peut mettre en question la bonne foi libertaire de nos camarades d'Espagne. Cependant que voyons-nous ? Le conseil des milices, où ils ont toujours exercé l'influence dominante, vient de remettre en vigueur, à l'usage des miliciens du front d'Aragon, le code militaire de la République bourgeoise. La contrainte de la mobilisation vient se substituer à la pratique des engagements volontaires. Le conseil de la Généralité, où la C.N.T. détient les postes économiques, vient de prendre un décret selon lequel des heures supplémentaires non payées peuvent être imposées aux ouvriers sans aucune limite, et les ouvriers qui ne produiraient pas à la cadence jugée normale doivent être considérés comme factieux et traités comme tels; autrement dit, la peine de mort est appliquée à la production industrielle. La presse catalane, et notamment la *Soli*<sup>1</sup>, organe de la C.N.T., exerce un bourrage de crâne qui dépasse peut-être celui des journaux français pendant la guerre. Quant à la police, on avoue publiquement que pendant les trois premiers mois de la guerre civile les comités d'investigation, les militants responsables et les individus irresponsables ont fusillé sans le moindre simulacre de jugement, donc sans aucune possibilité de contrôle. Au front, on fusille des enfants de seize ans, quand on les prend au cours d'un engagement les armes à la main. Quant aux paysans, ceux d'Aragon se plaignent que certaines colonnes - souhaitons que ce ne soient pas celles de la C.N.T. - exercent parfois une véritable dictature sur les villages occupés, et que par ailleurs on ne leur fournit pas les semences et outils nécessaires à leur travail, et qu'ils ne peuvent acheter faute d'argent.

---

<sup>1</sup> Solidaridad obrera.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

Appendice (ébauches et variantes)

# 6

---

## Quelques réflexions concernant l'honneur et la dignité nationale

*(À propos de la dernière question d'Alain)  
(1936 ?)*

[Retour à la table des matières](#)

Le sentiment de l'honneur est évidemment la source de toutes les guerres, considérées à l'échelle de l'individu. Toutes sortes d'intérêts économiques peuvent être en jeu entre deux peuples qui se battent ; mais ce ne sont certes pas ces intérêts qui fournissent à chaque combattant l'énergie nécessaire pour dominer la peur. On peut en dire autant des questions territoriales. Qu'importait, somme toute, à un Marseillais que l'Alsace fût allemande ou française ? Qui d'entre nous, aujourd'hui, se sent malheureux parce que les Canadiens de race et de langue française font partie de l'Empire anglais ? Qui est-ce qui souffrirait si la Tunisie passait sous la domination italienne ou allemande ? Qui, surtout, est prêt à considérer ces questions comme des questions de vie ou de mort ? Elles sont à peu près aussi étrangères à chacun de nous que la présence d'Hélène à Sparte ou à Troie pouvait l'être aux guerriers grecs et troyens qui pendant dix ans moururent jour après jour auprès du rivage de la mer. Cet immortel poème de l'Iliade n'a pas vieilli. Au cours de tout combat, l'objet même du combat est toujours oublié. Il n'y a que deux mobiles assez

forts pour pousser les hommes à tuer et à mourir, à savoir l'honneur et la puissance. Mais la puissance, on n'en parle guère, d'autant que beaucoup d'hommes accepteraient volontiers de vivre sans puissance ; il n'y a pas là un facteur assez fort d'unanimité. On parle d'honneur, car il est entendu qu'on ne peut pas vivre sans honneur. Dès que l'honneur entre en jeu, n'importe quoi peut devenir une question de vie ou de mort ; Diomède est alors tout prêt à mourir pour rendre Hélène à Ménélas ; les petits gars de Marseille et d'ailleurs versent leur sang pour restituer la nationalité française à des paysans alsaciens qui ne parlent qu'un dialecte germanique. La vie de toute une jeunesse est ainsi à la merci de quiconque possède les moyens de réveiller à telle ou telle occasion le sentiment de l'honneur offensé. Aujourd'hui, des souvenirs encore cuisants empêchent que l'on ose parler de se battre pour l'honneur ; en revanche, dans tous les milieux, on parle de maintenir « la paix dans l'honneur », « la paix dans la dignité ». Cette sinistre formule, qui, en 1914, sous la plume de Poincaré, a ouvert les hostilités, implique qu'on est résolu à subordonner le souci de la paix au souci de l'honneur. Il est urgent de regarder cette notion d'honneur ou de dignité en face une bonne fois. On s'abstient généralement de le faire, parce qu'on craint d'être soupçonné de lâcheté ; on se rend ainsi effectivement coupable d'une lâcheté intellectuelle qui dégrade la pensée.

.....

« La dignité vaut mieux que la vie », « l'honneur vaut mieux que la vie », ces formules sont ambiguës. Elles peuvent vouloir dire qu'il vaut mieux mourir que de se mépriser. Certes tout homme digne de ce nom refusera toujours d'éviter la mort au prix du mépris de soi-même, et « pour vivre, de perdre les raisons de vivre ». Seulement la dignité ainsi comprise est chose intérieure à chaque être humain, qui jamais n'est engagée dans les affaires internationales. À qui, à quel homme déterminé est-ce qu'un conflit international peut imposer la nécessité de choisir entre la vie et l'estime de soi-même ? À proprement parler, aucun homme n'a le choix. Les non-combattants n'ont pas à aller mourir ; par suite ils ne risquent en aucun cas d'avoir à s'accuser eux-mêmes de lâcheté. Les combattants sont envoyés à la mort par contrainte, y compris même les engagés volontaires, puisque les engagements ne sont pas résiliables ; et la durée des hostilités est toujours déterminée par ceux qui n'y prennent aucune part. Il est exclusivement du ressort de chaque homme de décider à partir de quelles limites il lui devient impossible de préserver sa vie sans perdre sa propre estime ; nul ne peut confier même à un ami le soin de résoudre une pareille question.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

**Appendice (ébauches et variantes)**

7

---

**Réponse au questionnaire d'Alain**

*(variante)*  
*(1936 ?)*

[Retour à la table des matières](#)

Je n'ai le loisir de répondre qu'à la dernière question. Elle me paraît de beaucoup la plus importante. Depuis le 7 mars, dans tous les milieux, dans toutes les classes sociales, sans distinction de métier, de niveau de culture, d'opinion politique, on a pu observer un souci général de conserver la dignité de la France devant l'acte d'Hitler. Contrairement à ce que beaucoup d'entre nous ont longtemps espéré, ce souci semble aussi puissant dans le peuple que dans l'élite. La formule « la paix dans la dignité », « la paix dans l'honneur », formule qui subordonne le souci de la paix à celui de la dignité nationale, formule de sinistre mémoire qui, en 1914, a ouvert les hostilités, cette formule semble ne choquer presque personne. Mais il ne suffit pas de demander, comme Alain, si ceux qui parlent de sacrifier la vie à l'honneur sont aussi ceux qui sont menacés de mourir. La question est plus vaste.

La dignité est un attribut de l'être humain considéré comme individu. Certes elle comporte une certaine solidarité. Je peux considérer ma dignité comme blessée par un mauvais traitement infligé à d'autres êtres humains, ou

à une collectivité dont je suis membre. Néanmoins ce sera moi et seulement moi qui serai en cause dès que je voudrai me placer sur le seul terrain de l'honneur. Dès qu'on parle de dignité ou d'honneur, il faut dissoudre la collectivité en individus. C'est ainsi seulement que la formule « La dignité vaut mieux que la vie » peut avoir un sens.

Encore faut-il savoir quel sens au juste. Le seul qu'on puisse raisonnablement soutenir, c'est qu'il vaut mieux mourir que de se mépriser. Tout homme sent vivement que choisir le mépris de soi-même plutôt que la mort, c'est « pour vivre, perdre les raisons de vivre ». Il est facile dès lors de comprendre dans quel cas la dignité d'un homme peut être brisée par un outrage subi de la part d'autrui. C'est lorsqu'il est impossible de subir passivement l'outrage sans s'accuser soi-même de lâcheté. Ce qui délivre alors de la honte, ce n'est pas la vengeance, c'est le danger. C'est ce qui devient évident dès que l'on prend des exemples. Ainsi, lorsqu'un homme tout-puissant est insulté par un faible, la clémence ne le diminue pas, la vengeance ne l'honore pas, bien au contraire. De même tuer l'offenseur par ruse n'est pas un moyen de rétablir l'honneur. On peut en conclure que si, parmi ceux que la mobilisation n'appellerait pas au front, quelques-uns sentent leur dignité blessée par les actes d'un gouvernement étranger, aucune guerre ne peut leur servir de remède.

Mais la formule « La dignité vaut mieux que la vie » peut être interprétée autrement. On peut entendre par ces mots qu'il vaut mieux mourir et tuer que de supporter une humiliation, l'humiliation étant définie non par le mépris de soi, mais comme un rapport extérieur.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

**Appendice (ébauches et variantes)**

8

---

**Progrès et production**

*(fragment)*

*(Pouvoir des mots) <sup>1</sup>*

*(1937 ?)*

[Retour à la table des matières](#)

Nous vivons dans un âge éclairé, qui a secoué les superstitions et les dieux. Il ne reste attaché qu'à quelques divinités qui réclament et obtiennent la plus haute considération intellectuelle, telles que Patrie, Production, Progrès, Science. Par malheur, ces divinités si épurées, si affinées, tout à fait abstraites comme il convient à une époque hautement civilisée, sont pour la plupart de l'espèce anthropophage. Elles aiment le sang. Il leur faut des sacrifices humains. Zeus était moins exigeant. Mais c'est qu'on n'aurait pas accordé à Zeus plus que quelques gouttes de vin et un peu de graisse de bœuf. Au lieu que le Progrès - que ne lui accorderait-on pas ? Aussi riait-on parfois de Zeus, tandis qu'on ne rit jamais du Progrès. Nous sommes une civilisation qui ne rit pas de ses dieux. Est-ce par hasard que depuis l'intronisation dans l'Olympe de ces dieux dont on ne rit pas, il n'y a presque plus de comédie ?

---

<sup>1</sup> Peut-être une ébauche pour un texte destiné aux *Nouveaux Cahiers* qui avaient une rubrique : *Pouvoir des mots*. (Note de l'éditeur.)



On peut tout accorder au Progrès, car on ignore tout à fait ce qu'il demande. Qui a jamais tenté de définir un progrès ? Si l'on proposait ce thème dans un concours, il serait sans doute instructif et amusant de comparer les formules. Je propose la définition que voici, la seule à mon avis pleinement satisfaisante et qui s'applique à tous les cas : on dit qu'il y a progrès toutes les fois que les statisticiens peuvent, après avoir dressé des statistiques comparées, en tirer une fonction qui croît avec le temps. S'il y a en France - simple supposition - deux fois plus d'hôpitaux qu'il y a vingt ans, trois fois plus qu'il y a quarante ans, il y a progrès. S'il y a deux, trois fois plus d'automobiles, il y a progrès. S'il y a deux, trois fois plus de canons, il y a progrès. S'il y a deux, trois fois plus de cas de tuberculose... mais non, cet exemple ne conviendra que le jour où on fabriquera de la tuberculose. Il convient d'ajouter à la définition ci-dessus que la fonction doit exprimer l'accroissement de choses fabriquées.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

**Appendice (ébauches et variantes)**

# 9

---

## Esquisse d'une apologie de la banqueroute <sup>1</sup>

*(1937 ?)*

[Retour à la table des matières](#)

Le mot de banqueroute est un de ceux qu'on emploie avec gêne, qui sonnent mal, comme adultère ou escroquerie. Quand on le prononce au sujet des finances de son propre pays, on parle volontiers d' « humiliante banqueroute ». On peut chercher des excuses à une banqueroute, on peut trouver des raisons d'atténuer telle ou telle responsabilité, mais personne n'a même l'idée que la banqueroute ne procède pas de quelque manière d'un péché ; personne ne considère qu'elle puisse constituer un phénomène normal. Déjà le vieux Céphalès, pour faire comprendre à Socrate qu'il avait mené une vie irréprochable, lui disait : « Je n'ai trompé personne, et j'ai payé mes dettes. » Socrate, ce mauvais esprit, doutait que ce fût là une définition suffisante de la justice. Le Français moyen - et nous sommes tous la plupart du temps des Français moyens - applique volontiers à l'État le critérium de Céphalès, du moins en ce

---

<sup>1</sup> Variante de Quelques méditations concernant l'économie. (Note de l'éditeur.)

qui concerne le second point ; car quant au premier, personne ne demande à un gouvernement de ne pas mentir.

Proudhon, dans ce lumineux ouvrage de jeunesse intitulé *Qu'est-ce que la propriété ?* prouve par le raisonnement le plus simple et le plus évident que l'idéal de ce bon Céphalès est une absurdité. L'idée fondamentale de Proudhon, dans ce petit livre trop méconnu, c'est que la propriété est non pas mauvaise, non pas injuste, mais impossible. Il entend par propriété non pas le droit de posséder un bien quelconque, mais le droit bien plus important de le prêter à intérêt, quelque forme que prenne d'ailleurs cet intérêt : loyer, fermage, rente, dividende.

La démonstration de Proudhon repose sur une loi mathématique fort claire. La fructification du capital implique une progression géométrique. Le capital ne rapporterait-il que 1 %, il s'accroîtrait néanmoins selon une progression géométrique à raison de  $1 + \frac{1}{100}$ . Toute progression géométrique engendre des grandeurs astronomiques avec une rapidité qui dépasse l'imagination. Un calcul simple montre qu'un capital ne rapportant que l'intérêt dérisoire de 1 % double en un siècle, se multiplie par sept en deux siècles ; et, avec l'intérêt encore modeste de 3 %, il est centuplé dans le même espace de temps. Il est donc mathématiquement impossible que tous les hommes d'un pays soient vertueux à la manière de Céphalès pendant deux siècles ; car, bien qu'une portion relativement petite des biens meubles et immeubles soit louée ou placée à intérêt, il est mathématiquement impossible que la valeur de cette portion centuple en quelques générations. S'il est nécessaire à l'ordre social que les gens payent leurs dettes, il est plus nécessaire encore que les gens ne payent pas leurs dettes.

Depuis qu'existent la monnaie et le prêt à intérêt, l'humanité oscille entre ces deux nécessités contradictoires, et toujours avec une inconscience digne d'admiration. Si on s'amusait à reprendre toute l'histoire connue en la présentant comme l'histoire des dettes payées et non payées, on arriverait à rendre compte d'une bonne partie des grands événements passés. Chacun sait que, par exemple, la réforme de Solon à Athènes, la création des tribuns à Rome sont issues de troubles suscités par l'endettement excessif de la population. L'endettement de l'État a toujours constitué un phénomène non moins fertile en conséquences. Qu'il s'agisse de la population ou de l'État, il n'y a jamais eu d'autre remède à l'endettement que l'abolition des dettes, ouverte ou déguisée.

.....

[Nous savons construire des mécanismes qui reviennent] à l'état initial dès qu'une certaine limite est dépassée ; mais nous ne savons pas construire de tels agencements automatiques pour la machine sociale. Les souffrances, le sang et les larmes des hommes en tiennent lieu.

Nous pouvons aujourd'hui nous livrer à des méditations amères sur le phénomène de l'endettement. L'État français a été engagé jusqu'à mi-corps par la guerre dans cet engrenage mathématique dont le pays ne semble pas pouvoir se libérer. Le sang a été consommé gratuitement et bientôt oublié, ou

peu s'en faut ; mais les familles qui ont donné leurs fils ont prêté leur argent, et ce prêt vieux de plus de vingt ans nous étrangle tous les jours davantage. Machiavel disait que les hommes oublient plus facilement la mort de leur père que la perte de leur patrimoine. Il avait raison sans doute, mais la justesse de cette formule nous apparaîtrait aujourd'hui d'une manière plus éclatante si on disait fils au lieu de père. Aucun gouvernement n'a osé encore annoncer qu'il considérait comme nulles les charges financières léguées par la guerre. Malgré toutes les difficultés d'une telle opération il faudra pourtant un jour en arriver là, car il est impossible que ces charges continuent longtemps encore à faire boule de neige. C'est d'autant plus impossible que les charges qui procèdent de la guerre éventuelle font une autre boule de neige non moins redoutable. Car aujourd'hui encore les mêmes hommes qui donneraient sans hésiter leur sang ou celui de leurs et ne demanderaient rien en échange ont besoin de quatre pour cent et d'une garantie de change pour collaborer à la défense nationale.

La notion de contrat entre l'État et les particuliers est une absurdité à une époque comme la nôtre.

Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

Appendice (ébauches et variantes)

# 10

---

## Méditation sur un cadavre

*(variante)*  
*(1937)*

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas de difficultés économiques. Il n'y a que des difficultés politiques.

Les hommes se résignent plus facilement à leurs souffrances s'ils les croient imposées par le pouvoir que s'ils croient que le pouvoir essaie de les en délivrer sans y parvenir. Car, par une singulière aberration, le pouvoir leur semble une force plus invincible que la nature des choses.

Le gouvernement de Front Populaire - le premier, celui qui restera sous ce nom - est mort ; il appartient désormais à l'histoire, il est aussi passé que le règne d'Antonin ou de Caligula ; et, déliés de toute obligation de partisans ou d'adversaires à son égard, nous pouvons, en simples spectateurs, rêver librement devant son cadavre.

Combien l'heure où il s'est formé est proche et lointaine ! Heure de cauchemar pour quelques-uns ; pour beaucoup, songe merveilleux, ivresse des Saturnales où l'âme, depuis longtemps contractée par la soumission et la contrainte, se dilate dans l'extase d'une délivrance à laquelle elle ne croit qu'à moitié. Pour tous, atmosphère de rêve, d'irréalité. C'était en effet comme un rêve. Car qu'y avait-il de changé, entre mars 1936 et juin de la même année, dans les forces dont l'équilibre constituait la société française ? Rien, sinon que ceux qui en mars ne parlaient que pour commander se trouvaient trop heureux, en juin, qu'on voulût bien encore leur laisser la parole pour émettre des avis ; ceux qui en hiver se croyaient parqués jusqu'à la mort dans le troupeau à qui on accorde seulement le droit de se taire imaginaient, au solstice d'été, que leurs cris pouvaient changer le cours des astres.

L'imagination collective, dont les soudains retournements feront toujours le désespoir de ceux qui désirent comprendre l'histoire, est un facteur réel de la vie sociale, et des plus importants. Dans une certaine mesure elle modèle la réalité à son image, en ce sens que tant que la multitude souffrante croit ne rien pouvoir, elle ne peut effectivement rien ; et quand elle croit tout pouvoir, elle peut effectivement quelque chose, jusqu'au jour où, sentant que ce quelque chose n'est pas tout, elle retombe dans son premier sentiment d'impuissance. Retz analysait supérieurement ce jeu de pendule. On peut en dire autant d'ailleurs, toute proportion gardée, de tous les groupements sociaux susceptibles d'avoir part au pouvoir. Mais l'imagination collective est instable, et ses reflux ne laissent le plus souvent après eux rien qui ressemble aux images qu'elle portait dans son flux.

L'art politique consiste à prévoir plus ou moins ces oscillations mystérieuses, à les sentir quand elles se produisent, à utiliser à chaque moment dans sa plénitude cette force que constitue l'imagination collective, force aveugle et qu'un homme qui sait où il va peut diriger ; à en diminuer par des artifices les remous. Car il y a un art politique. Les dictateurs le savent ; rien de plus raffiné que la manière dont gouverne Mussolini, ou même Hitler, ou même Staline. Les démocrates l'ignorent, du moins en France, car il se peut que par exemple Roosevelt ne l'ignore pas. Nos hommes de gauche, et particulièrement nos socialistes, gouvernent comme si le choix du moment, l'ordre de succession dans les mesures prises, la manière de présenter les mesures, et tant d'autres choses analogues n'importaient pas en politique. Un concerto peut être ruiné si le chef d'orchestre fait attaquer telle note quelques secondes trop tôt ; et la politique, tellement plus complexe, pourrait se travailler comme une chose placée hors du temps et de l'espace ? Il n'en est rien. On a porté, on portera sur l'équipe gouvernementale de juin 1936 bien des jugements injustes par trop d'hostilité ou de faveur ; peut-être l'appréciation la plus juste consisterait-elle à les ranger parmi ces architectes qui ne savent faire que des dessins fort agréables sur le papier, mais non conformes aux lois des matériaux de construction ; ou parmi ces poètes qui ne savent écrire que des projets de poèmes rédigés en prose ; ou parmi ces auteurs dramatiques dont les œuvres font de l'effet sous forme de livres, mais ne passent jamais la rampe ; bref parmi tous ceux dont les bonnes intentions pavent l'enfer. Les gens de ce caractère, quand ils se mêlent d'agir, sont souvent traités de purs théoriciens ; mais ils pèchent au contraire par insuffisance de théorie. Ils ont négligé de méditer sur la matière et les instruments propres à leur art.

La méditation sur la matière et les instruments de l'art politique est plus facile aux dictateurs ou aux politiciens ambitieux qu'à d'autres, parce qu'ils méprisent les hommes. Un dictateur peut aimer très vivement son peuple, mais un tel amour ressemble probablement beaucoup à celui d'un cavalier pour un beau cheval ; cela peut être fort tendre, mais cela s'accommode parfaitement d'une vue claire, froide et cynique de l'usage du mors et de la cravache. Les hommes d'esprit sincèrement civique, comme Léon Blum, ont au cœur un tout autre amour, sans aucun mélange de mépris ; cet amour-là, comme les larmes, brouille la vue. Ce n'est pas qu'à l'égard des hommes le mépris soit plus justifié que l'estime ; il y a chez la plupart des hommes, ou plutôt chez tous, assez de bassesse et assez de vertu sublime pour justifier pleinement l'un ou l'autre. D'ailleurs le mépris ou l'estime des hommes, cela définit moins un jugement qu'une résolution prise une fois pour toutes soit d'utiliser leurs faiblesses, soit de contribuer à maintenir vivantes leurs grandeurs.

C'est pour une autre raison que le mépris des hommes favorise une vue lucide de l'art politique ; c'est parce que cet art a les hommes pour matière, et considérer les hommes comme une simple matière aux mains de quelques techniciens, c'est déjà une vue méprisante. Cependant, sans une telle vue, il n'y a pas d'art de gouverner. Aussi les grands hommes d'État, au cours de l'histoire, ont-ils presque tous et peut-être tous exercé leur génie dans le sens d'une plus grande oppression. Les Gracques, avec leur grand cœur et leur grande intelligence, n'ont su que périr misérablement ; le plus noble sang du monde a ainsi coulé en vain, et l'histoire l'a presque oublié, alors qu'elle a immortalisé le nom d'Auguste.

On peut comprendre ainsi que ce gouvernement de juin 1936, dirigé par l'homme le plus intelligent de notre personnel politique, ait commis non seulement, comme il était inévitable, beaucoup de fautes, mais certaines fautes si grossières. Une intelligence ne peut être tout à fait vigoureuse sans un peu de cynisme, et le cynisme s'allie rarement à l'esprit civique. Mussolini a lu et médité Machiavel ; il l'a compris ; il n'a guère fait que l'appliquer. Léon Blum ne s'est certainement pas formé sur la lecture de Machiavel, ce physicien du pouvoir politique. Une telle formation l'aurait empêché de négliger quelques maximes lumineuses qui sont à l'exercice du pouvoir ce qu'est le solfège au chant.

L'une de ces maximes, c'est que celui qui s'empare du pouvoir doit prendre tout de suite toutes les mesures de rigueur qu'il estime nécessaires, et n'en plus prendre par la suite, ou en tout cas de moins en moins. Puisque les ministres socialistes croient à l'efficacité de certaines mesures fiscales et financières pour remplir les caisses de l'État, soutenir la monnaie et établir un peu de civisme en matière d'argent, ils devaient de toute évidence prendre ces mesures en juin 1936 et non un an plus tard. Il fallait à ce moment faire publiquement le bilan d'une situation déjà catastrophique et décider aussitôt toutes les mesures d'exception jugées désirables, y compris la dévaluation ; et tout ce qu'on a accusé par la suite le « mur d'argent » d'avoir empêché, il fallait le tenter alors. La droite, ou ce qu'on nomme ainsi, était alors résignée et préparée à recevoir des coups. Quand un pouvoir nouvellement institué commence par assener à ses adversaires les coups qu'il veut leur donner, puis les laisse à peu près tranquilles, ils lui savent gré de tout le mal qu'ils n'en

souffrent pas ; quand il commence par ménager les adversaires, ils s'irritent ensuite de la moindre menace. Le pire de tout est de les ménager tout en laissant peser sans cesse sur eux des menaces vagues et jamais réalisées ; on s'attire alors à la fois l'hostilité et le mépris, et on se perd. C'est ce qui est arrivé.

Le principe fondamental du pouvoir et de toute action politique, c'est qu'il ne faut jamais présenter l'apparence de la faiblesse. La force se fait non seulement craindre, mais en même temps toujours un peu aimer, même par ceux qu'elle fait violemment plier sous elle ; la faiblesse non seulement n'est pas redoutée, mais inspire toujours un peu de mépris et de répulsion même à ceux qu'elle favorise. Il n'y a pas de vérité plus amère, et c'est pourquoi elle est généralement méconnue. Sylla, après son abdication, a vécu en parfaite sécurité dans cette Rome où il avait fait couler tant de sang ; les Gracques ont péri lâchement abandonnés par cette multitude à qui ils avaient voué leur vie. On croit généralement que les hommes se déterminent d'après des raisonnements soit sur la justice, soit sur leur intérêt ; en réalité l'empire de la force façonne souverainement sentiments et pensées. Combien de gens, sans même s'en rendre compte, concevaient et sentaient la question sociale, dont les données n'avaient pourtant pas changé, tout autrement en juin 1936 qu'en avril de la même année ! Les guerres sont suivies de révolutions dans les pays vaincus, non dans les pays vainqueurs. Pourtant le peuple vainqueur a autant de raisons de se révolter et autant de puissance pour le faire que le peuple vaincu ; mais celui-ci a en face de lui un État qui s'est montré faible. Cette force qui règne jusque dans les consciences est toujours en grande partie imaginaire. Le lion rampe devant le dompteur qui présente l'apparence d'une force invincible, et lui lèche la main ; le même lion dévore le dompteur qui a laissé voir de la crainte ou de l'irrésolution. L'individu en face de la foule est toujours un peu comme le dompteur devant le lion ; c'est la situation de l'homme au pouvoir.



Simone Weil : Écrits historiques et politiques.  
Deuxième partie : Politique

Appendice (ébauches et variantes)

# 11

---

## Les nouvelles données du problème colonial dans l'empire français

*(variante)*  
*(1938)*

[Retour à la table des matières](#)

La colonisation est essentiellement l'effet d'un rapport de forces. Elle commence presque toujours par l'exercice de la force sous sa forme pure, c'est-à-dire par la conquête. Le peuple conquis voit d'abord avec douleur, la portion du peuple attachée aux traditions voit fort longtemps avec douleur, ses coutumes, ses mœurs, sa culture en partie abolies et en partie dégradées par une domination étrangère. La puissance d'attraction de la civilisation victorieuse, parée de ses propres prestiges et de tous ceux de la victoire, peut fournir pourtant un principe de collaboration. Mais quand arrive à la maturité une jeunesse élevée dans la culture du vainqueur, cette jeunesse supporte mal d'être traitée en inférieure par des hommes à qui elle se sent semblable et égale. Les transformations économiques bouleversent d'abord des habitudes ; la technique occidentale finit sans doute par en imposer par sa puissance, mais si après la colonisation la misère de la masse se trouve accrue, ou même simplement maintenue, ou même si elle diminue légèrement, mais à un rythme qui ne correspond pas à la mise en valeur du pays, la technique apparaît comme un bien monopolisé par des étrangers et que le peuple conquis souhaite utiliser pour lui. Une collaboration entre colonisateurs et colonisés

n'est possible que si d'abord des égards convenables sont accordés aux traditions de la population, et surtout si chaque étape dans l'assimilation apparaît comme une étape vers l'indépendance politique et économique.

Au contraire, si le peuple autrefois soumis par les armes a le sentiment que le vainqueur compte prolonger indéfiniment le rapport de conquérant à conquis, il s'établit une paix qui diffère de la guerre uniquement par le fait que l'un des camps est privé d'armes. Il est naturel, par malheur, que toute colonisation tende par une sorte de phénomène d'inertie à établir une telle situation. Que la nation colonisatrice se réclame par tradition d'un idéal de liberté n'y change rien. Car le manque de liberté dans les colonies met les sujets dans l'impossibilité de se plaindre, et les citoyens de la métropole sont bien trop persuadés qu'ils sont humains et généreux pour s'enquérir avec soin des motifs légitimes de plainte qui peuvent exister sur des terres lointaines. La générosité va très rarement jusqu'à dépenser du temps et des soins pour rechercher des injustices lointaines et muettes dont on pourrait être indirectement responsable. Aussi les conflits de doctrines et de partis dans la nation colonisatrice n'ont-ils que peu de retentissement en bien ou en mal sur le régime des colonies. Les colonies n'ont guère à compter sur la générosité tant qu'elles n'ont pas de force. Mais c'est justement la force qui leur manque.

Fin de la deuxième partie